



Numéro 3 - septembre 2017

## Des productions végétales 2017 précoces mais limitées par le gel du printemps et la sécheresse de l'été

### ■ Synthèses Grandes cultures

Les cours des céréales en France résistent lors de la campagne 2016/2017 malgré l'abondance mondiale

*O. Satger*

### ■ Synthèses Légumes

En 2016/17, des récoltes de légumes d'hiver en recul, notamment sous l'effet de la météo, mais bénéficiant pour la plupart d'un redressement des prix

*S. Bernadet*

### ■ Synthèses Bovins

En 2016, la crise du lait pèse sur le marché de la viande bovine tandis que celui des brouillards se remet peu à peu de la FCO

*M.-A. Lapuyade*

### ■ Synthèses Aviculture

En 2016, sur fond de crise aviaire, la production française de foie gras recule de 28 %

*C. Pendarriès*

### ■ Synthèses IAA

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2017, la production en volume des IAA a confirmé le timide redressement amorcé au 3<sup>e</sup> trimestre 2016

*M. Kuhn-Le Braz*





# Éditorial

## Des productions végétales 2017 précoces mais limitées par le gel du printemps et la sécheresse de l'été

Après un mois d'avril 2017 marqué par des températures proches des normales, un déficit pluviométrique important et des épisodes de gel fin avril, les mois de mai et juin ont cumulé pics de chaleur (première quinzaine de mai et deux dernières décades de juin) et manque de pluie. En juillet, les températures sont revenues proches des normales mais le déficit hydrique s'est accentué pour le quatrième mois consécutif, particulièrement en Corse, dans le Nord et les départements des Alpes-Maritimes, Alpes de Haute-Provence, Var, Finistère et Morbihan. Au 1<sup>er</sup> août, l'indice d'humidité des sols est déficitaire dans le Nord, le Sud-Est et en Corse (*Infos rapides Climatologie, août 2017*).

Après un bon démarrage en tout début de printemps, la production d'herbe des prairies permanentes a souffert d'un temps sec ralentissant la pousse dès le mois d'avril. Pour beaucoup de régions fourragères, elle est devenue très inférieure aux normales entre le 20 mai et 20 juillet (jusqu'à 40 %), remontant à 79 % entre le 20 juillet et 20 août grâce à des pluies localisées en Limousin et le sud de l'Auvergne. En cumul au 20 août, la production de fourrages depuis le début de la campagne est estimée proche des normales (92 % de la production de référence) mais la situation est contrastée avec un déficit important dans les Hauts de France, le Grand-Est et les Pays de la Loire (*Infos rapides Prairies, août 2017*).

En 2017, les rendements des céréales d'hiver se redressent par rapport à ceux historiquement faibles de 2016 (*Infos rapides Grandes cultures et fourrages, août 2017*). Toutefois, les gelées en avril et le temps sec et chaud de juin ont limité le potentiel de hausse. Selon les estimations au 1<sup>er</sup> août 2017, la production de blé tendre se hisserait légèrement au-dessus de la moyenne 2012-2016 (+ 3,1 %), à 36,8 Mt, avec un rendement de 71,5 q/ha. Les productions de blé dur et d'orges seraient, elles, sensiblement supérieures au niveau moyen (8 et 12 %). Avec des rendements plus élevés que prévu, la récolte de colza serait en hausse de 10 % par rapport à 2016 et de près de 3 % par rapport à la moyenne 2012-2016. Quant aux cultures d'été, les productions de maïs, tournesol et pomme de terre augmenteraient de 16 % sur un an. Cette moisson de bonne qualité, malgré des situations hétérogènes selon les régions, s'inscrit sur fond de perspectives de récoltes favorables en Russie et outre atlantique qui, combinées à un niveau de l'euro élevé face

au dollar, pèsent sur les prix. Dans ce contexte, les cours français des céréales ralentissent leur hausse sur un an en juillet 2017 tandis que ceux des oléagineux stagnent.

Lors de la campagne de commercialisation précédente (2016/2017), l'abondance des disponibilités mondiales de céréales aura fait pression sur les prix. Toutefois, avec une récolte française exceptionnellement faible en blé tendre, les cours français du blé se sont redressés en première partie de campagne, bénéficiant également d'une dépréciation de l'euro. À partir du début 2017 et jusqu'en mai, avec la remontée de l'euro, les prix ont plafonné puis se sont repliés, demeurant en deçà de la moyenne des cinq dernières campagnes. Les cours du maïs ont été mieux orientés, les perspectives 2017/2018 de réduction des stocks mondiaux étant meilleures que pour le blé. Les cours du colza sont demeurés fermes grâce à la faiblesse des stocks mondiaux (*Les cours des céréales en France résistent lors de la campagne 2016/2017 malgré l'abondance mondiale, Grandes cultures n° 2017/309, juin 2017*).

Malgré des épisodes de gel très localisés en avril, les productions de fruits d'été sont précoces et prévues en hausse au niveau national sur un an (surtout pour l'abricot) et par rapport à la moyenne des cinq dernières années (à l'exception de la pêche et de la cerise en léger recul en moyenne sur cinq ans), la météo globalement clémente du printemps ayant plutôt favorisé le développement des fruits tandis que la sécheresse du mois de juin maintenait un bon état sanitaire et accélérât la maturation ainsi que la qualité des fruits. Avec une consommation plutôt morose, l'offre n'a pas toujours trouvé preneur sur les marchés malgré une moindre concurrence espagnole pour les abricots et les pêches qu'en début de campagne, et les prix ont reculé en juillet à la fois sur un an et par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes, surtout pour le melon et l'abricot (*Infos rapides Fruits, juillet-août 2017*). Dans un contexte de stocks de pommes de fin de campagne 2016/2017 dépassant de 18 %, fin juin 2017, ceux de 2016, la production pour la campagne 2017/2018, précoce (deux semaines d'avance) s'annonce en baisse, - 6 % comparée à 2016 et - 7 % par rapport à la moyenne sur cinq ans, en raison essentiellement du gel en avril (*Infos rapides Stocks Pommes Poires, août 2017*). Une partie des fruits abîmés pourrait être réorientée vers la transformation.

Après une amélioration en juin, les prix des légumes d'été baissent encore plus que les fruits en juillet, sur un an et par rapport aux prix moyens 2012-2016, la demande manquant de dynamisme pour absorber des productions pourtant limitées (sauf pour le concombre) (*Infos rapides Légumes, juillet 2017*). De leur côté, les légumes d'hiver de la campagne 2016/2017 ont plutôt enregistré des prix en hausse dans un contexte météorologique peu favorable aux récoltes. Les températures basses et les précipitations du printemps 2016 puis la sécheresse estivale ont pénalisé les rendements, alors que la douceur du printemps 2017 accélérât le cycle végétatif des cultures mais déséquilibrait le marché, pesant sur les prix en seconde partie de campagne, face à une demande insuffisante. Seule la consommation a bénéficié du retour de températures de saison pendant l'hiver 2016/2017. Au final, les productions ont reculé, à l'exception du chou-fleur, mais grâce à des prix en hausse, les chiffres d'affaires se sont maintenus, voire ont progressé, hormis pour la carotte et le chou-fleur (*En 2016/17, des récoltes de légumes d'hiver en recul, notamment sous l'effet de la météo, mais bénéficiant pour la plupart d'un redressement des prix, Légumes, n° 2017/311, juillet 2017*).

La douceur globale des températures a avancé le cycle phénologique de la vigne de 10 à 15 jours selon les bassins. Cependant, le gel de printemps qui a affecté, à des degrés divers, un certain nombre de bassins (Sud-Ouest surtout dans le Bordelais, les Charentes, le Jura et l'Alsace) ainsi que la sécheresse ont limité le potentiel de production. Au 21 août, les estimations font état d'une récolte en baisse sur un an (- 18 %) et par rapport à la moyenne sur cinq ans (- 17 %). En revanche, les conditions climatiques chaudes et sèches ont, dans l'ensemble, eu un impact favorable sur l'état sanitaire de la vigne (*Infos rapides Viticulture, août 2017*).

Au 1<sup>er</sup> semestre 2017, les productions françaises d'animaux de boucherie baissent par rapport à la même période de 2016, dans un contexte de prix à la production en progression sur la période pour la totalité des espèces, sauf pour les veaux et les ovins (*Infos rapides Bovins/ovins/porcins, août-septembre 2017*). Les exportations de porcins demeurent dynamiques mais souffrent ces derniers mois d'un ralentissement des importations chinoises. En revanche, les exportations de brouards sont peu actives (+ 0,9 %), portées essentiellement par celles de brouards légers. En 2016, le redressement de la production française de bovins finis s'est poursuivi, après les fortes chutes en 2012 et 2013. La progression des abattages de vaches (y compris dans l'UE), dans un contexte de crise laitière encore perceptible, a pesé sur les cours de l'ensemble des bovins, malgré une remontée des cours en fin d'année. Le déficit du commerce extérieur s'est fortement réduit sur un an, grâce à un moindre recours aux importations, les exportations se maintenant. Prolongeant la tendance depuis 2000, la consommation apparente de viande bovine, calculée par bilan, comme celle des ménages, se contracte. Le marché des brouards a été perturbé par la FCO détectée en septembre 2015, privant les exportations d'un certain nombre de destinations pour les brouards légers mais relançant celles des animaux lourds, destinées à 94 % au marché UE et plus particulièrement à

l'Italie. Au total, les exportations sont en légère hausse et les cours des bovins maigres sont quasiment stables (*En 2016, la crise du lait pèse sur le marché de la viande bovine tandis que celui des brouards se remet peu à peu de la FCO, Animaux de boucherie n° 2017/313, juillet 2017*). En juillet 2017, avec des abattages en baisse pour toutes les espèces et malgré une consommation toujours morose, les prix des animaux de boucherie augmentent sur un an, bien qu'à un rythme ralenti pour les bovins et porcins et à l'exception des veaux dont les cours souffrent d'une baisse saisonnière marquée. Les prix de l'agneau, repartis à la hausse en avril 2017, poursuivent leur net redressement sur un an et par rapport à la moyenne des cinq dernières années.

Sur les sept premiers mois de 2017, les abattages de volailles, toutes espèces confondues, baissent sur un an, à l'exception des poulets qui s'accroissent en tonnes-équivalent-carcasse grâce à la hausse du poids moyen (*Infos rapides Aviculture, septembre 2017*). Le second épisode d'influenza aviaire continue de peser sur la filière « palmipèdes », avec des abattages en baisse de plus de 17 % sur les sept premiers mois. Les mises en place de canetons augmentent sur un an sur la même période, mais se replient en juin par rapport à un mois de juin 2016 en forte hausse, à la suite de plusieurs mois de vide sanitaire. En juin-juillet 2017, les cours de la volaille stagnent s'établissant à l'équilibre des prix 2016 qui étaient particulièrement bas à cette période de l'année.

En 2016, la production de foie gras a diminué de 28 % à la suite de l'épizootie d'influenza aviaire survenue à la fin 2015 et au début 2016. Le solde commercial est devenu déficitaire en volume et s'est réduit en valeur tout en restant excédentaire, pénalisé par des importations en augmentation de 21 % et des exportations en nette baisse, notamment avec l'Asie. La consommation a reculé sur fond de hausse des prix mais la baisse a été moins forte en décembre qu'en novembre (*En 2016, sur fond de crise aviaire, la production française de foie gras recule de 28 %, Aviculture n° 2017/310, juillet 2017*).

En mai 2017, pour le deuxième mois de la campagne 2017/2018, la collecte française de lait de vache reste sous le niveau de 2016 et de la moyenne 2012-2016 prolongeant la tendance observée depuis le début de l'année (*Infos rapides Lait, juillet 2017*). Elle recule dans tous les bassins de production (à l'exception du Grand-Ouest), freinée par la disponibilité en herbe due aux conditions météorologiques. Depuis le début de l'année, les fabrications de produits laitiers sont plutôt en recul dans un contexte de disponibilités insuffisantes, seules les crèmes conditionnées, les caséines et caséinates, poudre de lactosérum augmentent tandis que les fromages à pâte molle sont quasiment stables. Avec une offre limitée et une demande mondiale dynamique en produits laitiers, les prix du lait se maintiennent en hausse sur un an en juillet 2017.

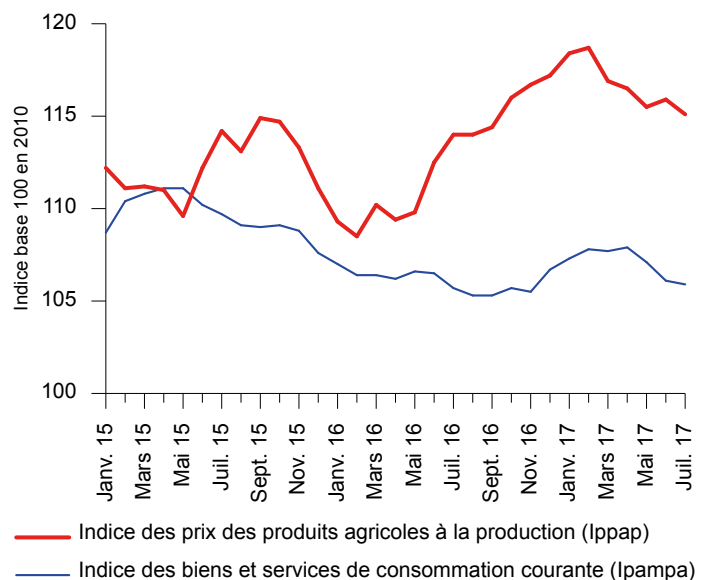
En juillet 2017, les prix de l'ensemble des produits agricoles à la production marquent une nouvelle fois depuis mars 2017 le pas par rapport au mois précédent, et décèlent sur un an (+ 0,9 %). Les prix à la consommation

des produits alimentaires évoluent parallèlement quasiment dans les mêmes proportions sur un an (*Infos rapides Prix agricoles et alimentaires, août 2017*). Parallèlement, sur la même période, le coût des intrants est resté stable par rapport au mois précédent, après un léger repli en avril et mai, s'établissant également à l'équilibre sur un an après plusieurs mois de hausse, sous l'effet du ralentissement de l'augmentation du prix de l'énergie et des aliments pour animaux. En juillet 2017, la production d'aliments composés progresse sur un an. En cumul sur les sept premiers mois de 2017, elle est quasiment stable, la baisse de production à destination des volailles et des porcins ayant été contrebalancée par le redressement des fabrications d'aliments pour bovins (*Infos rapides Coûts de production, septembre 2017*).

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2017, l'activité des IAA (hors tabac) a légèrement progressé en volume sur un an pour le troisième trimestre consécutif, portée par la quasi-totalité des fabrications et surtout celles de boissons, stimulées par la demande des pays tiers en boissons alcoolisées. Grâce à ce dynamisme, l'excédent commercial des IAA est reparti à la hausse en valeur sur un an pour la première fois depuis le 3<sup>e</sup> trimestre 2015. La croissance du chiffre d'affaires s'est poursuivie sous le double effet de la hausse de la production et des prix (*Au 1<sup>er</sup> trimestre 2017, la production en volume des IAA a confirmé le timide redressement amorcé au 3<sup>e</sup> trimestre 2016, IAA, n° 2017/312, juillet 2017*). L'amélioration sur un an de l'excédent des échanges de produits transformés s'est poursuivie au second trimestre et en juin 2017, grâce aux échanges avec les pays tiers et notamment ceux de vins. Mais l'excédent des produits agricoles bruts reste,

lui, déficitaire sur un an pénalisé par la faiblesse des exportations de céréales tout en s'accroissant par rapport au mois précédent. Au total, le solde excédentaire se réduit, la hausse des exportations ne compensant pas la croissance des importations (*Infos rapides Commerce extérieur agroalimentaire, août 2017*).

### En juillet 2017, la hausse sur un an des prix des produits agricoles à la production ralentit dans un contexte de quasi-stabilité des prix d'achat des moyens de production agricole



Sources : Insee, Agreste







Juin 2017 - n° 2017/309

[Retour éditorial](#)

## Synthèses

### Les cours des céréales en France résistent lors de la campagne 2016/2017 malgré l'abondance mondiale

**L'**abondance des disponibilités mondiales de céréales pour la campagne 2016/2017 continue de peser sur les cours, notamment du blé tendre. Sur la première partie de campagne, les cours du blé tendre en France se sont cependant redressés, bénéficiant de la faiblesse de l'offre française et de la dépréciation de l'euro. À partir du début 2017, dans un contexte de hausse de l'euro, les prix ont plafonné puis baissé, demeurant en deçà de la moyenne des cinq dernières campagnes. Les cours du maïs se portent mieux, les perspectives 2017/2018 de réduction du stock mondial étant plus importantes que pour le blé. Les cours du soja diminuent depuis janvier 2017, en raison de stocks mondiaux élevés et du relèvement des prévisions de récolte au Brésil et en Argentine. En revanche, les cours du colza demeurent fermes grâce à la faiblesse du stock mondial.

#### Abondance de céréales dans le monde en 2016/2017 et stocks record

Pour la campagne 2016/2017, la production mondiale de céréales atteindrait 2 120 millions de tonnes (Mt) selon le CIC (Conseil international des céréales), soit 118 Mt de plus que pour la campagne 2015/2016. La consommation augmenterait de 99 Mt pour s'établir à 2 087 Mt. Les stocks de fin de campagne grimperaient à 513 Mt (+ 32 Mt), soit un niveau record, représentant trois mois de consommation. De plus, cette hausse des stocks mondiaux se concentrerait chez les principaux exportateurs. Pour 2017/2018, le CIC prévoit une diminution à la fois de la production et des stocks qui resteraient toutefois élevés.

#### En France, une offre réduite et des stocks en baisse contrastant avec les stocks mondiaux pléthoriques

En 2016/2017, la production mondiale de blé tendre enregistrerait un nouveau record à 754 Mt, supérieure de 16 Mt au niveau déjà record de la campagne précédente. La consommation se hisserait à 738 millions de tonnes, en hausse de 19 Mt. À la fin de la campagne 2016/2017, les stocks mondiaux de blé tendre augmenteraient pour la quatrième année consécutive (+ 16 Mt sur un an), atteignant 241 Mt selon le CIC.

La production française 2016 de blé tendre a en revanche été exceptionnellement faible (27,6 Mt selon les dernières estimations de

juin 2017). Sous l'effet d'une météo adverse au printemps 2016, la récolte a chuté d'un tiers par rapport au record de 2015 et d'un quart par rapport à la moyenne 2011-2015. Dans ce contexte, les exportations (grains et farine) reculeraient fortement, passant de 21 Mt en 2015/2016 à 11,5 Mt lors de la campagne 2016/2017, soit quasiment moitié moins. Les utilisations de blé pour la fabrication d'aliments composés augmenteraient légèrement (5,4 Mt après 5,2 Mt). Au final, les disponibilités en blé se réduisant davantage que les utilisations, les stocks sur le marché français en fin de campagne 2016/2017 se replieraient sensiblement à 2,7 Mt après 3,3 Mt au 30 juin 2016, selon FranceAgriMer. Ils reviendraient à un niveau proche

de la moyenne des cinq dernières campagnes (2,75 Mt) après le niveau élevé de 2016.

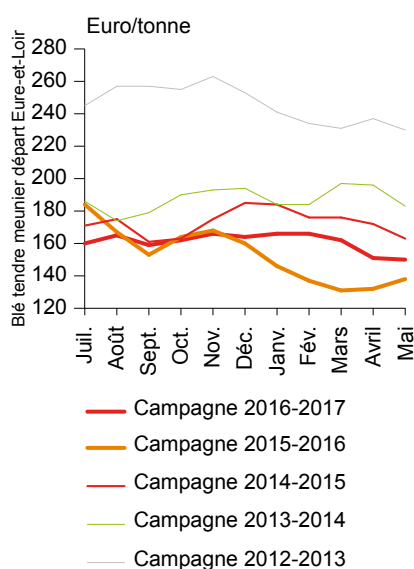
### Les disponibilités mondiales maintiennent les prix du blé tendre à un faible niveau

De juillet 2015 à juillet 2016, les cours mondiaux du blé tendre (soft red winter Chicago) ont fortement chuté (- 25 %), passant de 201 à 153 \$/t en raison notamment de la hausse des stocks mondiaux (graphique 1). Entre juillet et décembre 2016, la baisse s'est ralentie, suivie d'une légère embellie. En février et mars 2017, les cours mondiaux ont affiché plus de 160 \$/t. À partir de mars 2017, les cours ont à nouveau fléchi, les prévisions de stocks mondiaux ayant été revues progressivement à la hausse par l'USDA et le CIC. De plus, la météorologie a été plutôt favorable en Russie et en Ukraine. Début juin, le CIC anticipe un stock de fin de campagne 2017/2018 quasiment stable (239 Mt après 241 Mt en 2016/2017), malgré une production mondiale qui pourrait décroître, notamment aux États-Unis. Quelques aléas climatiques ponctuels ont fait planer des incertitudes quant aux futures récoltes européennes et américaines, ce qui a permis de soutenir les cours, notamment à la bourse de Chicago en mai et début juin.

Les prix du blé tendre côté en France ont évolué en cohérence avec les cours mondiaux jusqu'en avril 2016. Entre mai 2016 et début 2017, les cours français se sont redressés, fortement entre mai et juillet 2016 puis plus modérément ensuite, sous l'effet de la mauvaise récolte 2016, d'exportations relativement dynamiques vers les pays tiers et de la baisse de l'euro face au dollar au

second semestre 2016 (graphique 2). À partir de mars 2017, les cours français du blé ont à nouveau fléchi. La lourdeur des stocks mondiaux et la hausse de l'euro face au dollar (1,11 \$ en mai 2017 après 1,05 \$ en décembre 2016), n'ont pas permis aux cours de se maintenir à un niveau élevé. La tonne de blé départ Eure-et-Loir de qualité meunière est ainsi passée de 166 € en moyenne en février à 150 € en mai.

Graphique 2  
Les cours du blé tendre demeurent faibles en 2016-2017



Source : La Dépêche

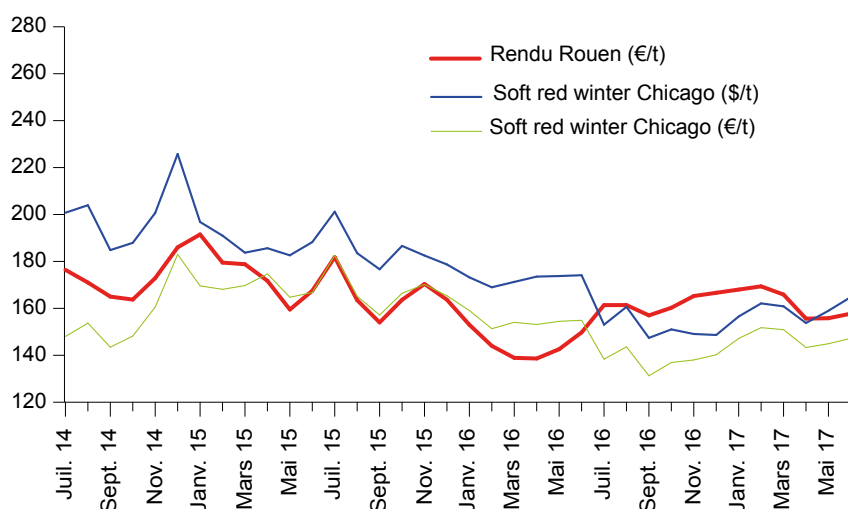
Sur les cinq premiers mois de 2017, les cours français sont néanmoins en hausse par rapport à la même période de 2016. Cette progression est à relativiser dans la mesure où elle est due à l'extrême faiblesse des cours lors de la deuxième partie de la campagne 2015/2016. Au regard des années précédentes, les cours du blé tendre au premier semestre 2017 demeurent faibles et hormis 2016, il faut remonter à 2010 pour retrouver des cours aussi bas.

### Les cours du maïs mieux orientés que ceux du blé en 2017

Lors de la campagne 2016/2017, la production mondiale de maïs atteindrait le niveau record de 1 065 Mt, en hausse de 16 Mt par rapport à la campagne 2015/2016 selon le CIC. La récolte a notamment été très abondante aux États-Unis. La consommation devrait également augmenter (+ 74 Mt) pour s'établir à 1 048 Mt, en majeure partie grâce à la bonne tenue de la consommation animale. Les stocks de fin de campagne 2016/2017 s'afficheraient à 226 Mt (+ 17 Mt sur un an).

En début d'année 2017, les perspectives de disponibilités mondiales moins importantes pour la campagne 2017/2018 ont soutenu les cours (graphique 3). Selon le CIC, la production mondiale reculerait de 40 Mt, notamment aux États-Unis, en raison, entre autres, d'un repli des surfaces (- 5 % selon l'USDA). A contrario, la consommation resterait bien orientée grâce, en particulier, à l'alimentation animale. Les stocks mondiaux pourraient donc se réduire à la fin de la campagne 2017/2018. Demeurant néanmoins à un niveau élevé, ils limiteraient le potentiel de hausse des cours du maïs.

Graphique 1  
Résistance des cours français en euros en début de campagne 2016/2017

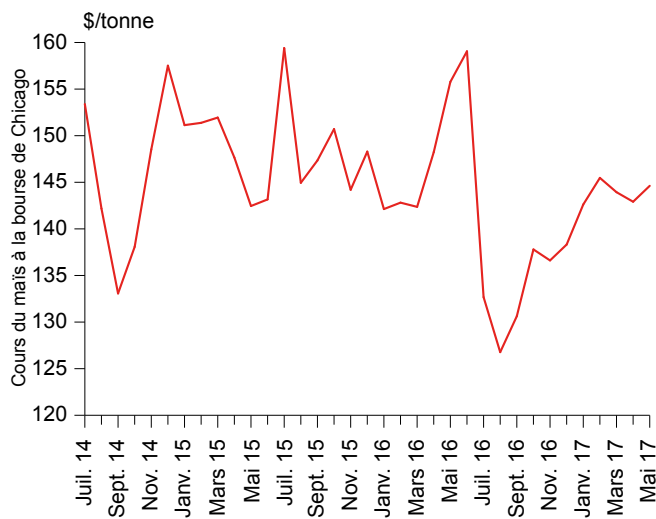


Sources : La Dépêche, FranceAgriMer



Graphique 3

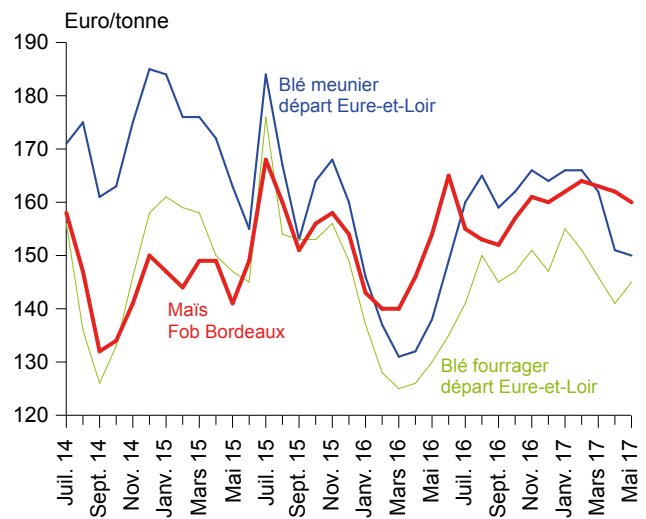
### Les cours du maïs bien orientés depuis août 2016 aux États-Unis



Source : La Dépêche

Graphique 4

### Un début d'année 2017 plus favorable aux cours du maïs qu'à ceux du blé tendre



Source : La Dépêche

De son côté, la récolte française 2016 de maïs grain (y compris semences et maïs grain humide) est estimée à 11,8 Mt, en baisse de 13 % par rapport à 2016, pénalisée par la double baisse des surfaces et des rendements. Pour la deuxième année consécutive, le maïs a souffert de la sécheresse estivale en France. Selon FranceAgriMer, les stocks sur le marché sont estimés à 2,3 Mt au 30 juin 2017, en retrait par rapport à 2016 et à la moyenne des cinq dernières campagnes (2,5 Mt). En moyenne sur les cinq premiers mois de 2017, la tonne de maïs Fob Bordeaux s'élève à 162 € contre 145 € un an plus tôt (*graphique 4*). Contrairement au blé tendre, les cours du maïs n'ont pratiquement pas baissé depuis le début de l'année, passant de 162 € en janvier 2017 à 160 € en mai 2017.

#### Le redressement de l'offre mondiale pèse sur les cours du blé dur

Les campagnes 2014/2015 et 2015/2016 ont été marquées par un manque de disponibilités en blé dur de qualité. La hausse des cours qui en a résulté a incité les agriculteurs à semer davantage de blé dur lors des campagnes 2015/2016 puis 2016/2017. Le redressement de l'offre mondiale a alors entraîné

une chute des cours. La production canadienne, la première au monde, a augmenté de 44 % en 2016 selon StatCan. La production européenne a également progressé sur cette période grâce à l'Italie. En moyenne de janvier à mai 2017, le blé dur rendu Port-La-Nouvelle cotait 212 € contre 242 € sur la même période en 2016 et 320 € en 2015. Selon le CIC, les stocks mondiaux devraient nettement s'étoffer en 2016/2017, atteignant 11 Mt. Lors de la campagne 2017/2018, les surfaces mondiales diminueraient ; néanmoins, sauf incident climatique dans les zones majeures de production, les récoltes et les stocks se maintiendraient à un niveau élevé.

#### Les cours du soja diminuent entre janvier et juin 2017

Lors de la campagne 2016/2017, la production mondiale de soja atteindrait 350 Mt selon le CIC, soit + 35 Mt sur un an. La consommation augmenterait, mais moins fortement, à 339 Mt (+ 19 Mt), portée par l'alimentation animale. Les stocks se hisseraient à 43 Mt, en progression de 10 Mt.

Après un point bas atteint en septembre 2016, les cours du soja ont progressé jusqu'en janvier 2017, passant de 353 \$ en moyenne en

septembre 2016 à la bourse de Chicago à 383 \$ en janvier 2017. Les cotations ont bénéficié d'une demande chinoise dynamique et de la reprise de la hausse des cours du pétrole à la suite des accords de l'OPEP sur une limitation de la production (conférence d'Alger fin septembre 2016 et accords de Vienne du 30 novembre 2016). Le cours du baril de Brent coté à Londres a augmenté, de 41 \$ en moyenne en septembre 2016 à 52 \$ en janvier 2017. Les cours du soja ont également profité de la décision de l'EPA (Agence américaine de l'environnement) de relever le taux d'incorporation des biocarburants entre 2016 et 2017.

Au cours des premiers mois de 2017, les cours du soja ont diminué, pénalisés par les perspectives de récolte record en Amérique du Sud. En mai 2017, l'USDA a revu fortement à la hausse ses prévisions de stocks et de production au niveau mondial. Fin mai, le real brésilien a chuté sur fond de crise politique dans ce pays. La baisse du real rend plus compétitif le soja brésilien par rapport à l'origine américaine et pèse sur les cours libellés en dollar. Début juin, la tonne de soja vaut 340 \$ à la bourse de Chicago, soit une baisse de 11 % par rapport au cours de janvier.

## Les cours du colza mieux orientés que ceux du soja et du tournesol

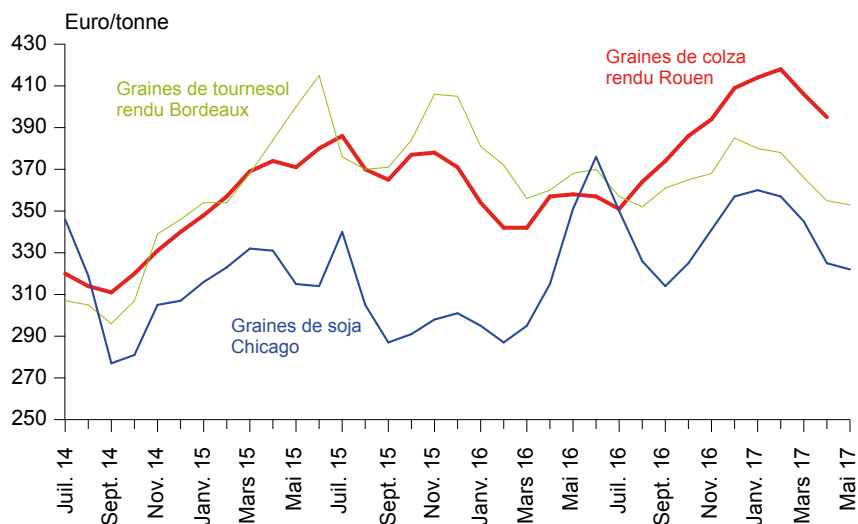
D'après l'USDA, la production mondiale de colza devrait baisser en 2016/2017 (69 Mt contre 70 Mt un an plus tôt). Le stock mondial serait très bas à 4,8 Mt, en baisse de 2 Mt sur un an. Lors de la prochaine campagne, les surfaces augmenteraient, entraînant une hausse de la production. Néanmoins, les stocks devraient demeurer faibles, la demande continuant d'être dynamique.

Les cours du colza ont progressé en fin d'année 2016 comme ceux des autres oléagineux (*graphique 5*). Ils ont également subi une baisse début 2017, pénalisés par le recul de l'euro face au dollar et l'abondance de la production et des stocks de soja. La tonne de colza rendu Rouen cotait 395 € en moyenne en avril 2017 contre 414 € en janvier. La baisse du colza a néanmoins été moins forte que celle du soja et les cours se maintiennent à des niveaux élevés. Sur les quatre premiers mois de 2017, le colza est plus cher qu'un an auparavant (408 € contre 349 € en 2016).

La production mondiale de tournesol s'accroîtrait, passant de 41 Mt en 2015/2016 à 46 Mt en 2016/2017 selon l'USDA. La récolte a notamment été abondante en Ukraine. La demande reste dynamique et les stocks

devraient rester faibles. Toutefois, la hausse de la production permettrait de satisfaire la demande mondiale. La tonne de tournesol rendu Bordeaux est passée de 380 € en janvier 2017 à 353 € en mai.

**Graphique 5**  
**Depuis juillet 2016, une hausse des cours du colza plus soutenue que pour le soja et le tournesol**



Source : La Dépêche

## Sources, définitions et méthodes

### Sources

- Les données de production française proviennent de la SAA semi-définitive. Le chiffre définitif sera publié en fin d'année.
- Les données européennes de production proviennent de l'organisme statistique européen : [www.epp.eurostat.ec.europa.eu](http://www.epp.eurostat.ec.europa.eu), du bulletin MARS édité par la Commission européenne : <http://mars.jrc.it/mars/Bulletins-Publications>, ou de la Commission Européenne/DG-Agri
- Les bilans français provisoires et prévisionnels sont fournis par FranceAgriMer.
- Les bilans mondiaux sont établis par le Conseil international des céréales et l'USDA : [www.igc.org.uk](http://www.igc.org.uk) et <https://apps.fas.usda.gov/psdonline/app/index.html#/app/downloads>
- Les données sur le Canada proviennent de StatCan : <http://www.statcan.gc.ca/>
- Les cotations françaises et à Chicago sont reprises de l'hebdomadaire La dépêche/Le petit meunier.

### Pour en savoir plus

- dans « Données en ligne - Disar », rubrique « Statistique Agricole Annuelle » pour les séries chiffrées de surfaces, rendements, productions
- dans la rubrique « Conjoncture - Grandes cultures et fourrages » pour les publications Agreste Conjoncture et les données régionales de la situation mensuelle grandes cultures

#### Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « La hausse du rendement du colza et des orges d'hiver en 2017 est limitée par les conditions météorologiques du printemps », Infos rapides Grandes cultures et fourrages n° 4/10, juin 2017
- « Moins de surfaces de maïs et d'oléagineux en 2017 », Infos rapides Grandes cultures et fourrages n° 3/10, mai 2017
- « En 2016, une récolte céréalière française historiquement faible conjuguée à des prix déprimés », Synthèses Grandes cultures et fourrages n° 2016/294, octobre 2016





## En 2016/17, des récoltes de légumes d'hiver en recul, notamment sous l'effet de la météo, mais bénéficiant pour la plupart d'un redressement des prix

**L**a campagne 2016/17 a été fortement tributaire de la météo pour la plupart des légumes d'hiver. En 2016, les cultures ont souffert de températures basses et de précipitations excédentaires au printemps, puis de la sécheresse et d'un excès de chaleur durant l'été, pénalisant les rendements. En début de campagne, face à une offre réduite et une demande stimulée par la météo, les prix ont progressé, à l'exception de la carotte. Au cours de l'automne 2016 et de l'hiver 2017, le retour de températures plus conformes aux normales a soutenu la demande, raffermissant les cours au moment des périodes de gel de janvier 2017. Le printemps 2017 précoce a, en revanche, accéléré le cycle végétatif des cultures et la mise sur les marchés ; face à une demande insuffisante, les prix se sont infléchis à la baisse. Pour la campagne 2016/17, la balance commerciale s'est dégradée par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes pour la plupart des légumes d'hiver.

### Définition des légumes d'hiver

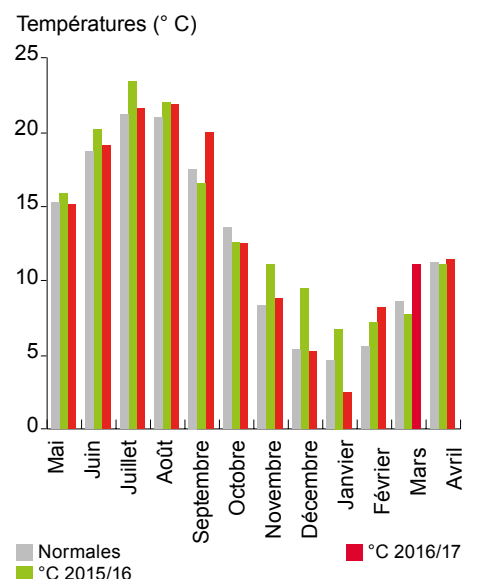
Les légumes d'hiver correspondent aux productions de frais pour lesquelles le pic des récoltes a lieu au cours de l'automne et de l'hiver. La carotte, la chicorée d'hiver, le chou-fleur, la laitue d'hiver et le poireau sont concernés. Dans le cas de l'endive, c'est la période de forçage en chicons, réalisée tout au long de l'automne et de l'hiver qui est retenue, l'étape de culture des racines ayant eu lieu les mois précédents, de mai à octobre.

### Une météo impactant fortement la campagne 2016/17 des légumes d'hiver

La campagne 2016/17 des légumes d'hiver a débuté avec un printemps 2016 frais et très humide. Les températures ont été inférieures aux normales jusqu'au début juin 2016, plus particulièrement lors de la deuxième décennie du mois de mai 2016 (graphique 1). Les précipitations ont été fortement excédentaires en mai et juin, retardant les semis voire provoquant des destructions de parcelles, impactant les quantités et la qualité des premières récoltes de légumes d'hiver (carotte, chou-fleur, poireau). Le temps maussade a toutefois été favorable à la poursuite de la consommation de ces légumes au printemps 2016. Les températures se sont ensuite très nettement redressées pendant l'été, notamment en septembre 2016 particulièrement chaud, dans un contexte de sécheresse

Graphique 1

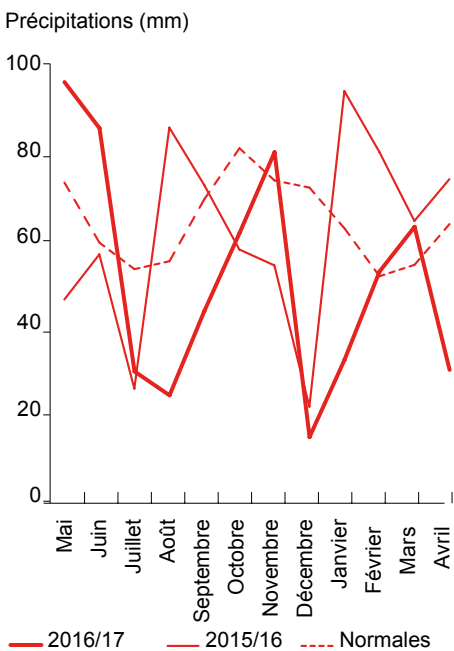
Températures beaucoup plus fraîches au printemps 2016 par rapport à celui de 2015 et hiver 2017 rigoureux



Source : Météo France

dès le mois de juillet, les pluies devenant inférieures de moitié aux normales (*graphique 2*). Le manque d'eau a été notamment défavorable aux rendements en général et a contribué à diminuer la production de racines d'endives.

**Graphique 2**  
**Précipitations excédentaires au printemps 2016 puis inférieures aux normales à partir de juillet**



Source : Météo France

Le retour de températures de saison à partir d'octobre 2016 a permis de relancer la consommation des légumes d'hiver. Malgré la douceur et la pluviosité du mois de novembre, l'indice d'humidité des sols au 1<sup>er</sup> décembre est resté déficitaire sur une grande partie du territoire à l'exception du Sud-Est et du Centre-Est. La persistance de ce déficit hydrique et les températures basses en janvier 2017 ont été néfastes à certaines cultures comme le chou-fleur, provoquant des retards

**Tableau 1**  
**Une production en baisse pour la campagne 2016/17 pour la plupart des légumes d'hiver cultivés en frais**

en millier de tonnes			
	Campagne 2016/17	Campagne 2015/16	Évol. (%)
Carotte	294,9	308,6	- 4
Chou-fleur	271,9	262,6	4
Endive	155,9	173,0	- 8
Poireau	152,4	159,7	- 5
Laitue d'hiver	127,3	157,9	- 20
Chicorée d'hiver	30,1	32,8	- 8

Source : Agreste

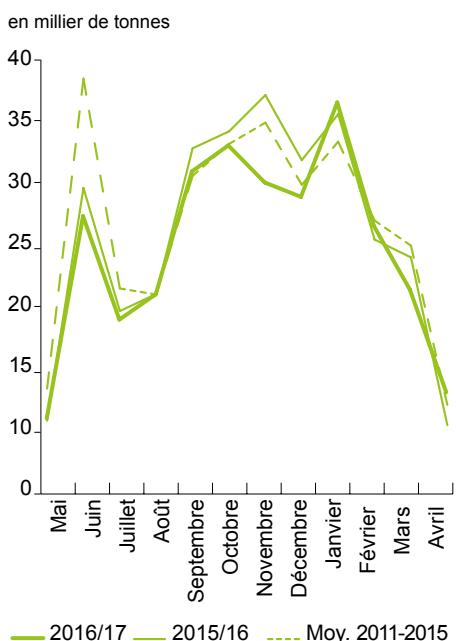
dans l'arrivée à maturité des légumes. Avec le retour de la douceur dès le mois de février, surtout en mars 2017, et un ensoleillement important en avril 2017, le cycle végétatif s'est accéléré et la fin de campagne a été caractérisée par des productions abondantes pesant sur les prix (chou-fleur, laitue et chicorée).

**Carotte pour le marché du frais : baisse de la production et des prix, en deçà de la moyenne des cinq dernières campagnes**

La production de carottes en frais (295 000 tonnes) de la campagne 2016/17 (mai 2016 à avril 2017) a diminué de 4 % sur un an et de 7 % par rapport à la moyenne 2011-2015, dans un contexte de surfaces stables (*tableau 1*). Ce repli a affecté les deux principaux bassins de production (Ouest et Sud-Ouest), aussi bien pour la carotte primeur de début de saison, en raison des conditions climatiques peu favorables du printemps, que pour la carotte de conservation. Un léger rattrapage des arrachages a toutefois été observé en fin de campagne (*graphique 3*).

Malgré la contraction de l'offre, la tendance baissière des prix s'est accentuée de mai à octobre 2016, suivie d'une remontée de novembre 2016 à

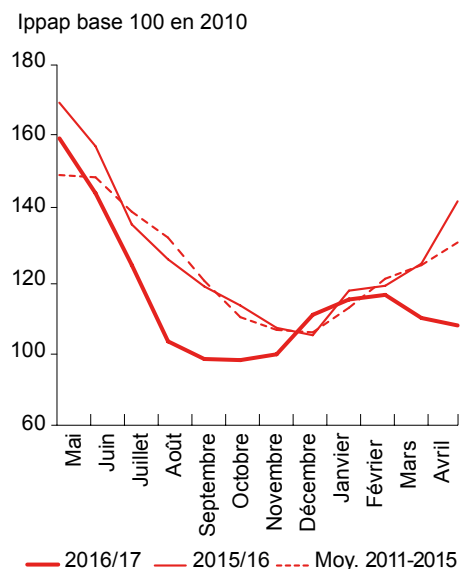
**Graphique 3**  
**Carotte en frais : à l'exception de janvier et février 2017, la production de la campagne 2016/17 a été inférieure à la moyenne 2011-2015**



Source : Agreste

février 2017, à la faveur de la demande saisonnière. Les cours se sont toutefois maintenus tout au long de la campagne en dessous de ceux de 2015/16 (- 12 %) et de la moyenne 2011-2015 (- 13 %), à l'exception des mois de décembre et janvier (*graphique 4*).

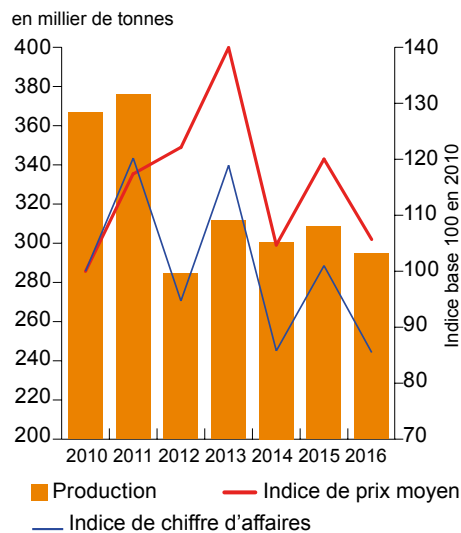
**Graphique 4**  
**Carotte en frais : des cours plus souvent en dessous de la moyenne 2011-2015 pour la campagne 2016/17**



Source : Agreste

Avec une production et des prix en baisse, le chiffre d'affaires des carottes en frais s'est réduit de 16 % par rapport à la campagne 2015/16 et de 3 % par rapport à la moyenne 2011-2015 (*graphique 5*).

**Graphique 5**  
**Carotte en frais : repli du chiffre d'affaires pour la campagne 2016/17**



Source : Agreste

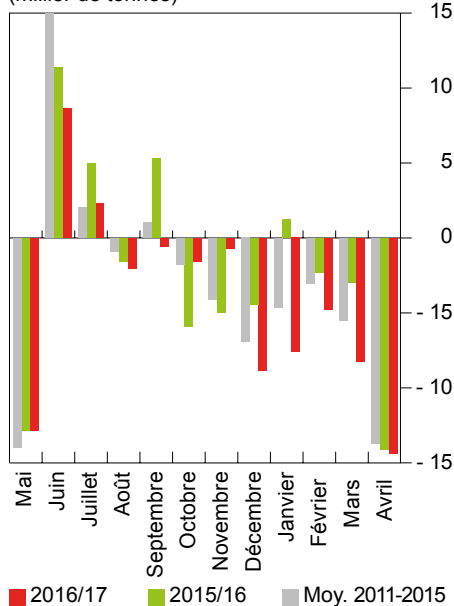


Le déficit commercial des échanges de la carotte «de frais » et des navets – regroupés dans le même poste de la nomenclature douanière – s’est nettement creusé, à 50 600 tonnes, soit un doublement sur un an et une hausse d’un quart par rapport à la moyenne 2011-2015. Les importations se sont en effet accrues (+ 11 %) tandis que les exportations se repliaient (- 7 %). La balance commerciale a été particulièrement déficitaire de décembre 2016 à mai 2017 (*graphique 6*).

### Graphique 6

#### Carotte en frais : un solde commercial particulièrement déficitaire de décembre 2016 à mai 2017

Solde des échanges de la campagne (millier de tonnes)



Source : DGDDI (Douanes)

#### Poireau : face à une offre en recul, la demande a permis une hausse très nette des cours en 2016/17

La production de poireaux (152 500 tonnes) de la campagne 2016/17 (mai 2016 à avril 2017) a reculé de 5 % sur un an et de 6 % par rapport à la moyenne 2011-2015, principalement en raison d’un recul des surfaces (*graphique 7*). Cette baisse des superficies cultivées s’inscrit dans une tendance observée depuis plusieurs années mais recouvre des évolutions différentes selon les bassins de production. S’il y a repli par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes dans les deux premiers bassins producteurs (Ouest et Centre-Ouest), une

progression des surfaces a été relevée dans le bassin Nord. Les surfaces ont toutefois légèrement augmenté sur un an dans l’Ouest.

### Graphique 7

#### Poireau : une baisse marquée sur un an des récoltes notamment de décembre 2016 à février 2017

Production de la campagne (millier de tonnes)



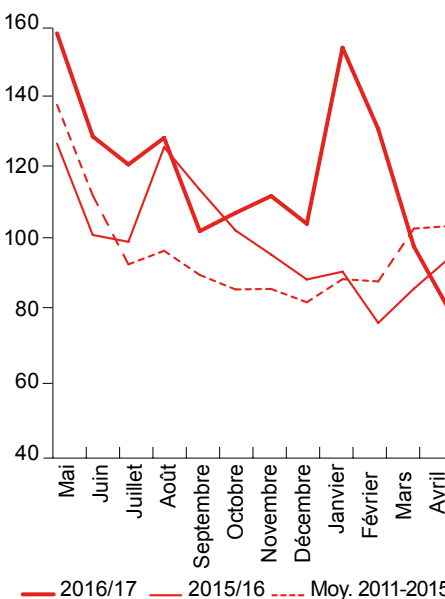
Source : Agreste

Dès le début de la campagne 2016/17, les cours du poireau ont été bien orientés, se maintenant au-dessus de la moyenne 2011-2015 (*graphique 8*).

### Graphique 8

#### Poireau : des cours très soutenus tout au long de la campagne 2016/17

Ippap base 100 en 2010



Source : Agreste

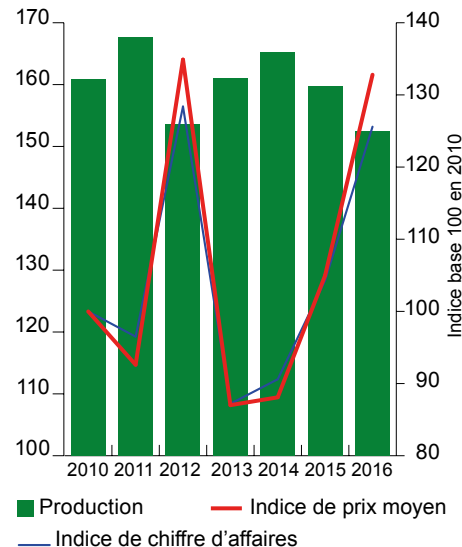
La demande a été soutenue au printemps et en début d’été 2016 par des températures fraîches, puis pendant la période automnale et hivernale dans un contexte d’offre en retrait sur un an. Les prix se sont ensuite envolés en janvier à la suite de gelées ayant freiné les arrachages. Pour la seconde campagne consécutive, les prix du poireau se sont appréciés (+ 26 % sur un an après + 19 % en 2015/16). Ces hausses interviennent après deux campagnes 2013/14 et 2014/15, marquées par des cours plutôt bas pour le poireau.

Soutenu par des cours élevés qui ont accompagné la baisse de production, le chiffre d’affaires en poireaux de la campagne 2016/17 a progressé de 20 % sur un an et de 23 % par rapport à la moyenne 2011-2015 (*graphique 9*).

### Graphique 9

#### Poireau : chiffre d’affaires en hausse sur un an pour la campagne 2016/17

en millier de tonnes



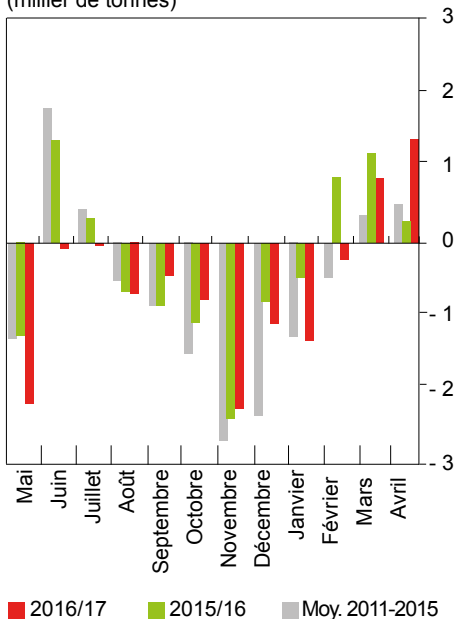
Source : Agreste

Le déficit commercial des échanges de poireaux (et autres légumes alliacés) a doublé sur un an, s’établissant à 8 400 tonnes pour la campagne, essentiellement en raison du recul marqué des exportations (- 16 %), les importations ne s’étant contractées que de 3 %. Il s’est particulièrement dégradé au 1<sup>er</sup> mois de campagne, en mai 2016, et moins pendant la période hivernale (*graphique 10*). Le déficit s’est toutefois réduit de 13 % par rapport au solde moyen 2011-2015.

## Graphique 10

### Poireau : un déficit commercial qui se creuse pendant la période hivernale mais moins que les années précédentes

Solde des échanges de la campagne (millier de tonnes)



Source : DGDDI (Douanes)

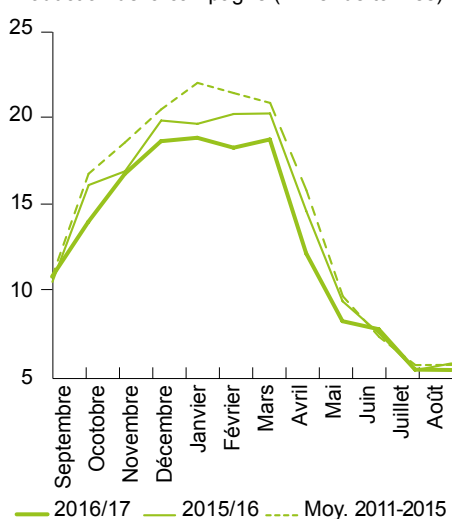
### Endive : la réduction des disponibilités en racines explique la baisse des volumes récoltés de chicons et la hausse des cours

En 2016, les superficies implantées en racines d'endives ont diminué sur un an pour la troisième année consécutive (-2 %). Dans ce contexte, la production

## Graphique 11

### Endive : poursuite de la baisse de la production au cours de la campagne 2016/17

Production de la campagne (millier de tonnes)



Source : Agreste

de racines sur la période de mai à novembre 2016 a accusé un repli de 8 %. Ce moindre volume de racines a conduit mécaniquement à un recul de la production de chicons d'endives (-10 %) pour la campagne 2016/17 (septembre 2016 à août 2017), par rapport à la campagne 2015/16 et de 11 % par rapport à la moyenne 2011-2015 (graphique 11). Avec 156 000 tonnes, la récolte de chicons résulte également d'une volonté de maîtriser l'offre à la fin du printemps afin d'enrayer la chute des cours.

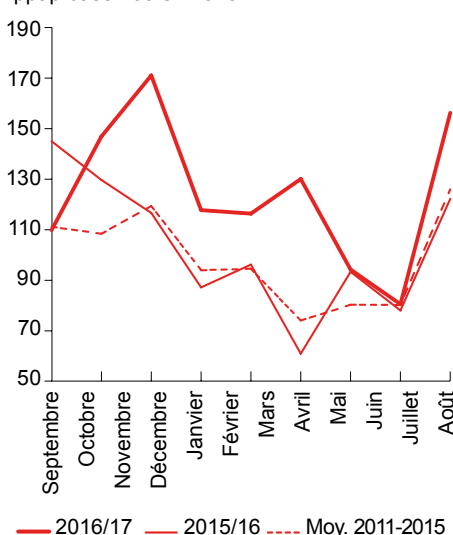
Dans les Hauts-de-France, principale région productrice d'endives, les sols trop secs en septembre 2016 ont empêché l'arrachage des racines (sauf en zones irrigables). Les endiveries ont compensé ce handicap en puisant dans leurs stocks de racines de la campagne 2015/16, générant en début de campagne, d'importants volumes de production, liés à une hausse des rendements de forçage des racines, dans l'attente de la nouvelle récolte.

Face à une demande atone et à un surplus d'offre, les cours du tout début de campagne se sont tassés. Par la suite, les prix se sont fortement appréciés, et malgré la baisse saisonnière en décembre et janvier, se sont maintenus au-dessus de la moyenne des cinq dernières campagnes. La rigueur des températures en janvier 2017 a

## Graphique 12

### Endive : des cours très soutenus sur l'ensemble de la campagne 2016/17 mais en baisse entre novembre et avril

Ippap base 100 en 2010



Source : Agreste

favorisé la demande pour ce légume, dans un contexte d'offre plus limitée et de moindre concurrence des salades dont les cours se sont envolés en février 2017. Mais l'offre a peiné à s'écouler à la fin de l'hiver, à la suite du redoux et, en avril, l'endive a été déclarée en crise conjoncturelle par le Réseau des nouvelles des marchés, avec des prix retombant quasiment au niveau de la moyenne des cinq dernières campagnes. La maîtrise de l'offre sur les étals par les producteurs a ensuite permis aux cours de se redresser. Sur les neuf premiers mois de la campagne, ils sont restés au-dessus de la moyenne des cinq dernières campagnes, en progression de 25 % sur un an (graphique 12).

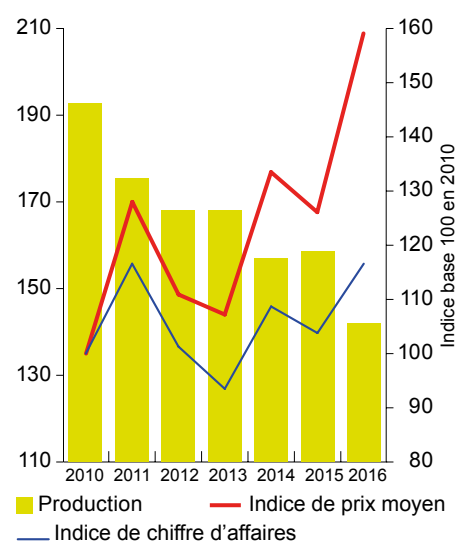
Soutenu par des prix en forte hausse, le chiffre d'affaires de l'endive a augmenté de 12 % par rapport à 2015/16 sur les neuf premiers mois de la campagne 2016/17 et de 11 % par rapport à la moyenne 2011-2015 (graphique 13).

En cumul sur les huit premiers mois de la campagne, l'excédent commercial des échanges d'endives s'est maintenu proche de la moyenne 2011-2015 (11 500 tonnes) tout en se repliant par rapport à la campagne 2015/16 (-5 %), les exportations ayant diminué (-6 %) (graphique 14).

## Graphique 13

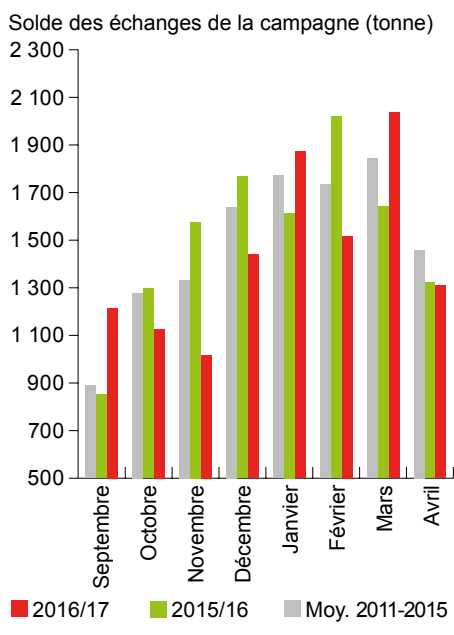
### Endive : sur les neuf premiers mois de la campagne 2016/17 un chiffre d'affaires en hausse, grâce aux prix

en millier de tonnes



Source : Agreste

**Graphique 14**  
**Endive : un solde commercial excédentaire 2016/17 en retrait sur un an**



Source : DGDDI (Douanes)

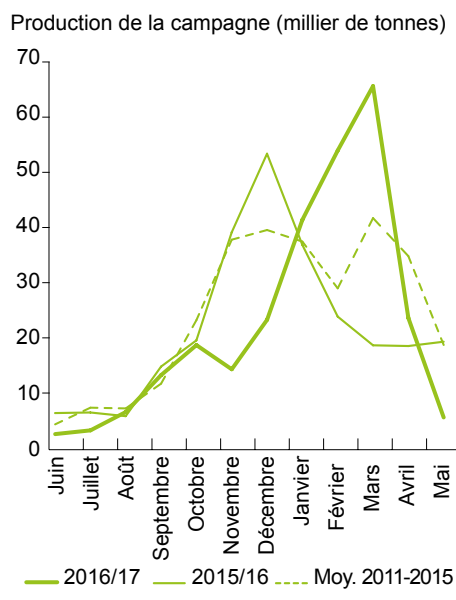
**Chou-fleur : une campagne 2016/17 contrastée**

Malgré des surfaces en repli (- 2 %), la production nationale de choux-fleurs destinés au frais (hors transformation) lors de la campagne 2016/17 (juin 2016-mai 2017) s'établit à 272 000 tonnes, en augmentation de 4 % par rapport à 2015/16 tout en demeurant en retrait par rapport aux récoltes moyennes 2011-2015 (*graphique 15*). Lors de la campagne 2015/16, la production avait accusé une chute de 24 % par rapport à la moyenne 2010-2014 dans un contexte de recul des surfaces de 10 %.

Dès le début de la campagne 2016/17, la production de choux-fleurs a souffert de la météo en juin 2016. Les températures matinales trop fraîches et le manque d'eau en Bretagne, ainsi que les inondations conduisant localement à la destruction partielle de parcelles dans les régions du Nord ont impacté la récolte en quantité et en qualité. En Bretagne, qui concentre 83 % de la production nationale, les quantités disponibles sont restées très en deçà de celles de 2015/16, à l'été et l'automne 2016. En octobre et novembre 2016, la production bretonne a été retardée par une sécheresse persistante et des températures très fraîches en novembre. Un rattrapage de

production s'est néanmoins opéré dès février dans cette région, la seule à produire à cette époque de l'année, conduisant à une offre excédentaire, en dépit d'un dynamisme à l'exportation permettant d'absorber une partie de la production.

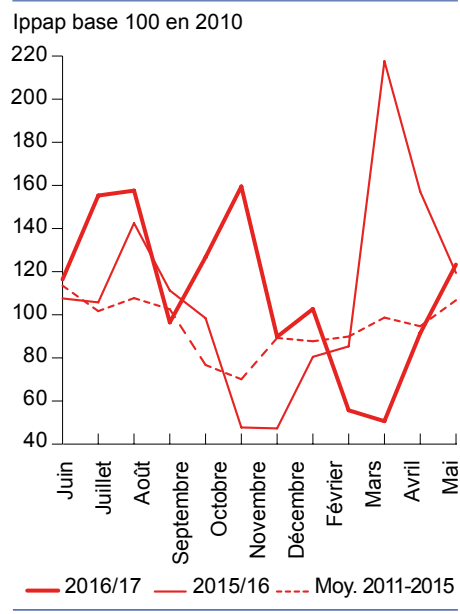
**Graphique 15**  
**Chou-fleur en frais : une production mensuelle fortement contrastée depuis deux campagnes**



Source : Agreste

Dans ce contexte, les cours de ce produit très météo sensible ont été fermes en début de campagne, s'établissant nettement au-dessus de la moyenne des cinq dernières années jusqu'à la fin 2016, stimulés par la demande saisonnière pour ce légume d'hiver et le manque de disponibilités. En décembre, les volumes récoltés retrouvant les niveaux de saison, les prix se sont repliés. Les cours ont résisté en janvier 2017, en raison d'une offre limitée par le retard de maturation des choux-fleurs. Les prix ont chuté en revanche en février et en mars face à une offre redevenue excédentaire, en dépit de l'orientation d'une partie des volumes vers la surgélation et de l'augmentation des invendus pour raison qualitative. Le chou-fleur a alors été déclaré en crise conjoncturelle par le Réseau des nouvelles des marchés. En avril, avec des volumes mis en marché volontairement limités, les prix se redressent pour se rapprocher de la moyenne des cinq dernières campagnes (*graphique 16*).

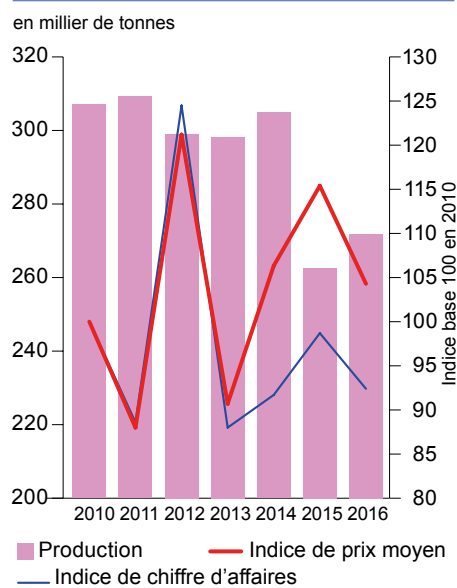
**Graphique 16**  
**Chou-fleur en frais : des prix en recul sur la campagne 2016/17, malgré une certaine fermeté en début de campagne**



Source : Agreste

Sur l'ensemble de la campagne, malgré une production en hausse de 4 %, le chiffre d'affaires du chou-fleur destiné au frais a diminué de 6 % sur un an, pénalisé par le repli moyen des prix de 10 % (*graphique 17*). L'évolution est à relativiser au regard de la flambée des cours de la précédente campagne, notamment en mars et en avril 2016. Le chiffre d'affaires s'est également contracté par rapport à la moyenne 2011-2015 (- 6 %).

**Graphique 17**  
**Chou-fleur en frais : un chiffre d'affaires en repli pour la campagne 2016/17**

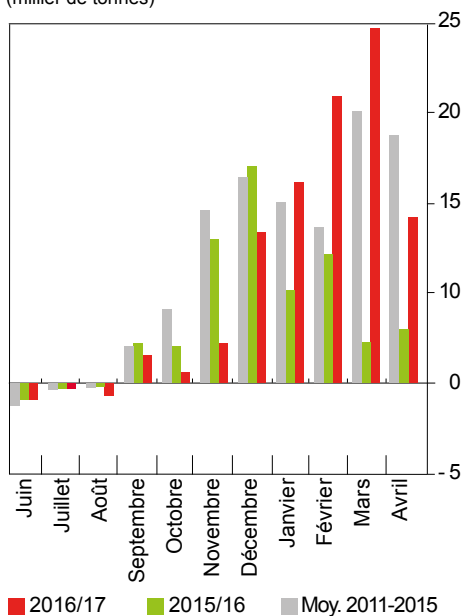


Source : Agreste

Sur dix mois de campagne, l'excédent commercial en chou-fleur – y compris brocoli –, un des rares avec l'endive, a progressé de plus de la moitié sur un an, grâce à une hausse d'un tiers des exportations. Ces dernières s'étaient fortement contractées lors de la campagne 2015-2016, en lien avec la baisse des récoltes. Les exportations de la campagne 2016/17 ont été particulièrement dynamiques à partir de février 2017 (graphique 18). Cet excédent est cependant inférieur de 8 % au solde moyen 2011-2015.

**Graphique 18**  
**Chou-fleur : un des rares légumes avec un excédent commercial en progression sur la campagne 2016/17**

Solde des échanges de la campagne (millier de tonnes)



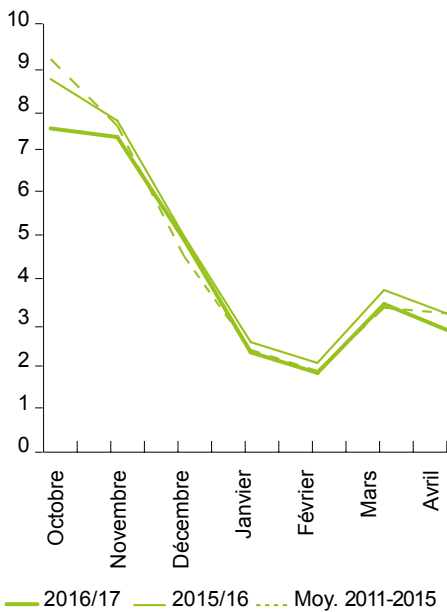
Source : DGDDI (Douanes)

**Chicorée d'hiver : recul de la production d'hiver et volatilité des prix en lien avec la météo et le marché européen**

La production de chicorées d'hiver (30 milliers de tonnes), qui s'étend d'octobre 2016 à fin avril 2017, s'est repliée en 2016/17 de 8 % sur un an et de 6 % par rapport à la moyenne 2011-2015, conséquence en partie de la diminution des superficies (- 2 % sur un an) (graphique 19). Pour les chicorées frisées dont les surfaces ont progressé, le recul de la production par rapport à 2015/16 n'a été toutefois que de 1 % contre 11 % pour les chicorées scaroles.

**Graphique 19**  
**Chicorée d'hiver : des récoltes en dessous de la moyenne 2011-2015 pour la campagne 2016/17, surtout à l'automne**

Production de la campagne (millier de tonnes)



Source : Agreste

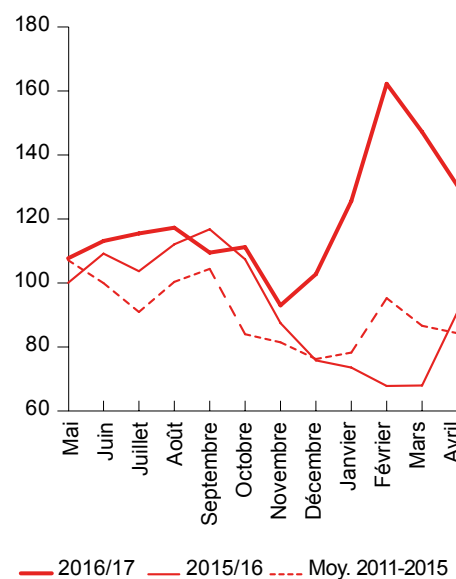
Depuis le début de la campagne d'hiver, les prix se sont maintenus au-dessus de ceux de 2015/6 et de la moyenne des cinq dernières campagnes, à l'instar des mois précédents pour la chicorée d'été (graphique 20). À la suite des gelées qui ont sévi dans les pays d'Europe du Sud au cours de l'hiver et dont ont pâti les productions de légumes, le marché européen s'est trouvé déséquilibré. Une envolée marquée des cours s'en est suivie en janvier et février 2017, alors que la production nationale est au plus bas à cette période de la campagne. Par la suite, les températures clémentes de mars 2017 dans toutes les zones de production ont entraîné l'accélération des coupes et en conséquence l'arrivée sur les étals d'une offre plus abondante, qui n'a pu être entièrement absorbée par le marché. Les prix se sont alors repliés tout en restant au-dessus de la moyenne 2011-2015.

Malgré le recul de la production (- 10 % sur un an), le chiffre d'affaires de la chicorée (été et hiver) est resté quasiment stable sur un an (+ 0,4 %) sur l'ensemble de la campagne 2016/17, grâce à la hausse des cours de 11 % (graphique 21). Par rapport à la moyenne 2011-2015, la progression du chiffre d'affaires est encore plus dynamique (+ 10 %).

Le déficit du commerce extérieur en chicorées d'hiver (19 200 tonnes) s'est réduit de 4 % sur un an tout en augmentant de 5 % par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes. Le déficit des échanges a été plus marqué en hiver que les années précédentes (graphique 22). Les importations se sont accrues de 5 % sur un an, de même que les exportations mais pour des volumes bien inférieurs.

**Graphique 20**  
**Chicorée d'hiver : embellie des cours durant la campagne 2016/17**

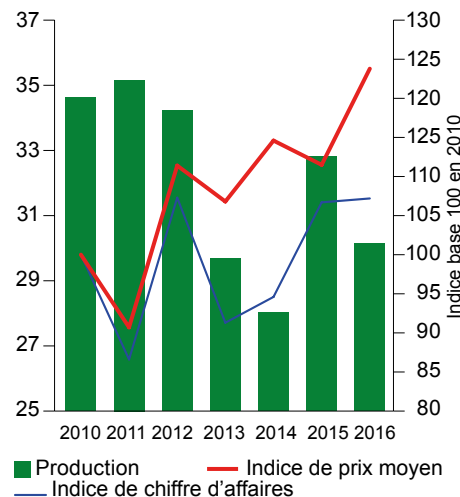
Ippap base 100 en 2010



Source : Agreste

**Graphique 21**  
**Chicorée : stabilité sur un an du chiffre d'affaires pour la campagne 2016/17**

en millier de tonnes



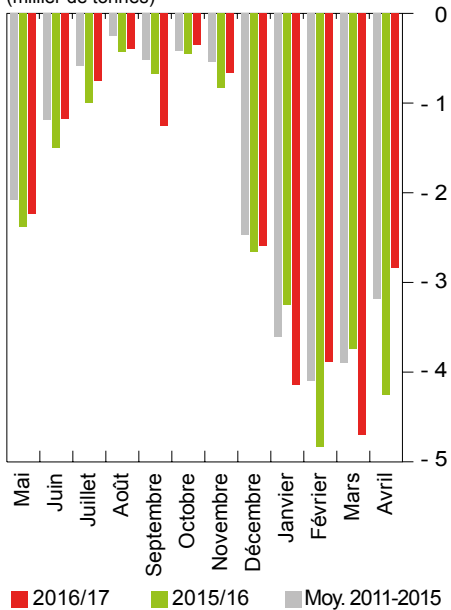
Source : Agreste



## Graphique 22

### Chicorée d'hiver : un déficit des échanges plus marqué en hiver

Solde des échanges de la campagne (millier de tonnes)



Source : DGDDI (Douanes)

### Laitue d'hiver : une production en repli et des prix sensibles à la météo

La production de laitues d'hiver (127 000 tonnes) qui s'étend d'octobre à fin avril a baissé de 20 % par rapport à la campagne 2015-2016 sur des surfaces en diminution de 5 %. La baisse de production a été plus forte par rapport à la moyenne 2011-2015 (- 17 %) (graphique 23). La laitue d'hiver est principalement cultivée dans le bassin Sud-Est qui concentre un peu plus de 60 % des surfaces.

Les cours, qui s'étaient maintenus au-dessus de la moyenne des cinq dernières campagnes en octobre, ont baissé en fin d'année 2016 avant l'arrivée des apports de saison, rejoignant les niveaux moyens 2011-2015. En janvier et février 2017, le déséquilibre sur le marché européen, à la suite de la forte réduction des disponibilités dans les pays du Sud de l'Europe, liée au froid et au gel, a provoqué une envolée des cours (graphique 24). En mars, à la suite d'une météo plus clémente, les coupes de laitues se sont accélérées, notamment dans le bassin du Sud-Est et l'offre s'est avérée trop abondante pour être absorbée par la demande. Les prix se sont alors effondrés en fin de campagne. La laitue a été déclarée

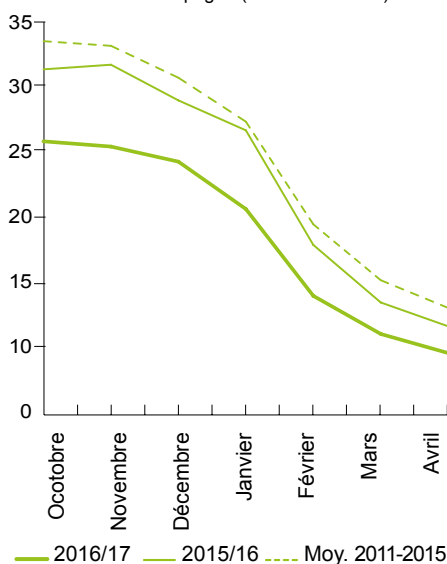
en crise conjoncturelle à partir du 23 mars 2017. À l'instar de la chicorée, lors de la campagne précédente, les températures très douces de l'hiver 2015 avaient provoqué une surabondance et un effondrement des cours en novembre et décembre 2015.

Pour l'ensemble de la campagne 2016/17 de la laitue (été et hiver), le chiffre d'affaires est resté quasiment stable, la progression des cours (+ 20 %) ayant quasiment compensé le recul de la production (graphique 25). Par rapport à la moyenne 2011-2015,

## Graphique 23

### Laitue d'hiver : une production 2016/17 nettement inférieure à la moyenne 2011-2015

Production de la campagne (millier de tonnes)

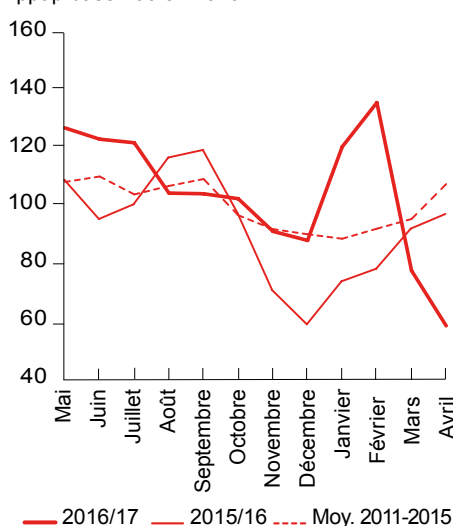


Source : Agreste

## Graphique 24

### Laitue d'hiver : une envolée des cours en janvier et février 2017

Ippap base 100 en 2010



Source : Agreste

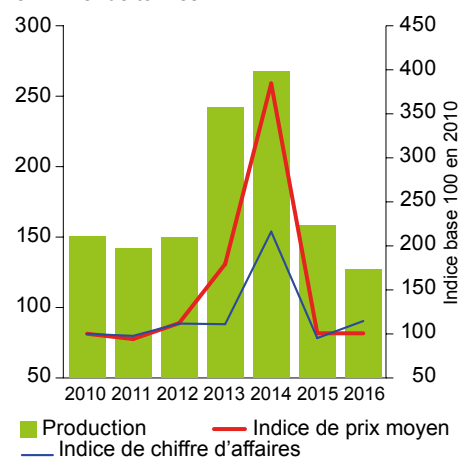
le chiffre d'affaires progresse de façon plus marquée (+ 21 %, en excluant la campagne 2014-2015, où le chiffre d'affaires avait triplé sur un an).

Le déficit du commerce extérieur en laitues d'hiver (41 200 tonnes) s'est légèrement réduit (2 %) sur un an tout en continuant de se creuser par rapport à la période 2011-2015 (+ 11 %). Les importations, principalement d'origine espagnole, ont diminué de 2 % de même que les exportations (- 4 %) mais pour des volumes beaucoup plus modestes (graphique 26).

## Graphique 25

### Laitue d'hiver : un chiffre d'affaires stable sur un an pour la campagne 2016-2017

en millier de tonnes

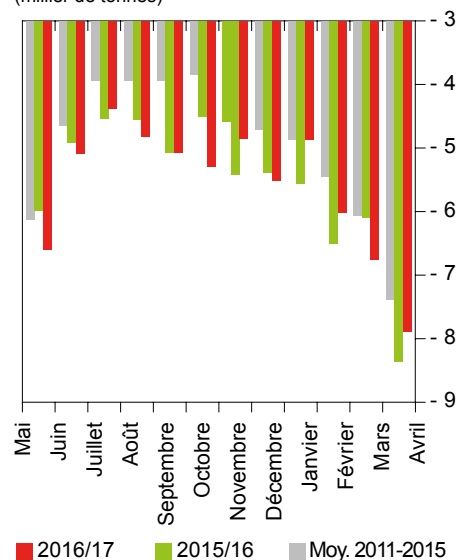


Source : Agreste

## Graphique 26

### Laitue d'hiver : un déficit des échanges plus marqué en hiver

Solde des échanges de la campagne (millier de tonnes)



Source : DGDDI (Douanes)

## Sources, définitions et méthodes

### Sources

- Relevés de températures et de précipitations : Météo-France
- Prévisions de production issues de l'enquête de conjoncture légumes : Agreste
- Données historiques sur la production : Statistique Annuelle Agricole : Agreste
- Indice des prix à la production des fruits et légumes frais : Agreste, Réseau des nouvelles des marchés
- Indice de chiffre d'affaires : Agreste
- Données du commerce extérieur : DGDDI (Douanes)

### Définitions

- Les normales saisonnières sont les moyennes sur la période 1981-2010 des hauteurs de précipitations et des températures moyennes mensuelles.
- Les moyennes 2011-2015 sont calculées à partir des données de la Statistique Annuelle Agricole
- IPPAP : Indice des prix des produits agricoles à la production
- Indice de chiffre d'affaires cumulé : chiffre d'affaires cumulé depuis le 1er mois de campagne jusqu'au dernier mois de campagne ou mois disponible au moment de la rédaction de la synthèse
- Indice de prix moyen : prix moyen sur la période allant du 1er mois de campagne jusqu'au dernier mois de campagne ou mois disponible au moment de la rédaction de la synthèse
- Solde des échanges extérieurs = Exportations - Importations
- Le Réseau des nouvelles des marchés considère un produit en crise conjoncturelle lorsque le prix est anormalement bas (baisse d'au moins 25 % par rapport aux cinq dernières campagnes) pendant deux à cinq jours ouvrés consécutifs.

## Pour en savoir plus

- dans « Données en ligne - Disar » pour les séries chiffrées
- dans la rubrique « Conjoncture - Légumes » pour les publications Agreste Conjoncture

Lien : <http://agreste.agriculture.gouv.fr/conjoncture/legumes/>

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- Infos rapides Légumes, juin 2017
- « La douceur de l'hiver 2015/16 a pesé sur les récoltes et la commercialisation des légumes de saison » Synthèses légumes n°2016/290, juin 2016





### En 2016, la crise du lait pèse sur le marché de la viande bovine tandis que celui des brouards se remet peu à peu de la FCO

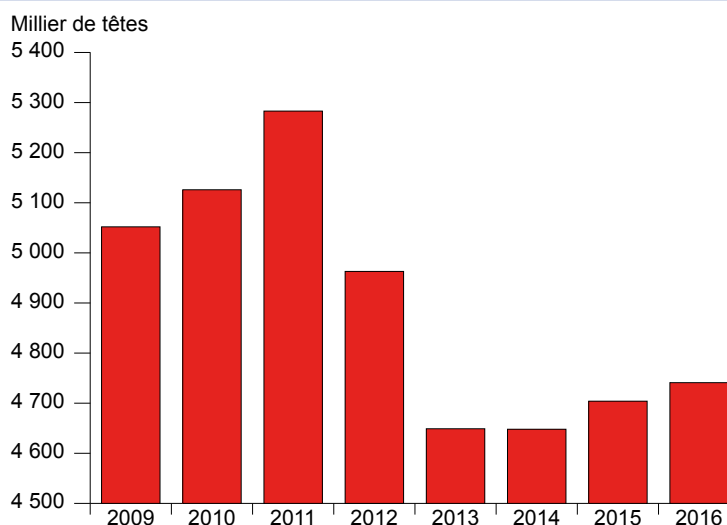
***En 2016, la production de bovins finis progresse de 0,8 % en têtes et de 1,1 % en poids. La progression des abattages de vaches, dans un contexte de crise du lait, fait plus que compenser la baisse des abattages des autres bovins et pèse sur les cours des bovins finis, en net repli par rapport à 2015. Le déficit du commerce extérieur de viande bovine se réduit fortement en 2016 tandis que la consommation apparente de viande recule à nouveau (-0,6 %). La détection de foyers de FCO en septembre 2015 a fortement pénalisé le marché à l'exportation des brouards légers en 2016, mais a relancé celui des brouards lourds, notamment vers l'Italie. Au total, les exportations sont en légère hausse. Dans un contexte tendu sur les marchés à l'export, les cours des bovins maigres sont quasiment stables.***

#### En 2016, légère reprise de la production de bovins finis, en têtes

Depuis la forte chute de la production en 2012 et 2013 après le pic de 2011, le redressement de la production française de bovins finis (*Sources, définitions et méthodes*) se poursuit : + 0,8 % en têtes et + 1,1 % en poids par rapport à 2015 sans toutefois retrouver les niveaux d'avant 2013 (*graphique 1*). Elle est ainsi en repli par rapport à la moyenne 2010-2014 (- 3,1 % en têtes, - 0,5 % en poids) (*tableau 1*).

#### Graphique 1

Après une chute de la production entre 2011 et 2013, légère reprise de la production de bovins finis en 2016



Source : Agreste

Tableau 1

## La production de bovins finis en augmentation en têtes et en poids en 2016

	Abattages			Exportations d'animaux finis			Importations d'animaux finis			Production de bovins finis		
	2016	2016/ 2015 (%)	2016/moy 2010-2014 (%)	2016	2016/ 2015 (%)	2016/moy 2010-2014 (%)	2016	2016/ 2015 (%)	2016/moy 2010-2014 (%)	2016	2016/ 2015 (%)	2016/moy 2010-2014 (%)
en têtes												
<b>TOTAL BOVINS</b>	<b>4 698 022</b>	<b>0,7</b>	<b>-3,1</b>	<b>64 809</b>	<b>-4,4</b>	<b>-3,1</b>	<b>21 588</b>	<b>-26,1</b>	<b>-55,8</b>	<b>4 741 243</b>	<b>0,8</b>	<b>-3,9</b>
Veaux de boucherie	1 267 899	0,1	-6,5	14 450	11,5	-6,5	17 295	-20,9	-49,7	1 265 054	0,6	-5,8
<b>GROS BOVINS</b>	<b>3 411 509</b>	<b>0,4</b>	<b>-2,3</b>	<b>50 359</b>	<b>-8,2</b>	<b>-2,3</b>	<b>4 293</b>	<b>-41,8</b>	<b>-70,4</b>	<b>3 457 575</b>	<b>0,3</b>	<b>-3,7</b>
Vaches	1 659 130	2,9	1,4	4 662	6,8	1,4	744	-79,0	-92,3	1 663 048	3,1	2,1
Génisses	587 881	1,3	-5,0	4 748	12,9	-5,0	46	155,6	-43,9	592 583	1,3	-6,6
Gros bovins mâles	1 164 498	-3,4	-6,0	40 949	-11,5	-6,0	3 503	-8,2	-26,1	1 201 944	-3,7	-9,5
en tég												
<b>TOTAL BOVINS</b>	<b>1 467 755</b>	<b>1,0</b>	<b>-0,5</b>	<b>14 569</b>	<b>-3,6</b>	<b>-53,6</b>	<b>2 386</b>	<b>-28,6</b>	<b>-62,7</b>	<b>1 479 938</b>	<b>1,1</b>	<b>-1,4</b>
Veaux de boucherie	179 857	0,4	-2,3	1 826	8,8	-34,4	1 368	-22,4	-62,2	180 315	0,7	-1,6
<b>GROS BOVINS</b>	<b>1 284 290</b>	<b>0,8</b>	<b>-0,6</b>	<b>12 742</b>	<b>-5,2</b>	<b>-55,5</b>	<b>1 018</b>	<b>-35,4</b>	<b>-63,3</b>	<b>1 296 014</b>	<b>0,8</b>	<b>-1,6</b>
Vaches	595 327	3,2	2,3	1 134	-5,9	126,2	189	-75,5	-88,6	596 273	3,3	2,7
Génisses	212 589	2,0	-1,7	1 047	10,3	-69,3	9	149,6	-43,5	213 628	2,1	-2,8
Gros bovins mâles	476 373	-2,5	-3,4	10 561	-6,4	-57,3	821	2,1	-25,9	486 113	-2,6	-5,9

Source: Agreste, BDNI - Traitement SSP, Douanes

## Entre 2013 et 2016, des abattages de vaches laitières en forte hausse...

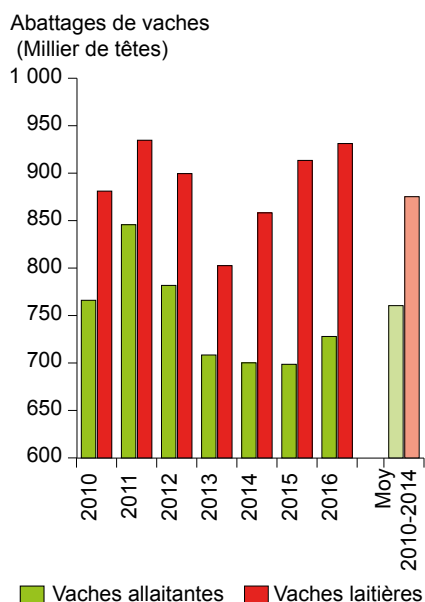
En 2016, les abattages totaux de bovins augmentent en têtes et en poids, avec des évolutions contrastées selon les catégories d'animaux. Cette progression s'explique essentiellement par les envois de vaches dans les abattoirs : + 2,9 % en têtes et + 3,2 % en poids par rapport à 2015 (*graphique 2*).

Dans un contexte de prix du lait soutenus entre 2012 et l'été 2014 (*graphique 3*), les abattages de vaches laitières s'étaient repliés en 2012, puis en 2013. Avec la crise du lait, marquée par une chute des prix à partir de l'été 2014, les éleveurs ont procédé à des mises à la réforme des vaches laitières plus importantes et les abattages se sont de nouveau accrus chaque année à compter de 2014.

Cependant, la remontée des cours du lait à l'été 2016 a sans doute contribué à ralentir cette hausse. Ainsi, après avoir progressé au premier semestre 2016 de 3,7 % par rapport à la même période de 2015, les abattages se maintiennent, au second semestre, au même niveau que 2015 (*graphique 4*).

Graphique 2

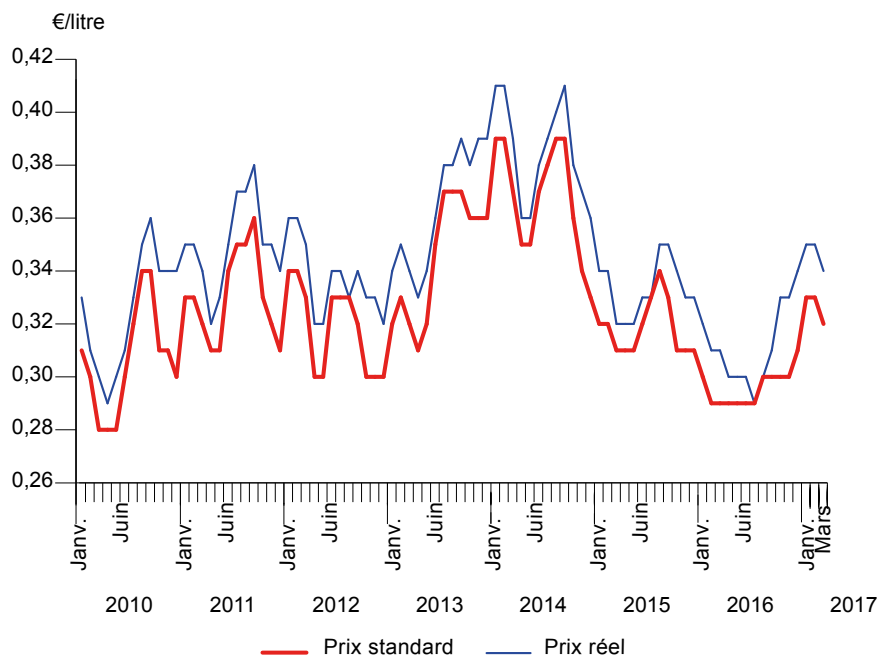
## Après une chute entre 2011 et 2013, hausse de 16 % des abattages de vaches laitières entre 2013 et 2016



Source: BDNI - Traitement SSP

Graphique 3

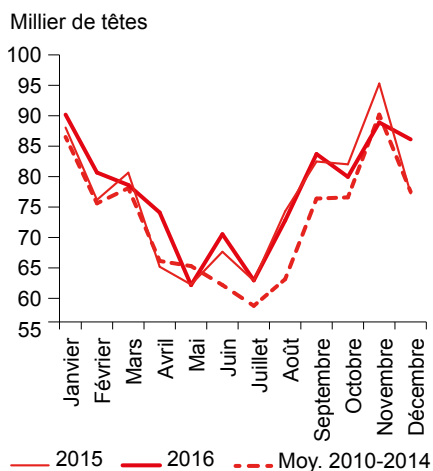
## Chute des prix du lait à compter de la mi-2014



Source: Agreste - Enquête mensuelle laitière SSP/FranceAgriMer

Graphique 4

**En fin d'année 2016, ralentissement des abattages de vaches laitières dans un contexte de légère remontée des cours du lait**



Source : BDNI - Traitement SSP

**...alors que ceux de vaches allaitantes sont restés quasiment stables jusqu'en 2016**

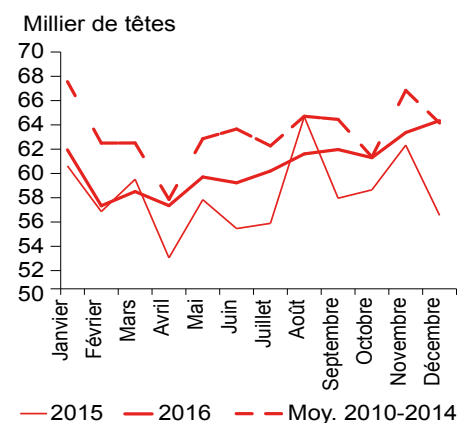
Dans le même temps, après le pic de 2011, conséquence entre autres de conditions climatiques particulièrement défavorables au cours du premier semestre, les abattages de vaches allaitantes se sont régulièrement repliés jusqu'en 2013, puis stabilisés jusqu'en 2015, avant de repartir à la hausse en 2016 (graphique 5). Entre 2013 et 2015, les éleveurs de vaches allaitantes ont conservé sur les exploitations un effectif élevé de vaches nourrices afin de bénéficier de la nouvelle Aide aux Bovins Allaitants (ABA) mise en place en 2015 dans le cadre de la PAC 2015-2020.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2016, compte tenu des taux de réforme plutôt bas des années précédentes, les effectifs de vaches allaitantes présentes sur les exploitations sont élevés : 4,2 millions de têtes, soit + 70 000 têtes par rapport au 1<sup>er</sup> janvier 2015 (+ 1,7 %). Un nombre important de génisses allaitantes de plus d'un an, en âge de vêler et donc de devenir vache dans l'année, se trouvent sur les exploitations. Dans ce contexte, malgré un marché de la viande encombré par l'afflux de viande d'origine laitière suite à la crise laitière et au repli des cours,

les éleveurs de bovins allaitants augmentent les mises à la réforme et les abattages de vaches allaitantes repartent à la hausse (+ 3,9 % sur un an). La sécheresse estivale de l'été 2016 et son impact sur les productions fourragères conduisent les éleveurs à augmenter les mises à la réforme avant l'entrée dans l'hiver. Les abattages sont ainsi supérieurs de 4,7 %, sur un an, au 2<sup>d</sup> semestre 2016, après + 3,1 % au 1<sup>er</sup> semestre.

Graphique 5

**Reprise des abattages de vaches allaitantes en 2016**



Source : BDNI - Traitement SSP

**La mauvaise conjoncture laitière dans l'Union européenne s'est traduite par un afflux de vaches dans les abattoirs, impactant les cours des vaches laitières**

Globalement sur l'année 2016, les abattages totaux de vaches dans l'UE dépassent de plus de 6 % le tonnage de 2015 et de 8 % le tonnage moyen de la période 2010-2014 (graphique 6). Neuf pays représentent 85 % des abattages totaux de vaches. La France réalise 27 % des abattages européens, suivie de l'Allemagne et du Royaume-Uni, respectivement 16 % et 8 %, soit à eux trois, 51 % des abattages totaux de vaches de l'UE.

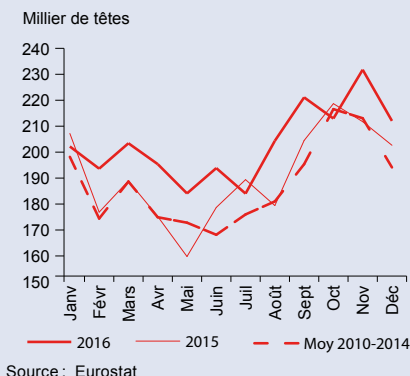
De façon générale, les abattages de vaches au sein de l'Union européenne se sont accrus tout au long de l'année 2016. À partir de février, l'Allemagne, second pays européen derrière la France pour le cheptel laitier, enregistre une forte hausse des mises

à la réforme de vaches et une chute des cours nationaux des vaches de type « O ».

L'afflux de viande de vache sur le marché européen se traduit par une chute des cours européens des vaches de type « O » (Sources, définitions et méthodes) à partir de février 2016, dans l'ensemble des pays producteurs de l'UE (graphique 7). Les variations saisonnières des cours des vaches se caractérisent, habituellement, par une hausse en début d'année, suivie d'une baisse en seconde partie de l'année. En 2016, les cours européens n'augmentent pas sur la première partie de l'année, restant quasiment stables à l'inverse des années précédentes. Ils commencent à remonter en fin d'année.

Graphique 6

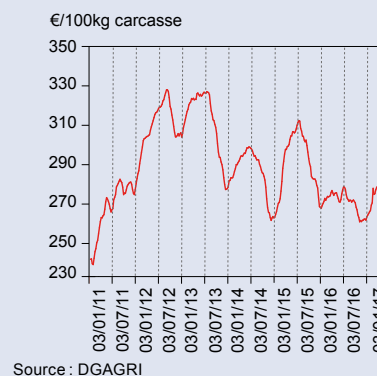
**Des abattages de vaches en nette hausse tout au long de l'année 2016, au sein de l'Union européenne**



Source : Eurostat

Graphique 7

**En 2016, des cours de la vache "O" nettement déprimés au sein de l'UE**



Source : DGAGRI

## Les abattages des autres catégories de bovins en repli ou stables en 2016

Les abattages de bovins mâles reculent en 2016 de 3,4 % en têtes et de 2,5 % en poids. Ce repli s'explique par une baisse des effectifs de bovins mâles présents dans les exploitations et peut être également par des niveaux de prix peu élevés, incitant les éleveurs à conserver les animaux plus longtemps. Le poids moyen des bovins mâles abattus a ainsi augmenté de 1,1 % entre 2015 et 2016.

Dans le même temps, les abattages de veaux de boucherie sont quasiment stables en têtes (+ 0,1 %) et en poids (+ 0,4 %), en raison d'un très léger alourdissement du poids moyen des carcasses, de 141 kg en 2015 à 142 kg en 2016. Cette augmentation de poids permet aux intégrateurs d'augmenter la production de viande malgré une stabilité du nombre d'animaux placés en ateliers d'élevage.

## En 2016, net recul des échanges de bovins finis

En 2016, les exportations de bovins finis, toutes catégories confondues, reculent de 4 % en têtes et en poids. Elles restent peu importantes par rapport au niveau des abattages et concernent essentiellement les gros bovins mâles, qui représentent 63 % des exportations totales de bovins finis, en recul de 12 % en glissement annuel. Ce repli concerne les ventes aux pays tiers et plus particulièrement à destination du Liban, les exportations vers l'Union européenne progressant.

Les importations de bovins finis, constituées à 80 % par des achats de veaux de boucherie en provenance des Pays-Bas et de l'Allemagne, se replient de 21 % en glissement annuel, et de moitié par rapport au niveau moyen de la période. Au final, le solde du commerce extérieur de bovins vivants finis s'améliore, sur un an et par rapport à la période 2010-2014.

Tableau 2

## En 2016, baisse de 0,6 % de la consommation apparente de viande bovine en France

	milliers de téc	2016	2016/2015 (%)	2016/Moy.2010-2014 (%)
Abattages totaux		1 468	+ 1,0	- 0,5
Exportations de viande bovine		236	+ 0,1	- 11,8
Importations de viande bovine		322	- 6,8	- 16,0
<b>Consommation apparente de viande bovine</b>		<b>1 553</b>	<b>- 0,6</b>	<b>- 2,4</b>

Source : Agreste

## Poursuite de la baisse de la consommation de viande bovine

Prolongeant une tendance structurelle depuis 2000, la consommation apparente (*Sources, définitions et méthodologie*) de viande bovine se contracte de 0,6 % sur un an (Tableau 2), dans un contexte de légère hausse de la production. Les résultats de l'enquête Kantar Worldpanel pour FranceAgriMer sur les achats de viande bovine par les ménages confirment ce repli. Entre 2015 et 2016, les achats de viande bovine par les ménages reculent de près de 2 % pour la viande de gros bovins, et de près de 5 % pour la viande de veau.

## Le solde du commerce extérieur de viande bovine s'améliore en 2016

En 2016, le déficit du commerce extérieur de viande bovine française se réduit, passant de - 109 000 à - 75 000 téc. Les importations, essentiellement des viandes fraîches ou réfrigérées, proviennent principalement des Pays-Bas, d'Allemagne et d'Irlande. Avec près de 322 000 téc en 2016, elles reculent de près de 7 % en moyenne par rapport à 2015. En valeur, elles reculent de 8 %, atteignant 1,3 milliard d'euros.

Dans le même temps, les exportations de viande bovine se maintiennent en tonnage au niveau de 2015 (soit 236 000 téc), tout en reculant de près de 2 % en valeur. Sur la période, alors que les exportations de viande fraîche ou réfrigérée (83 % des tonnages) se réduisent très légèrement (-0,4 %), celles des viandes congelées progressent de 9 %. Les exportations vers l'Italie, premier débouché de la

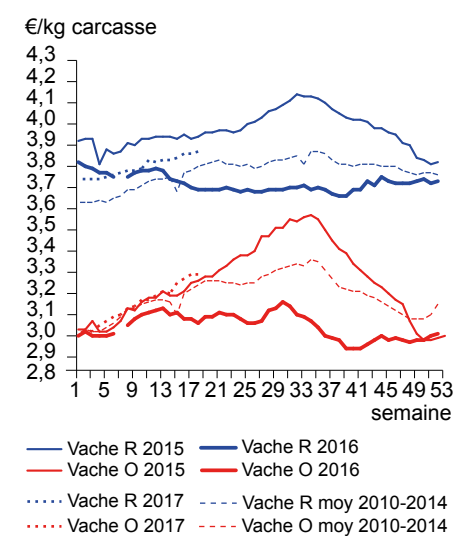
viande bovine française, reculent de près de 2 % sur un an, alors que celles vers la Grèce augmentent de plus de 5 %, rompant ainsi avec les baisses constatées depuis 2011.

## En 2016, baisse généralisée des cours des bovins finis malgré une légère reprise en fin d'année

En 2016, la hausse des abattages de vaches a entraîné une baisse des cours des bovins (*graphique 8*). Sur le premier trimestre 2016, les cours des vaches et des jeunes bovins se maintiennent par rapport à 2015 tout en restant légèrement en deçà. A compter de la mi-avril et jusqu'en octobre, les prix moyens des vaches de type «O», plutôt représentatifs des cours des vaches laitières, décrochent, sans bénéficier ensuite de la hausse traditionnelle des cours constatée chaque été.

Graphique 8

## En 2016, baisse générale des cours des bovins finis



Source : FranceAgriMer



Compte tenu du poids des vaches laitières dans le marché de la viande bovine, la baisse des cours pèse sur ceux des autres catégories (vaches allaitantes et jeunes bovins), tirant également le cours de ces produits à la baisse. Globalement sur les dix premiers mois de l'année 2016, les cours des vaches de type « O » sont en retrait de 7,3 %, de même que ceux des vaches de type « R » de 6,7 %, et ceux des jeunes bovins de type « R » de 3,4 %, par rapport à la même période de 2015, malgré une réduction des volumes vendus sur la période. A compter de début novembre 2016 (semaine 44), alors que les cours de la vache de type "O" amorcent généralement leur baisse saisonnière, ils se maintiennent, puis augmentent légèrement à partir de décembre (semaine 49), annonçant la légère reprise des cours constatée début 2017.

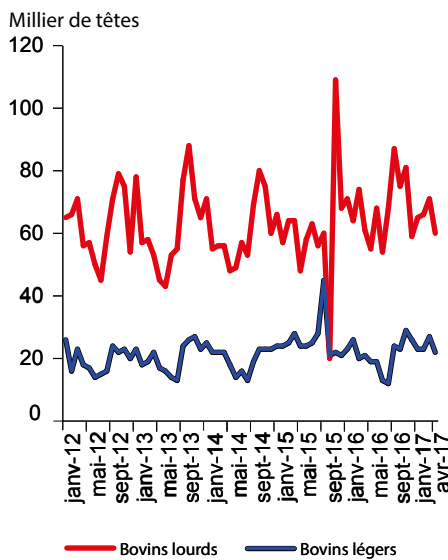
En 2017, les cours des vaches "O" semblent pour l'instant renouer avec les évolutions et les niveaux de 2015, entraînant également dans leur sillage les cours des autres catégories de bovins finis de plus d'un an.

En 2016, les cours des veaux de boucherie restent, en deçà du niveau moyen de 2015 (- 1,7 %) et de la moyenne 2010-2014 (- 5,2 %), conséquence d'une fin d'année médiocre. Au cours des neuf premiers mois de l'année, ils se sont maintenus proches des prix 2015, en repli toutefois de 0,5% en moyenne par semaine, sur un an. A compter de début octobre (semaine 39), ils n'affichent pas la tendance à la hausse constatée sur la même période de 2015. Sur les quatre derniers mois de l'année, ils se réduisent ainsi de 0,5 % en moyenne par semaine.

### Des exportations de bovins maigres soutenues bien que perturbées par les conséquences de la FCO

Le marché des bovins maigres regroupe deux types d'animaux : les broutards légers dont le poids vif est compris entre 160 et 300 kg et les broutards lourds, de plus de 300 kg vif. La détection en septembre 2015 de foyers de Fièvre Catarrhale Ovine (FCO) en France a fortement perturbé le marché des bovins maigres. A compter de cette date, la vaccination contre la FCO a été rendue obligatoire pour tout animal exporté et a freiné les exportations vers toutes les destinations. Avec la fermeture du marché turc, les ventes de broutards légers vers la Turquie ont chuté de 71 000 animaux en 2015, à près de 9 800 en 2016, soit - 86 %.

Graphique 9  
**Depuis janvier 2016, reprise des exportations des broutards lourds mais repli des ventes de broutards légers**



Source : DGDDI (Douanes)

Au total, les exportations de broutards légers ont reculé de 18 % (- 56 000 têtes) entre 2015 et 2016 (graphique 9).

En revanche, dès la mise en place en octobre 2015 de conditions réglementaires et sanitaires, le marché des broutards lourds est reparti à la hausse. Sur l'année 2016, les exportations de cette catégorie de broutards ont ainsi progressé de près de 12 % (soit + 86 000 animaux) sur un an, et de 11 % par rapport à la moyenne 2010-2014 (soit + 81 500 têtes). Ces animaux sont destinés à près de 94 % au marché européen, et plus spécifiquement à l'Italie (87 % des broutards lourds exportés par la France).

Au total, les exportations de broutards se sont accrues de 2,9 % par rapport à 2015 et de près de 5% par rapport à la période 2010-2014, les expéditions à destination de l'Italie ayant augmenté de près de 9 %.

Conséquence de la tension sur les marchés à l'export, les cours des bovins maigres se sont globalement maintenus, + 0,6 % en moyenne par rapport aux cours de 2015 et à la moyenne 2010-2014. Au premier semestre 2016, ils se sont même situés nettement au-dessus de 2015. A compter de mi-juillet, ils se sont repliés, jusqu'à passer, à compter de mi-septembre, en dessous du niveau atypique de 2015, et des cours moyens de la période 2010-2014. En 2017, les cours restent en-deçà des niveaux élevés de début 2016, mais néanmoins proches de la moyenne 2011-2015.

### Sources

- Données d'abattages et cheptel : Base de données nationale d'identification (BDNI) bovine
- Cotations entrée abattoirs et animaux vivants : FranceAgriMer
- Statistiques du commerce extérieur : Douanes (DGDDI)
- Données européennes : Eurostat et DGAgri

### Définitions

- **Gros Bovin Mâle** : bovin mâle âgé de plus de 8 mois
- **Veau de boucherie** : bovin abattu et âgé de moins de 8 mois
- **Vache** : bovin femelle ayant déjà vêlé
- **Génisse** : femelle de plus de 8 mois n'ayant jamais vêlé
- **Bovin maigre ou broutard** : animal destiné à être engraisé dans une autre exploitation. Les broutards sont répartis entre les broutards légers (de 160 à 300 kg vif) et les broutards lourds (plus de 300 kg vif).

Les **poids** des carcasses sont des **poids fiscaux et comprennent les saisies** partielles ou totales.

### Abattages CVJA

Les données brutes concernant les abattages sont exprimées en nombre (tête) et en poids (téc). Il s'agit des bovins abattus dans les abattoirs publics ou industriels, contrôlés par les services vétérinaires.

Les résultats des abattages bruts sont corrigés en appliquant des coefficients de variation journalière d'abattage (CVJA) afin de tenir compte du niveau d'activité des abattoirs qui diffèrent selon les jours de la semaine et la présence ou non de jours fériés dans le mois, le mois précédent ou le mois suivant.

### Production de bovins finis

La production de bovins finis CVJA correspond aux abattages de bovins bruts auxquels on ajoute les exportations de bovins vivants finis et on retranche les importations de bovins vivants finis. La production de bovins finis est calculée pour les différentes catégories de bovins.

### Consommation apparente de viande bovine

La consommation calculée par bilan de viande bovine correspond aux abattages totaux de bovins (en téc) auxquels on ajoute les importations de viande bovine et on retranche les exportations de viande bovine.

### Les achats de viande bovine par les ménages pour leur consommation à domicile

Les achats de viande bovine mesurés par Kantar Worldpanel pour FranceAgriMer reposent sur les relevés d'un panel de consommateurs portant uniquement sur les achats effectués pour leur consommation à domicile. La consommation hors foyer n'est donc pas couverte. Les résultats sont ensuite extrapolés à l'ensemble de la population.

### Tonne équivalent carcasse (Téc)

Il s'agit d'une unité employée pour pouvoir agréger des données en poids concernant des animaux vivants et des viandes sous toutes leurs présentations : carcasses, morceaux désossés ou non, viandes séchées, etc. On applique au poids brut un coefficient propre à chaque forme du produit.

### Classement des carcasses

Le classement des carcasses se fait selon la grille E.U.R.O.P sur deux critères : la conformation et l'engraissement.

La conformation correspond au développement musculaire et est évaluée en premier sur une échelle comprenant cinq échelons E.U.R.O.P : la classe E correspond à un développement musculaire exceptionnel et la classe P à un développement musculaire insuffisant. La définition de la conformation se fait par rapport à des images de références et à des profils musculaires.

La classe O désigne des carcasses dont le développement musculaire est de type moyen et souvent caractéristique des vaches élevées pour la production de lait.

L'engraissement est exprimé à partir d'une échelle à cinq échelons : la classe 1 correspond à un animal très maigre et la classe 5 à un animal très gras. L'évaluation de l'engraissement se fait principalement en considérant les dépôts de gras sur la cage thoracique.



### Pour en savoir plus

- dans la rubrique « Conjoncture - Bulletin » pour les séries chiffrées
- dans la rubrique « Conjoncture - Animaux de Boucherie-Ovins» pour les publications mensuelles Agreste Conjoncture

#### **Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :**

- « Fin 2016, quasi maintien des effectifs de bovins en France » - Infos Rapides Cheptel Bovin - mars 2017
- « Légère hausse du cheptel bovin » - Infos Rapides Cheptel Bovin - octobre 2016
- « En 2015, la crise laitière et la FCO ont impacté la production et les marchés des bovins » Synthèse Animaux de boucherie n°2016/293 - juillet 2016
- « En mai 2013, pour la première fois depuis cinq ans, les effectifs de vaches laitières n'ont pas baissé » Synthèse Lait n°2013/224 - octobre 2013





### En 2016, sur fond de crise aviaire, la production française de foie gras recule de 28 %

**En 2016, la production française de foie gras se réduit de 28 %, conséquence de l'épizootie d'influenza aviaire de type H5N1 (fin 2015 - début 2016). La France reste toutefois le premier producteur mondial, loin devant la Bulgarie et la Hongrie. Les exportations françaises de foie gras se contractent de 20 % sur un an, notamment en raison de la baisse des expéditions à destination de certains pays d'Extrême-Orient. Dans le même temps, les importations augmentent de 21 %, principalement depuis la Hongrie et la Bulgarie, nos fournisseurs traditionnels. Le solde commercial français du foie gras devient déficitaire en volume et se réduit fortement en valeur même s'il demeure excédentaire. En 2016, avec l'augmentation des prix, les ménages limitent leurs achats de foie gras sur l'année, mais cette tendance est moins marquée en fin d'année. Au 1<sup>er</sup> trimestre 2017, les abattages de canards gras se replient de plus d'un tiers sur un an, suite aux mesures de dépeuplement prises pour lutter contre le nouvel épisode d'influenza aviaire de type H5N8.**

**Fortement impactée par l'épizootie d'influenza aviaire, la production française de foie gras 2016 chute de 28 % sur un an**

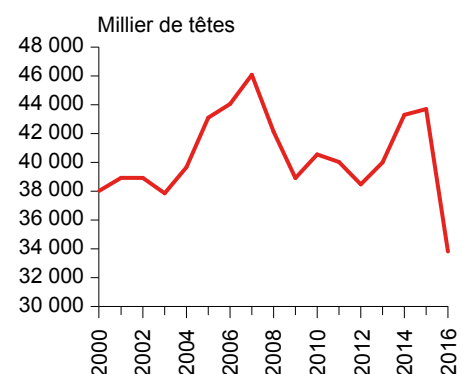
En 2016, les mises en place de canetons à gaver se réduisent de près d'un quart (- 22,6 %) par rapport à 2015, conséquence des mesures prises pour endiguer l'épizootie d'influenza aviaire (*graphique 1 - encadré 1*). Conséquence du fort recul des mises en place, la production française de foie gras de canard et d'oie chute de 28 % en 2016 sur un an, s'établissant à près de 14 000 tonnes (*graphique 2*). Elle reste toutefois de loin la première au monde avec 64 % de la production

totale devant la Bulgarie (13 %, à 2 700 tonnes) et la Hongrie (18 %, à 3 625 tonnes, dont 1 450 tonnes de foie gras d'oie). 98 % du foie gras fabriqué en France est issu du canard, la production de foie gras d'oie continuant de reculer (de près des 2/3 en 15 ans, soit 210 tonnes en 2016 contre 540 tonnes en 2000).

Selon l'interprofession du foie gras (CIFOG), la production mondiale se replierait de 15 % en 2016 par rapport à 2015, à 21 800 tonnes, de même que la production européenne, qui représente 94 % de la production totale, avec - 16 %, à 20 500 tonnes, principalement impactées par la baisse de la production française.

Graphique 1

**En 2016, les mises en place de canetons à gaver reculent de près d'un quart sur un an**



Source : Agreste

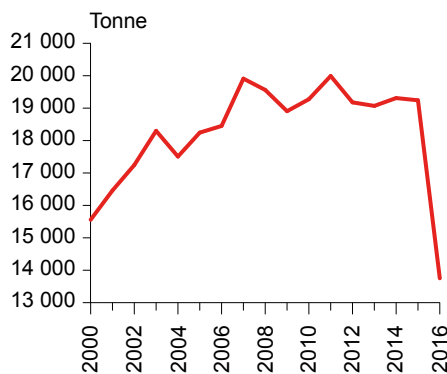
### Encadré 1

#### Dispositions réglementaires mises en place pour lutter contre l'épisode d'influenza aviaire de type H5N1

Par arrêté du 9 février 2016 du Ministère de l'Agriculture « déterminant des dispositions de lutte complémentaire contre l'influenza aviaire hautement pathogène suite à la détection de la maladie sur le territoire français », des mesures strictes se sont imposées aux élevages de palmipèdes gras localisés dans les secteurs concernés du Sud-ouest. À partir du 18 janvier 2016, ces derniers ont eu l'interdiction d'accueillir des canetons d'un jour. À compter du 18 avril, plus aucun palmipède ne pouvait se trouver sur les parcours extérieurs des exploitations. Les mises en place ont repris à compter du 9 mai 2016, dans des conditions contrôlées.

### Graphique 2

#### En 2016, la production française de foie gras chute de plus d'un quart



Source : Agreste - Statistique annuelle agricole

#### En 2016, les exportations françaises de foie gras se réduisent de 20 % sur un an

En 2016, les exportations françaises de foie gras (canard et oie), cru et transformé, se contractent d'un cinquième par rapport à 2015, soit 1 000 tonnes de moins sur un an, après s'être globalement stabilisées à un niveau élevé sur la période 2008-2015

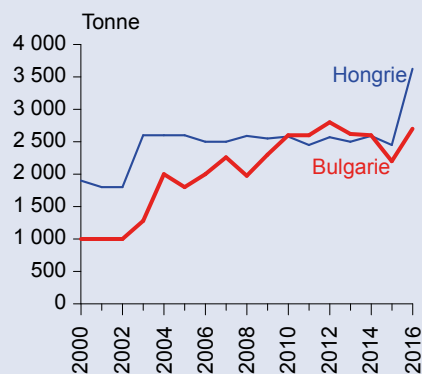
### Encadré 2

#### En 2016, les productions bulgares et hongroises progressent respectivement de 23 et 48 %

Après une certaine tendance à la stagnation entre 2010 et 2014, suivie d'un recul en 2015, les productions bulgares et hongroises repartent à la hausse en 2016 (graphique 3). Depuis 2000, la production de foie gras bulgare a progressé de 170 % tandis que celle de la Hongrie a quasiment doublé.

### Graphique 3

#### Les productions bulgare et hongroise en hausse en 2016



Source : Cifog

(graphique 4). Avec 4 000 tonnes environ, elles retrouvent les niveaux de l'année 2007. Le décrochage est plus important à destination des pays tiers (- 870 tonnes) que vers l'Union européenne (- 110 tonnes).

Parmi les principaux clients, ceux qui achètent plus de 100 tonnes de foie gras par an à la France, les Espagnols, premiers importateurs en volume, ont maintenu leurs achats tandis que les Belges les réduisaient assez fortement (- 23% en un an, soit 170 tonnes de moins). En évolution, c'est surtout l'Asie qui a fortement diminué ses achats par rapport à 2015 et plus particulièrement le Japon avec une chute de 89 %, passant de 664 tonnes en 2015 à 75 tonnes en 2016 (graphique 5). En réponse à l'épisode d'influenza aviaire en France, ce pays a en effet interdit les achats de volaille et de produits issus de la volaille française dès le 23 octobre 2015.

Parmi les autres pays acheteurs de foie gras, mais pour des volumes moins importants (moins de 100 tonnes de foie gras français), deux autres pays d'Extrême-Orient, Taiwan mais surtout la Thaïlande, réduisent de plus des trois quarts leurs importations en 2016, respectivement - 80 tonnes et - 20 tonnes (graphique 6). A contrario, trois autres pays asiatiques accroissent

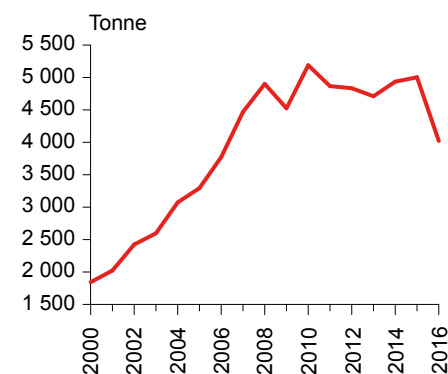
encore leurs achats de foie gras français en 2016, sur des quantités toutefois plus faibles : le Vietnam (+ 50 %, soit 12 tonnes de plus), les Philippines (+ 120 %, + 12 tonnes) et l'Indonésie (+ 50 %, + 6 tonnes)

#### À l'inverse, les importations françaises de foie gras augmentent de 21 % sur un an

En 2016, à la suite du recul de la production nationale, les importations françaises de foie gras cru et transformé (canard et oie) repartent nettement

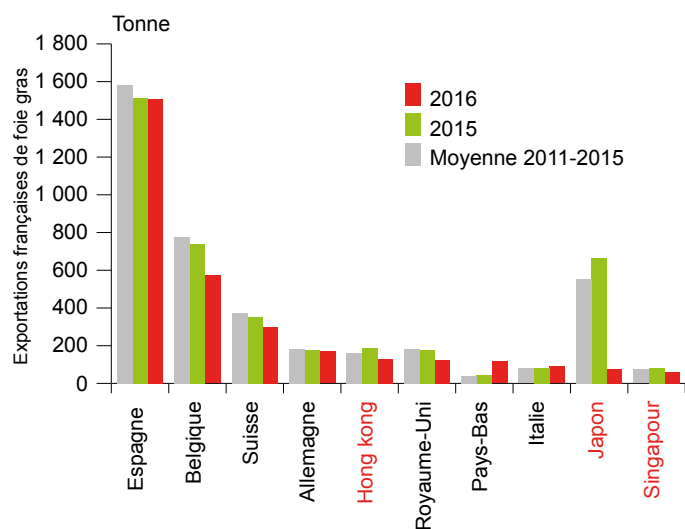
### Graphique 4

#### En 2016, les exportations françaises de foie gras se contractent de 20 % sur un an



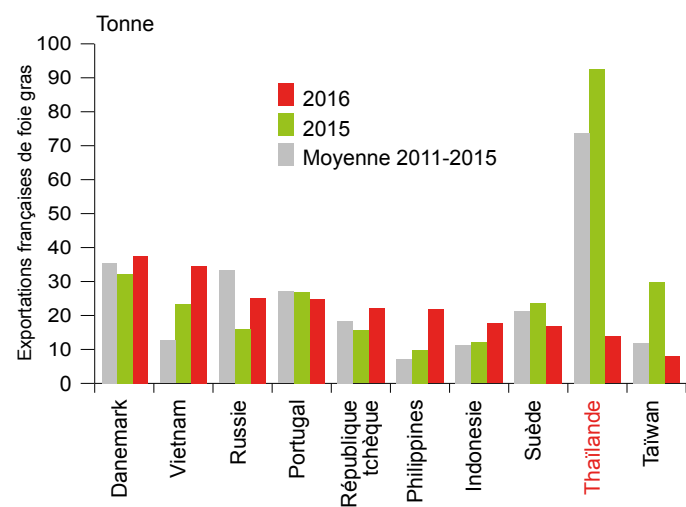
Source : DGDDI (Douanes)

**Graphique 5**  
**Parmi les principaux acheteurs de foie gras français, l'Asie décroche fortement en 2016**



Source : DGDDI (douanes)

**Graphique 6**  
**Parmi les autres clients, la Thaïlande arrive en tête des pays ayant le plus réduit leurs achats en 2016**



Source : DGDDI (douanes)

à la hausse (+ 21 %, soit 830 tonnes supplémentaires), dépassant, avec près de 5 000 tonnes, le niveau élevé de 2010-2012 (*graphique 7*). Après une hausse quasiment continue entre 2002 et 2009, suivie d'une stabilisation entre 2010 et 2012, les importations de foie gras s'étaient infléchies nettement à la baisse en 2013 pour ensuite se maintenir en 2014 et 2015.

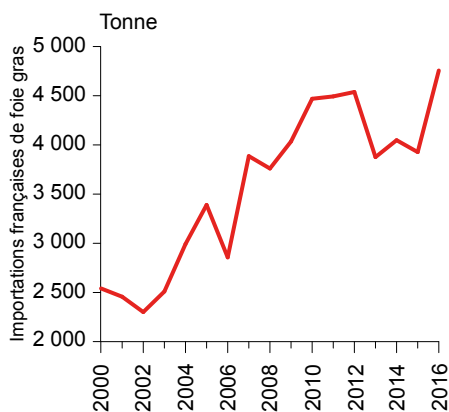
Le recours accru aux importations se fait en tout premier lieu auprès de nos deux principaux fournisseurs de foie gras, la Bulgarie et la Hongrie

(*graphique 8*). Les importations en provenance de Bulgarie progressent de 18 % en un an, soit 430 tonnes, tandis que les achats à la Hongrie augmentent de 11 %, soit 130 tonnes. Dans le même temps, les importations depuis la Belgique et l'Espagne s'accroissent également, sur des volumes toutefois plus limités, surtout pour l'Espagne : respectivement + 89 tonnes (soit + 40 %) et + 88 tonnes (soit + 1 000 %).

**En 2016, fort repli de l'excédent commercial en valeur**

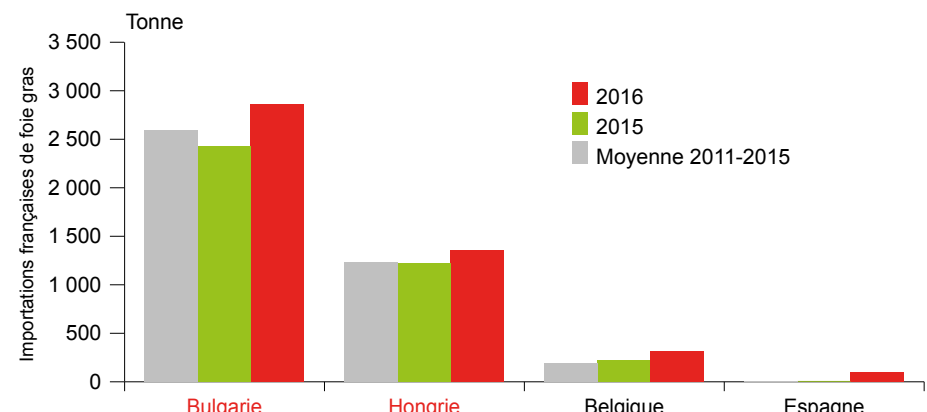
En 2016, le solde du commerce extérieur de foie gras devient négatif en volume, pour la première fois depuis 2001 (- 730 tonnes, soit - 170 %). Il reste excédentaire en valeur mais chute de 60 %, passant de 56,7 à 22,6 millions d'euros (*graphique 9*). Cette très forte érosion s'explique à la fois par le recul de la production française et par la fermeture de certains marchés extérieurs à la suite de l'épizootie d'influenza aviaire sur le territoire français.

**Graphique 7**  
**En 2016, les importations françaises de foie gras progressent de 21 % sur un an**



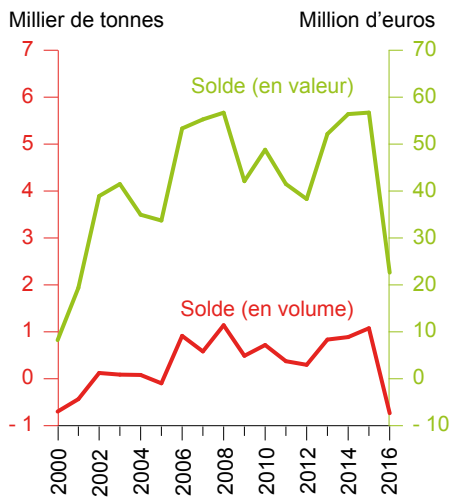
Source : DGDDI (douanes)

**Graphique 8**  
**La Bulgarie et la Hongrie augmentent fortement leurs ventes à la France en 2016**



Source : DGDDI (douanes)

**Graphique 9**  
**En 2016, le solde du commerce de foie gras devient déficitaire en volume**



Source : DGDDI (douanes)

**Tableau 1**  
**En 2016, la France exporte plutôt du foie gras transformé et importe de la matière première**

Unité : tonne

	Total foie gras	Cru		Transformé
		Canard	Oie	
Exportations	4 022	1 609	147	2 266
Importations	4 757	3 910	514	333

Source : DGDDI (douanes)

**La balance commerciale de foie gras cru de canard en valeur devient déficitaire en 2016**

La situation de la balance commerciale française de foie gras est très contrastée suivant le conditionnement du produit. La France est traditionnellement importatrice de foie gras cru de canard et très nettement exportatrice de foie gras transformé (aussi bien de canard que d'oie) (tableau 1).

Dans le contexte difficile rencontré par la production française en 2016, le déficit des échanges de foie gras cru de canard se creuse un peu plus en volume (+ 1 300 tonnes) pour s'établir à - 2 300 tonnes (graphique 10). Alors qu'en valeur, le solde est généralement excédentaire compte tenu de la meilleure valorisation du foie gras français, les échanges deviennent déficitaires en 2016, reculant de + 15 millions d'euros en 2015 à - 13 millions d'euros (graphique 11).

De son côté, l'excédent en foie gras transformé (canard et oie) se réduit nettement en volume et en valeur, respectivement - 500 tonnes et - 4 millions d'euros, (graphique 12). En volume, les exportations de foie gras transformé se réduisent de 300 tonnes alors que les importations,

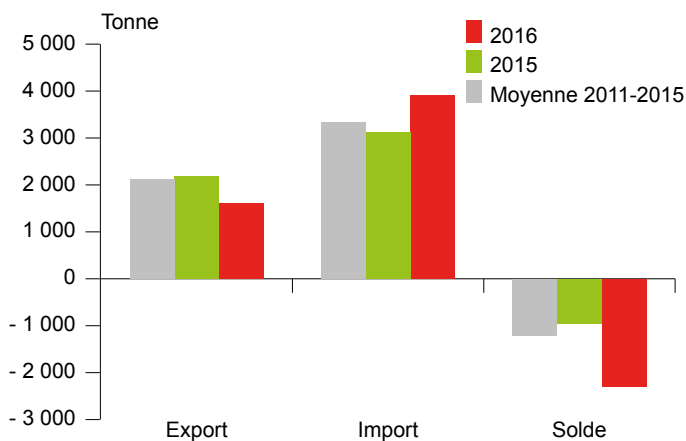
traditionnellement faibles pour le produit transformé, doublent quasiment, de 170 à 330 tonnes.

**En 2016, les ménages réduisent leurs achats de foie gras**

Selon le panel de consommateurs Kantar Wordpanel pour FranceAgriMer, les achats de foie gras (tous conditionnements) par les ménages pour leur consommation à domicile reculent d'environ 10 % en 2016 sur un an alors que le prix moyen d'achat s'accroît dans les mêmes proportions (graphique 13). La hausse des prix s'observe également à travers les cotations du Réseau des Nouvelles des Marchés (RNM) : en 2016, le prix du foie gras toutes catégories, sortie atelier de découpe, augmente de 15 % en un an et de 10 % par rapport à la moyenne quinquennale 2012-2016.

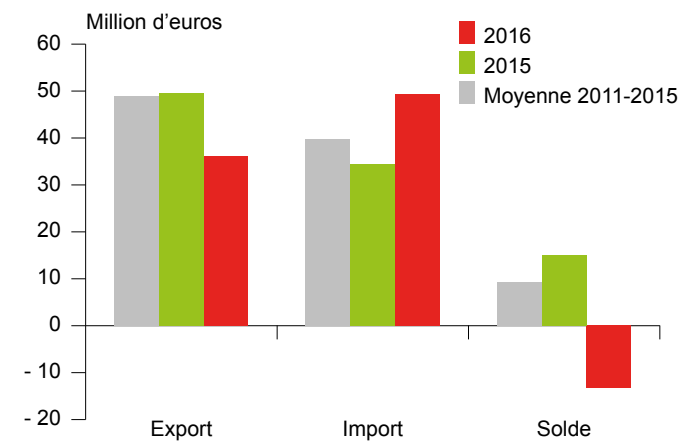
Traditionnellement, les achats de foie gras par les ménages atteignent un pic en décembre, à l'occasion des fêtes de fin d'année, et sont un peu mois élevés en novembre. Cette année, selon les données du panel Kantar WordPanel, la baisse des achats a été plus limitée en décembre qu'en novembre. En effet, sur le mois de décembre 2016, le recul des achats n'est que d'environ 3 %, alors qu'il est de plus d'un quart en novembre (graphique 14).

**Graphique 10**  
**Le déficit commercial de foie gras de canard cru se creuse fortement en volume en 2016**



Source : DGDDI (douanes)

**Graphique 11**  
**En 2016, le solde commercial de foie gras de canard cru devient nettement négatif en valeur**

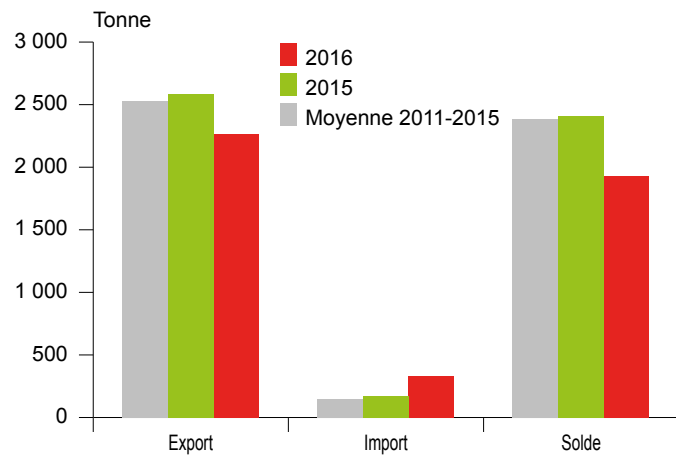


Source : DGDDI (douanes)



Graphique 12

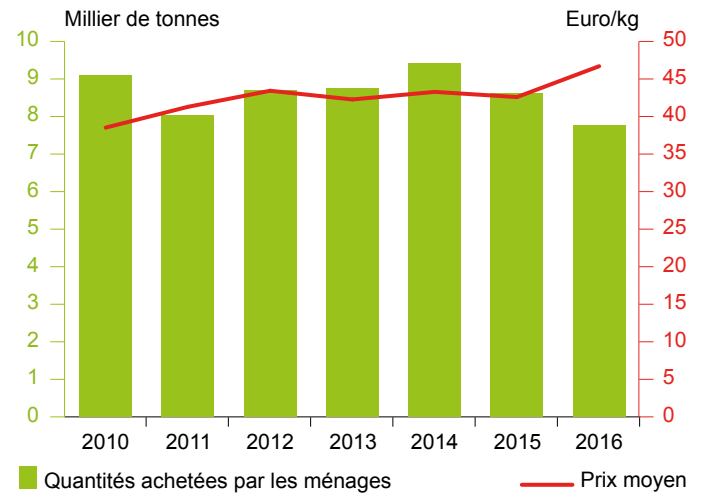
**En 2016, l'excédent des échanges de foie gras transformé se réduit en volume, tout en restant largement positif**



Source : DGDDI (douanes)

Graphique 13

**En 2016, les ménages français achètent moins de foie gras pour leur consommation à domicile dans un contexte de prix moyens en hausse**



Source : Kantar Worldpanel pour FranceAgriMer

De son côté, la consommation française de foie gras de canard et d'oie calculée par bilan (production indigène + importations – exportations – variation des stocks) se rétracte en 2016, pour atteindre 14 200 tonnes (*graphique 15*). En moyenne par habitant, la consommation française de foie gras s'établit à près de 219 g en 2016 après 276 g en 2015.

### Les abattages de canards gras de nouveau en repli début 2017

À partir de la fin de l'année 2016, de nouveaux foyers d'influenza aviaire ont été détectés dans le Sud-Ouest. Dans ce contexte, un abattage préventif de volailles a été ordonné dans certaines zones en vue de juguler au plus vite l'épizootie d'influenza aviaire due au virus H5N8 et des mesures d'interdiction de mises en place ont été mises en œuvre (arrêté ministériel du 04 janvier 2017 ordonnant l'abattage préventif).

Selon l'interprofession (Cifog), 3,7 millions de canards à gaver ont été abattus pour des raisons sanitaires depuis début 2017 (1,4 million dans les élevages touchés par le virus, et 2,3 millions abattus de manière préventive).

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2017 (avant la mise en œuvre de la majorité des mesures de restriction sanitaire), les mises en place de canetons à gaver sont en hausse de 36 % par rapport à un 1<sup>er</sup> trimestre 2016 en repli de quasiment la moitié par rapport à la même période de 2015, conséquence de la première crise d'influenza aviaire.

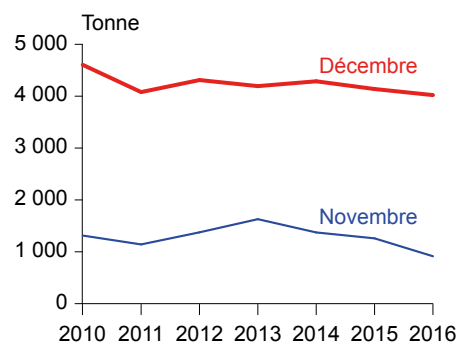
En lien avec la contraction des mises en place, les abattages (non sanitaires) de canards à gaver diminuent sur les quatre premiers mois de 2017, - 37 % par rapport à la

même période de 2016, elle-même en recul de 13 % par rapport aux quatre premiers mois de 2015.

Quant aux exportations de foie gras au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2017, elles enregistrent un repli de 8 % sur un an après - 11 % en 2016. Malgré des importations françaises de foie gras au 1<sup>er</sup> trimestre 2017 également en diminution, retrouvant quasiment le niveau de 2015, le déficit des échanges atteint 50 tonnes sur la période.

Graphique 14

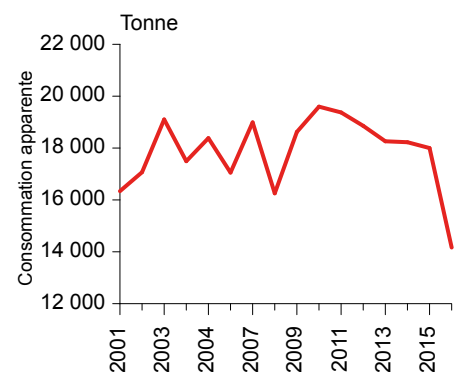
**En 2016, le repli des achats de foie gras par les ménages est moins prononcé en décembre**



Source : Kantar Worldpanel pour FranceAgriMer

Graphique 15

**La consommation française de foie gras calculée par bilan chute fortement en 2016**



Source : Agreste

## Sources, définitions et méthodes

- L'enquête auprès des abattoirs de volailles et de lapins pour les abattages de volailles en têtes et en tonnes-équivalent-carcasse (Gallus, dindes, canards, pintades, etc.)
- L'enquête auprès des sélectionneurs et accoueurs pour les éclosions de poussins
- Les statistiques de la DGDDI (Douanes) pour les données de commerce extérieur
- L'enquête ADEPALE (Association Des Entreprises de Produits ALimentaires Elaborés) réalisée par délégation du SSP, collecte des données relatives (en volume et en valeur) aux fabrications françaises commercialisées et aux stocks.
- Les **achats de consommation** observés par **Kantar Worldpanel** pour FranceAgriMer reposent sur les relevés d'un panel de consommateurs et concernent uniquement les achats effectués pour leur consommation à domicile. La consommation hors foyer n'est pas couverte. Les résultats sont extrapolés à l'ensemble de la population.
- La **consommation calculée par bilan** reprend l'ensemble des utilisations de foie gras pour l'alimentation humaine sur le territoire national (métropole + Dom). Elle prend en compte toutes les quantités de foie gras consommées en France, vendues en l'état aux ménages, vendues aux fabricants de plats préparés, ou à la restauration. Elle est calculée à partir de la production, augmentée des importations de foie gras, diminuée des exportations et des variations de stocks. Les stocks privés ne sont peut-être pas appréhendés dans leur intégralité. Cette imprécision peut jouer sur le calcul de la consommation.

## Pour en savoir plus

- dans la rubrique « Conjoncture - Aviculture » pour les publications Agreste Conjoncture
- dans la rubrique « Conjoncture – Séries mensuelles (bulletin) - Aviculture » pour les principales séries chiffrées
- dans « Données en ligne – DISAR – Elevage - Conjoncture avicole » pour des données complémentaires

### Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « En avril 2017, les abattages de volailles sont en baisse », Infos rapides Aviculture n° 6/11, juin 2017
- « En 2016, la production française de volailles a reculé du fait de l'influenza aviaire et le commerce extérieur s'est dégradé de nouveau », Synthèses Aviculture n° 2017/300, mars 2017
- Après une année 2014 favorable, le marché du foie gras français se maintient en 2015, Synthèses Aviculture n° 2016/291, juin 2016



### Au 1<sup>er</sup> trimestre 2017, la production en volume des IAA a confirmé le timide redressement amorcé au 3<sup>e</sup> trimestre 2016

**Au 1<sup>er</sup> trimestre 2017, la production en volume des industries alimentaires et boissons hors tabac (IAA) a légèrement progressé pour le troisième trimestre consécutif. Sur un an, la croissance a été portée par l'ensemble des secteurs, à l'exception des préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche qui sont restées stables. La demande, tant nationale qu'étrangère, de produits agroalimentaires a également augmenté, conduisant à une hausse conjointe des importations et des exportations. Grâce au dynamisme des ventes de boissons alcoolisées à destination des pays tiers, l'excédent commercial des IAA est reparti à la hausse en valeur sur un an pour la première fois depuis le 3<sup>e</sup> trimestre 2015. La croissance du chiffre d'affaires du secteur s'est poursuivie sous le double effet de la hausse de la production et des prix à la production. L'emploi a également légèrement augmenté.**

#### Définition du périmètre des industries agroalimentaires (IAA) retenu dans l'analyse

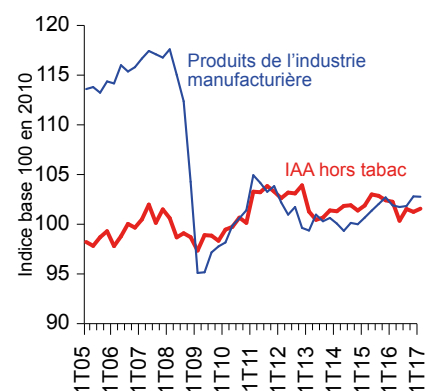
Le champ des industries agroalimentaires (IAA) regroupe les industries alimentaires et les fabrications de boissons (divisions 10 et 11 de la nomenclature d'activité productive NAF rév. 2, 2008 de l'Insee). Sauf précision contraire, il ne comprend pas la fabrication de produits à base de tabac (division 12). Par ailleurs, les données présentées incluent l'artisanat commercial (activités de charcuterie, boulangerie, pâtisserie et cuisson de produits de la boulangerie), mais excluent le commerce de gros de produits alimentaires et de boissons. Enfin, sauf indication contraire, les évolutions sont calculées à partir de données brutes en glissement annuel, c'est-à-dire en référence à l'année précédente. Les évolutions par rapport au trimestre précédent sont, quant à elles et à l'exception des indices de prix, calculées à partir de données corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables.

#### Au 1<sup>er</sup> trimestre 2017, la production en volume des IAA a légèrement progressé

Dans le prolongement du timide redressement amorcé au 3<sup>e</sup> trimestre 2016, la production des industries alimentaires et boissons a légèrement progressé entre le 4<sup>e</sup> trimestre 2016 et le 1<sup>er</sup> trimestre 2017 (+ 0,3 % en CVS-CJO), principalement sous l'effet de la hausse des fabrications de produits alimentaires, la production de boissons étant restée relativement stable (graphique 1 et tableaux 1 et 2). Sur un an, la hausse de la production globale des IAA est un peu plus marquée (+ 0,9 % en données brutes), grâce à un jour ouvrable supplémentaire par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2016. Elle résulte essentiellement du dynamisme des fabrications de boissons (+ 5,8 %, soit

une contribution à la croissance de la production totale des IAA de 0,7 point).

Graphique 1  
Au 1<sup>er</sup> trimestre 2017, la production en volume des IAA a légèrement progressé



Sources : Insee, Agreste - Indice de la production industrielle (Ipi) CVS-CJO

## Au 1<sup>er</sup> trimestre 2017, la timide progression de la production de produits alimentaires masque des disparités

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2017, sous l'effet du repli des fabrications de *viande de boucherie et produits d'abattage* et de *viande de volailles*, la production de *viande et produits à base de viande*, qui représente 30 % de la production des industries alimentaires, a reculé par rapport au trimestre précédent, prolongeant la tendance à la baisse amorcée au milieu des années 2000 et s'établissant à son plus bas niveau depuis début 2014 (*encadré Viande*). Les fabrications de *produits du travail des grains et produits amylicés* ont également diminué par rapport au trimestre précédent ainsi que sur un an, tout en demeurant à un niveau relativement élevé (*encadré Produits du travail des grains et produits amylicés*).

À l'inverse, les fabrications de *produits à base de fruits et légumes* et d'*huiles et graisses végétales et animales* ont été les plus dynamiques. Les fabrications de matières grasses ont ainsi atteint leur plus haut niveau depuis 2000, tout comme celles de *produits à base de fruits et légumes*, en raison notamment d'un surplus de production de chou-fleur sur les premiers mois de l'année (*encadrés Corps gras et Fruits et légumes*).

Tirées par la reprise de la collecte de lait depuis le début de l'année ainsi que par la faiblesse des stocks de fourrage liée à la mauvaise récolte de l'été 2016, les productions d'*aliments pour animaux*, ont également progressé par rapport au 4<sup>e</sup> trimestre 2016 et sur un an, mais dans une moindre mesure (*encadré Aliments pour animaux*). Il en va de même pour les *autres produits alimentaires* (sucre, chocolaterie, café, plats préparés, etc.), deuxième poste le plus important dans la production des IAA après les viandes (*encadré Autres produits alimentaires*). Concernant les *produits laitiers*, les fabrications ont légèrement augmenté par rapport au trimestre précédent, en lien avec la hausse de la collecte, tout en demeurant en deçà de celles du 1<sup>er</sup> trimestre 2016. À cette époque, les fabrications de *produits laitiers* avaient

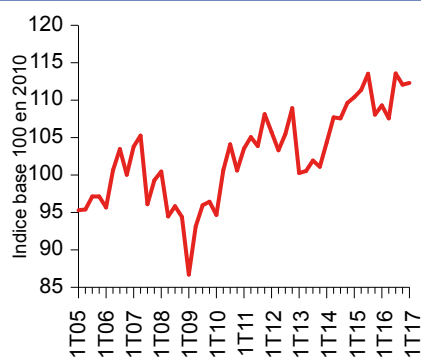
en effet été très dynamiques dans un contexte de progression de la collecte laitière et des prix du lait (*encadré Industrie laitière*). Celles de *produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires* se sont, quant à elles, stabilisées par rapport au trimestre précédent tout en s'accroissant sur un an, grâce à la hausse des fabrications de *biscuits, biscottes et pâtisseries de conservation* (*encadré Produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires*). Seule la production de *préparations et conserves à base de poissons et de produits de la pêche* est restée stable tant par rapport au trimestre précédent que sur un an.

## Au 1<sup>er</sup> trimestre 2017, la production de boissons a fortement augmenté en volume sur un an

Après un léger fléchissement au trimestre précédent, les fabrications de boissons se sont stabilisées à un niveau élevé au 1<sup>er</sup> trimestre 2017, marquant le pas par rapport à la tendance haussière débutée au 2<sup>e</sup> trimestre 2009 (*graphique 2*). La production a, d'un côté, été portée par les fabrications de *bière* et, de l'autre, été freinée par le recul des fabrications de *boissons non alcoolisées* et de *boissons alcooliques distillées*. Sur un an, la production de boissons s'est en revanche fortement accrue (+ 5,8 %), dynamisée par les fabrications de *boissons rafraîchissantes, d'eaux de table, de Champagne et mousseux, de boissons alcooliques distillées* et de *bière*. La production de *bière*, comme

### Graphique 2

**Au 1<sup>er</sup> trimestre 2017, la production de boissons s'est stabilisée à un niveau nettement supérieur à celui atteint au 1<sup>er</sup> trimestre 2016**



Sources : Insee, Agreste - Indice de la production industrielle (Ipi) CVS-CJO

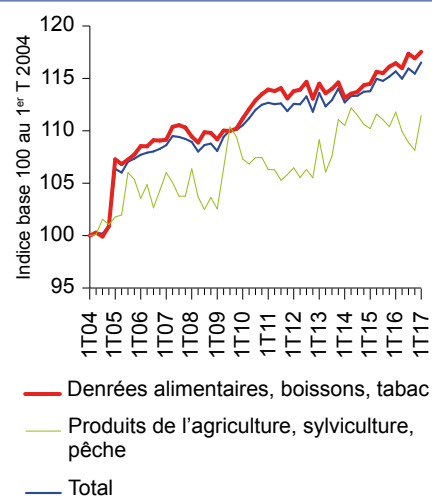
celle de boissons non alcoolisées, a été favorisée par une demande extérieure dynamique ainsi que par une météo douce, caractérisée en février et mars 2017 par des températures supérieures à celles de l'année précédente.

## Au 1<sup>er</sup> trimestre 2017, la consommation des ménages est répartie à la hausse après un bref repli fin 2016

Après un léger recul au 4<sup>e</sup> trimestre 2016, mais dans le prolongement de la tendance haussière observée depuis fin 2005, la consommation alimentaire des ménages a retrouvé un peu de vigueur en volume au 1<sup>er</sup> trimestre 2017 (+ 0,9 % par rapport au trimestre précédent), d'après les résultats des comptes trimestriels de l'Insee (*graphique 3*). Elle a été soutenue pour moitié par la progression des volumes de produits bruts de l'agriculture et de la pêche (fruits et légumes, poissons frais, etc.) consommés par les ménages (+ 3,1 %), et pour l'autre moitié par l'augmentation des dépenses de consommation en denrées alimentaires, boissons et tabac (+ 0,5 %). Sur un an, la croissance de la consommation des ménages s'est également poursuivie, mais uniquement sous l'effet de la

### Graphique 3

**Au 1<sup>er</sup> trimestre 2017, les dépenses des ménages en produits agroalimentaires ont progressé en volume**



Source : Insee, comptes trimestriels - Indice CVS-CJO calculés à partir des dépenses de consommation en million d'euros 2000 - Traitement SSP



composante « Denrées alimentaires, boissons et tabac ».

Cependant, selon les produits, des différences d'évolutions apparaissent dans la consommation des ménages. Ainsi, d'après le Kantar WorldPanel pour FranceAgriMer, les quantités de viande achetées par les ménages pour leur consommation à domicile (viande fraîche, surgelés et charcuterie) se sont contractées au 1<sup>er</sup> trimestre 2017 (- 1,7 % sur un an), prolongeant leur tendance baissière amorcée mi-2013. Toutes les catégories de viande sont concernées par ce repli des achats, notamment le porc (- 3,3 %), le bœuf (- 2,5 %) et le poulet (- 0,7 %). Les quantités achetées de produits laitiers ont également reculé sur un an pour la plupart des produits. Seuls les achats de beurre et fromages ont résisté (en légère progression pour les premiers et stables pour les seconds).

### Au 1<sup>er</sup> trimestre 2017, l'excédent commercial en valeur des IAA a renoué avec la hausse sur un an, grâce aux boissons

Pour la première fois depuis le 3<sup>e</sup> trimestre 2015, l'excédent commercial en valeur des IAA a progressé sur un an au 1<sup>er</sup> trimestre 2017 (+ 6,8 %), grâce à une hausse des exportations (+ 0,7 million d'euros), en particulier de boissons, supérieure à celle des importations (+ 0,6 million d'euros). La croissance de l'excédent des boissons s'est ainsi accélérée sur un an (+ 12,8 %). À l'inverse, le déficit commercial des produits alimentaires s'est creusé sur un an pour le sixième trimestre consécutif (+ 22,7 %) (graphique 4).

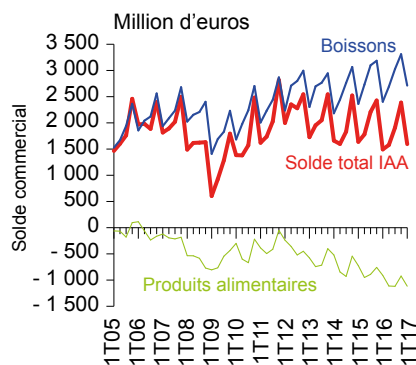
Cette dégradation s'explique principalement par l'aggravation des déficits des préparations et conserves à base de poisson et produits de la pêche et des produits à base de fruits et légumes, et, dans une moindre mesure, de ceux des produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires et des huiles et graisses végétales et animales (graphique 5).

La détérioration du déficit commercial des produits à base de fruits et légumes, s'explique par une hausse des importations, à l'exception des

préparations à base de pomme de terre, supérieure à celle des exportations, en lien notamment avec le recul de la production de nombreux légumes (carotte, endive, salade, poireau) consécutif à des conditions météo défavorables aux cultures.

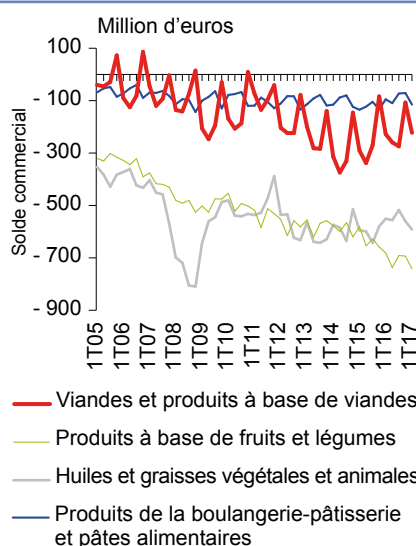
L'excédent commercial des produits laitiers s'est, quant à lui, dégradé sous l'effet de la hausse plus conséquente des importations que des exportations (graphique 6). Ces dernières ont été soutenues par le regain de la demande chinoise mais pénalisées, entre autres, par la prolongation de l'embargo russe jusqu'à la fin de l'année 2017 ainsi que par la baisse

Graphique 4  
Au 1<sup>er</sup> trimestre 2017, l'excédent commercial des IAA est en hausse sur un an



Source : DGDDI (Douanes) - Données brutes

Graphique 5  
Au 1<sup>er</sup> trimestre 2017, aggravation sur un an des soldes des échanges de produits déficitaires, à l'exception des viandes



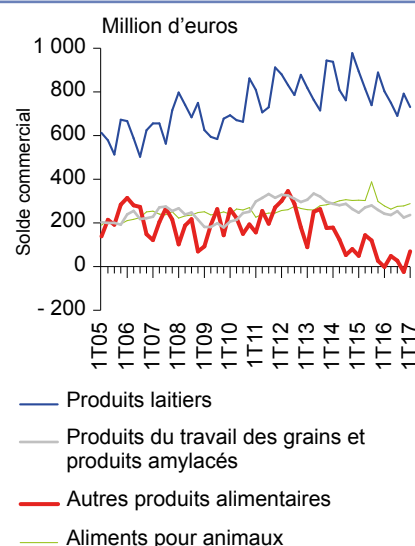
Source : DGDDI (Douanes) - Données brutes

de la demande algérienne en poudres de lait et en fromages.

### Les soldes commerciaux des viandes et des « autres produits alimentaires » se sont améliorés

Grâce à une hausse des importations inférieure à celle des exportations, le déficit commercial des viande et produits à base de viande s'est réduit sur un an après deux trimestres consécutifs de hausse. Le solde commercial des autres produits alimentaires est, lui, redevenu excédentaire (+ 70 millions d'euros au 1<sup>er</sup> trimestre 2017 après un déficit de - 1,7 million d'euros au 1<sup>er</sup> trimestre 2016), sous l'effet d'une hausse des exportations, en particulier de sucre, d'aliments adaptés à l'enfant et diététiques et d'autres produits alimentaires non classés ailleurs (soupe, ovoproduits, levures, extraits et jus de viandes et de poissons, etc.), supérieure à celle des importations. L'excédent commercial des aliments pour animaux s'est, quant à lui, accru sur un an pour la première fois depuis le 3<sup>e</sup> trimestre 2015, tandis que celui des produits du travail des grains et produits amyliacés s'est de nouveau contracté, bien qu'à un rythme plus faible qu'aux trois trimestres précédents, prolongeant la tendance baissière observée sur un an depuis 2014 (graphique 6).

Graphique 6  
Au 1<sup>er</sup> trimestre 2017, le solde des autres produits alimentaires est redevenu excédentaire



Source : DGDDI (Douanes) - Données brutes



Principal contributeur à l'amélioration sur un an de l'excédent global des IAA, l'excédent des échanges de boissons a progressé pour le deuxième trimestre consécutif, s'établissant à 2,7 milliards d'euros, soit le plus haut niveau jamais atteint pour un 1<sup>er</sup> trimestre (graphique 4). Tirées par la demande des pays tiers (principalement Chine et États-Unis), les exportations de vins et de *Champagne et mousseux* ont été les plus dynamiques sur un an (respectivement + 15,8 % et + 12,2 % en valeur), sous le double effet de la hausse des prix et des quantités vendues. Elles ont même atteint un niveau record pour la période. Les ventes de *boissons alcooliques distillées* ont également été soutenues grâce à la demande toujours vive des pays tiers (États-Unis et Hong Kong), couplée à la hausse des prix. Celles de *bière et de boissons rafraîchissantes, eaux minérales et autres eaux en bouteille* ont aussi progressé sur un an, mais de façon moins marquée qu'au trimestre précédent, exclusivement grâce à l'augmentation des volumes.

### Au 1<sup>er</sup> trimestre 2017, les prix à la production des IAA se sont redressés sur un an pour la première fois depuis 2014

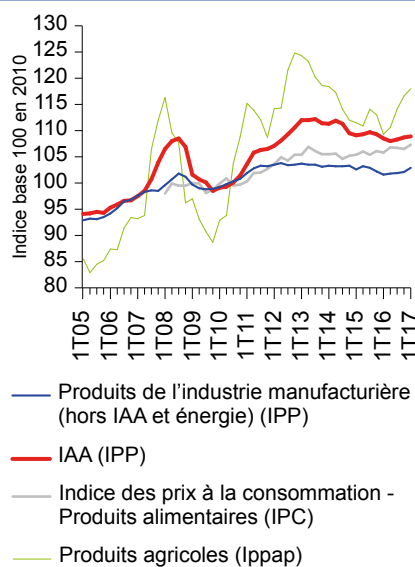
Au 1<sup>er</sup> trimestre 2017, le timide redressement des prix à la production des IAA, amorcé au 2<sup>e</sup> trimestre 2016, s'est poursuivi grâce à la hausse des prix à la production des produits alimentaires. Sur un an, en rupture avec le repli observé depuis le 2<sup>e</sup> trimestre 2014, ils se sont même redressés, bien que légèrement (+ 0,4 %). Ils ont été soutenus par l'augmentation des prix à la production des produits alimentaires, ceux des boissons étant restés stables sur la période après cinq trimestres de croissance en glissement annuel. Dans le même temps, les prix à la production des produits agricoles ont progressé plus vivement (+ 7,9 % sur un an), principalement sous l'effet de l'augmentation des cours des grandes cultures et du lait, et dans une moindre mesure des animaux de boucherie (graphique 7).

Des disparités apparaissent cependant selon les produits alimentaires.

Débutée au 3<sup>e</sup> trimestre 2015, l'augmentation sur un an des prix à la production des *préparations et conserves à base de poissons et de produits de la pêche* s'est de nouveau accélérée, tout comme celle des *viande et produits à base de viande*. La hausse des prix à la production des *huiles et graisses végétales et animales* a également été soutenue, en rupture avec les diminutions sur un an observées sur les quatre trimestres précédents. Pour la première fois depuis le 4<sup>e</sup> trimestre 2014, les prix à la production des *produits laitiers* se sont aussi légèrement redressés, en lien avec la reprise des cours du lait et du beurre.

À l'inverse, le recul des prix à la production des *aliments pour animaux, des autres produits alimentaires, des produits issus du travail des grains et produits amylicés* et des *produits à base de fruits et légumes* s'est poursuivi. Seuls les prix à la production des *produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires* se sont stabilisés sur un an pour la première fois depuis le 2<sup>e</sup> trimestre 2014.

Graphique 7  
Au 1<sup>er</sup> trimestre 2017, les prix à la production des IAA ont progressé sur un an pour la première fois depuis le 2<sup>e</sup> trimestre 2014



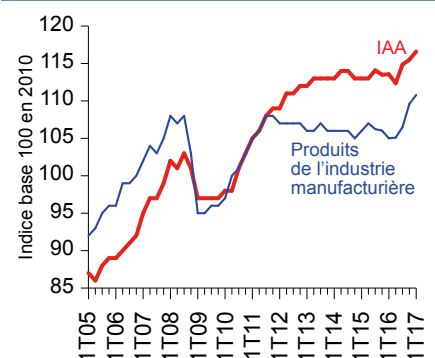
Sources : Insee - Indice brut des prix à la production pour le marché français, prix de marché (IPP), indice de prix des produits agricoles à la production (Ippap) et indice des prix à la consommation (IPC) - Indice brut DGDDI (Douanes) - Données brutes

### Au 1<sup>er</sup> trimestre 2017, la croissance du chiffre d'affaires des IAA s'est poursuivie

Tiré par la hausse de la production et des prix, le retour à la croissance du chiffre d'affaires intervenu mi-2016, après un bref repli lors du 2<sup>e</sup> trimestre 2016, s'est confirmé au 1<sup>er</sup> trimestre 2017 (+ 0,9 par rapport au trimestre précédent) (graphique 8). Le chiffre d'affaires a progressé dans la majorité des secteurs, et en particulier pour les *huiles et graisses végétales et animales*, pour le troisième trimestre consécutif, et les *boissons*. À l'inverse, après deux trimestres dynamiques, il a reculé dans les secteurs des *viande et produits à base de viande et des préparations et conserves à base de poisson*.

Grâce à un jour ouvrable supplémentaire au 1<sup>er</sup> trimestre 2017, la hausse du chiffre d'affaires des IAA est encore plus marquée sur un an, en données brutes (+ 3,1 %). Cette augmentation concerne l'ensemble des secteurs, et dépasse les 2 % de croissance, à l'exception des *produits issus du travail des grains et produits amylicés, des viande et produits à base de viande et des préparations et conserves à base de poisson*. La hausse du chiffre d'affaires est particulièrement soutenue dans les secteurs des *boissons* et des *huiles et graisses végétales et animales*, en lien avec la forte progression de la production.

Graphique 8  
Au 1<sup>er</sup> trimestre 2017, la croissance du chiffre d'affaires des IAA s'est poursuivie



Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, cet indice est calculé selon une nouvelle méthodologie et rétropolé pour les données antérieures à cette date.

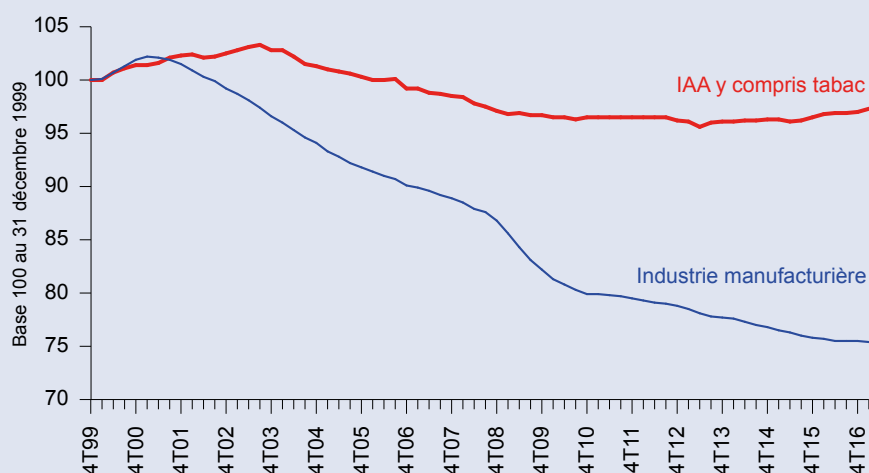
Source : Insee - Indice de chiffre d'affaires (ICA) - Marché intérieur et exports - CVS-CJO.

## Au 1<sup>er</sup> trimestre 2017, l'emploi dans les IAA a de nouveau légèrement progressé

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2017, l'emploi dans les IAA (produits alimentaires et boissons, tabac, artisanat de la charcuterie et de la boulangerie-pâtisserie) s'est légèrement accru pour le deuxième trimestre consécutif, après une brève stabilisation mi-2016 (graphique 9). Au 1<sup>er</sup> trimestre 2017, les IAA employaient 568 100 salariés (tous contrats et tous temps de travail confondus), soit 1 300 emplois de plus que le trimestre précédent et 2 900 de plus qu'un an auparavant (+ 0,5 %). À l'opposé, dans l'ensemble de l'industrie manufacturière, l'emploi salarié a de nouveau reculé par rapport au trimestre précédent ainsi que sur un an. Au 1<sup>er</sup> trimestre 2017, l'industrie manufacturière employait 2,77 millions de salariés contre 2,78 millions aux 1<sup>er</sup> et 4<sup>e</sup> trimestres 2016.

Graphique 9

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2017, l'emploi salarié dans les IAA a de nouveau légèrement augmenté



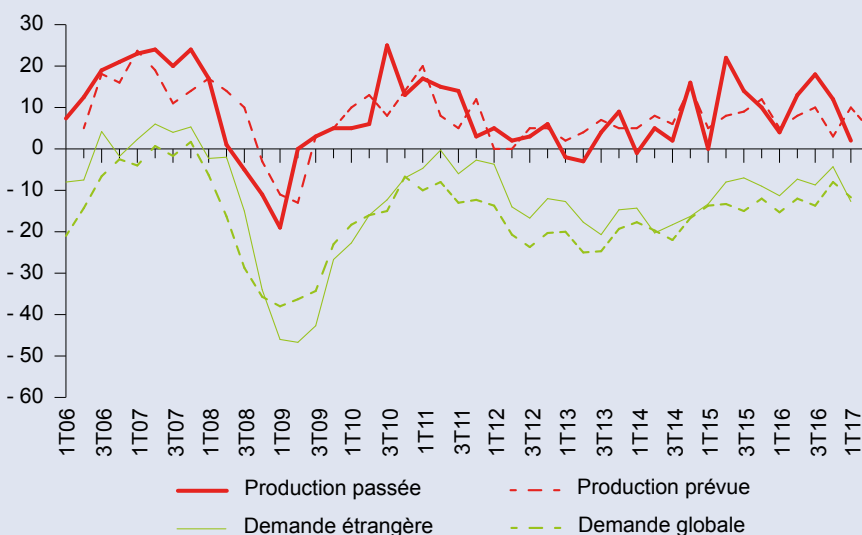
Source : Insee - emploi salarié en fin de trimestre (y compris artisanat commercial) - Données CVS-CJO

## Perspectives de production

Selon les chefs d'entreprise interrogés par l'Insee en début d'année, l'activité des IAA a reculé au 1<sup>er</sup> trimestre 2017. Les carnets de commandes, qu'ils émanent de France ou de l'étranger, sont toujours considérés comme peu étoffés et se sont contractés sur les trois premiers mois de l'année. Malgré cela, les perspectives personnelles de production pour le 2<sup>e</sup> trimestre 2017 restent positives mais, en moyenne, sont moins bonnes que celles de l'année dernière (graphique 10).

Graphique 10

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2017, les carnets de commande se sont de nouveau dégarnis



Note du graphique : les indicateurs présentés correspondent à un solde d'opinion, différence entre les pourcentages de réponses positives (hausse de la production, de la demande etc., selon l'indicateur) et négatives (baisse).

Source : Insee - Enquête mensuelle de conjoncture dans l'industrie

## Tableaux 1 et 2

## Progression sur un an de la production en volume des IAA

	Poids dans la production	1T2017/ 4T2016 (%)	1 <sup>er</sup> trimestre 2017/1 <sup>er</sup> trimestre 2016 (%)					Solde extérieur (million d'euros)	
			Production	Prix	Chiffre d'affaires	Exportations	Importations	1T2016	1T2017
	%				Brut		Brut		
<b>Produits des industries alimentaires</b>	<b>86,6</b>	<b>0,3</b>	<b>0,2</b>	<b>0,5</b>	<b>2,6</b>	<b>5,1</b>	<b>7,1</b>	<b>- 1 117</b>	<b>- 910</b>
Viande et produits à base de viande	30,1	- 1,7	- 2,1	1,4	0,9	1,6	0,9	- 223	- 228
Préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche	2,7	- 0,1	- 0,1	9,5	1,3	- 3,1	9,9	- 771	- 675
Produits à base de fruits et légumes	5,7	5,9	9,0	- 1,0	3,4	8,6	8,7	- 742	- 681
Huiles et graisses végétales et animales	2,0	5,8	10,2	5,7	8,4	- 4,6	3,1	- 592	- 551
Produits laitiers	16,5	0,8	- 1,3	0,4	2,4	2,2	14,1	731	803
Produits du travail des grains et produits amylacés	5,7	- 1,3	- 0,4	- 1,2	0,4	2,3	5,0	236	242
Produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires	7,1	- 0,1	1,8	0,2	3,4	4,4	7,4	- 115	- 95
Autres produits alimentaires	23,5	1,0	1,0	- 0,5	3,9	11,7	8,0	70	- 2
Aliments pour animaux	6,7	0,3	1,0	- 2,8	2,1	6,0	8,5	288	278
<b>Boissons*</b>	<b>13,4</b>	<b>0,2</b>	<b>5,8</b>	<b>0,2</b>	<b>6,8</b>	<b>10,6</b>	<b>3,5</b>	<b>2 711</b>	<b>2 403</b>
<b>IAA hors tabac</b>	<b>100,0</b>	<b>0,3</b>	<b>0,9</b>	<b>0,4</b>	<b>3,1</b>	<b>6,8</b>	<b>6,8</b>	<b>1 595</b>	<b>1 493</b>

	Poids dans la production	Année 2016 / Année 2015 (%)					Solde extérieur (million d'euros)	
		Production	Prix	Chiffre d'affaires	Exportations	Importations	1T2016	1T2017
	%				Brut		Brut	
<b>Produits des industries alimentaires</b>	<b>86,6</b>	<b>- 1,1</b>	<b>- 1,5</b>	<b>0,7</b>	<b>- 0,8</b>	<b>1,5</b>	<b>- 4 066</b>	<b>- 3 324</b>
Viande et produits à base de viande	30,1	- 0,7	0,2	- 0,8	- 3,6	- 5,0	- 869	- 983
Préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche	2,7	1,9	4,2	8,1	6,1	3,0	- 2 997	- 2 934
Produits à base de fruits et légumes	5,7	- 1,9	- 2,4	1,4	0,4	6,5	- 2 803	- 2 522
Huiles et graisses végétales et animales	2	- 0,5	- 2,5	- 1,5	4,9	- 4,9	- 2 184	- 2 416
Produits laitiers	16,5	- 0,8	- 3,9	- 2,3	- 4,8	- 0,3	3 035	3 337
Produits du travail des grains et produits amylacés	5,7	- 0,9	- 1,9	- 1,5	- 1,1	4,5	957	1 057
Produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires	7,1	- 3,4	- 0,8	5,2	11,6	2,3	- 348	- 495
Autres produits alimentaires	23,5	- 0,9	- 0,6	2,7	1,0	4,8	49	339
Aliments pour animaux	6,7	- 3,4	- 4,1	- 3,7	- 6,1	6,5	1 094	1 293
<b>Boissons*</b>	<b>13,4</b>	<b>- 0,7</b>	<b>1,7</b>	<b>2,5</b>	<b>1,8</b>	<b>6,6</b>	<b>11 432</b>	<b>11 377</b>
<b>IAA hors tabac</b>	<b>100</b>	<b>- 1,1</b>	<b>- 0,9</b>	<b>0,8</b>	<b>0,0</b>	<b>2,0</b>	<b>7 366</b>	<b>8 053</b>

\* Non compris les vins pour la production

En raison notamment de différences de couverture (Sources, définitions et méthodes), les évolutions de la production, du prix et du chiffre d'affaires ne sont pas toujours cohérentes entre elles.

Sources : Insee, DGDDI (Douanes) et Agreste

## IAA 2014 : la transformation des produits de l'élevage tient une place importante et grandissante dans le secteur

D'après les résultats du dispositif Esane permettant l'élaboration des statistiques structurelles d'entreprises, les entreprises agroalimentaires au sens large – industries agroalimentaires, commerce de gros de produits agroalimentaires, artisanat commercial de charcuterie et de boulangerie-pâtisserie – comptaient près de 88 000 unités légales en 2014 (+ 2,4 % par rapport à 2013) et employaient 693 600 salariés en équivalent temps plein hors intérim (+ 2,2 %) (chiffres arrêtés le 10 août 2016). Parmi elles, les industries agroalimentaires (hors artisanat commercial) comptaient 17 600 unités, en progression de

8,8 % par rapport à 2013, et 418 000 salariés au 31 décembre 2014 (- 3,8 %).

La transformation de produits de l'élevage occupe une place importante et grandissante dans le secteur : 39 % du chiffre d'affaires des industries agroalimentaires et 40 % de l'emploi sont apportés par les industries de la viande et du lait (contre respectivement 37 % et 38 % en 2013). Ces deux activités sont par ailleurs à l'origine de 32 % de la valeur ajoutée du secteur. Les industries des boissons et les « autres industries alimentaires » (sucre, chocolaterie, café, aliments

diététiques, plats préparés, etc.), très exportatrices, demeurent quant à elles les deux autres pôles de structuration majeurs des activités.

Au niveau européen (UE à 28), la France regroupe 15 % des unités légales, 16 % du chiffre d'affaires et 14 % de l'emploi des entreprises agroalimentaires au sens large. Elle est au deuxième rang européen en nombre d'entreprises, derrière l'Italie, et en nombre de salariés et en chiffre d'affaires, derrière l'Allemagne. Elle occupe également la première place en termes de chiffre d'affaires réalisé par l'industrie des boissons.

### Chiffres clés des industries et du commerce de gros de produits agroalimentaires en 2014

Secteurs d'activités (NAF rév. 2)	Nombre d'unités légales	Effectif salariés en équivalent temps plein	Effectif salariés au 31 décembre	Chiffre d'affaires H.T.		Valeur ajoutée <sup>1</sup> (million d'euros)
				Total (million d'euros)	dont à l'exportation (%)	
<b>Ensemble des entreprises agroalimentaires</b>	<b>87 957</b>	<b>693 640</b>	<b>780 921</b>	<b>359 729</b>	<b>18,9</b>	<b>52 979</b>
<b>Industries agroalimentaires</b>	<b>17 647</b>	<b>382 284</b>	<b>418 332</b>	<b>171 465</b>	<b>21,1</b>	<b>33 849</b>
<b>Industries alimentaires</b>	<b>14 595</b>	<b>339 856</b>	<b>368 675</b>	<b>143 756</b>	<b>19,6</b>	<b>26 440</b>
Transf. & conserv. viande & prép. viande	3 284	100 466	107 945	34 575	9,7	6 016
Transf. & conserv. poisson, crust., etc.	327	10 954	12 480	3 512	8,7	640
Transf. et conserv. de fruits et légumes	1 397	21 063	22 381	7 158	20,1	1 559
Fab. huile et graisse végétale & animale	277	3 280	3 523	7 699	34,6	482
Fabrication de produits laitiers	1 269	55 911	59 847	31 869	24,0	4 820
Travail des grains ; fab. prod. amylacés	425	13 335	14 359	7 231	42,5	1 370
Fab. prod. boulangerie-pâtis. & pâtes	1 932	43 770	48 305	11 866	15,3	3 429
Fabrication autres produits alimentaires	5 248	73 892	81 168	26 426	21,3	6 348
Fabrication d'aliments pour animaux	436	17 185	18 667	13 420	16,7	1 776
<b>Fabrication de boissons</b>	<b>3 051</b>	<b>42 429</b>	<b>49 657</b>	<b>27 710</b>	<b>29,2</b>	<b>7 409</b>
<b>Commerce de gros de prod. agroalimentaires</b>	<b>25 733</b>	<b>168 654</b>	<b>187 840</b>	<b>175 183</b>	<b>18,0</b>	<b>13 509</b>
Com. gros prod. agric. brut & anim. viv.	6 047	39 733	43 153	63 048	20,1	3 322
Com. gros prod. alim. & boissons	19 686	128 921	144 687	112 135	16,9	10 187
<b>Artisanat commercial</b>	<b>44 578</b>	<b>142 701</b>	<b>174 748</b>	<b>13 081</b>	<b>0,6</b>	<b>5 619</b>
Charcuterie	5 141	11 006	13 234	1 453	0,5	423
Cuisson de produits de boulangerie	3 326	7 178	8 945	730	0,5	126
Boulangerie et boulangerie-pâtisserie	31 438	111 587	136 617	9 741	0,4	4 566
Pâtisserie	4 673	12 931	15 952	1 158	2,3	504

1. Y compris autres produits et autres charges.

Champ : industrie et commerce de gros agroalimentaires, tabac exclu, Dom inclus.

Sources : Insee - Esane 2014, traitements SSP - Agrégats au 10 août 2016

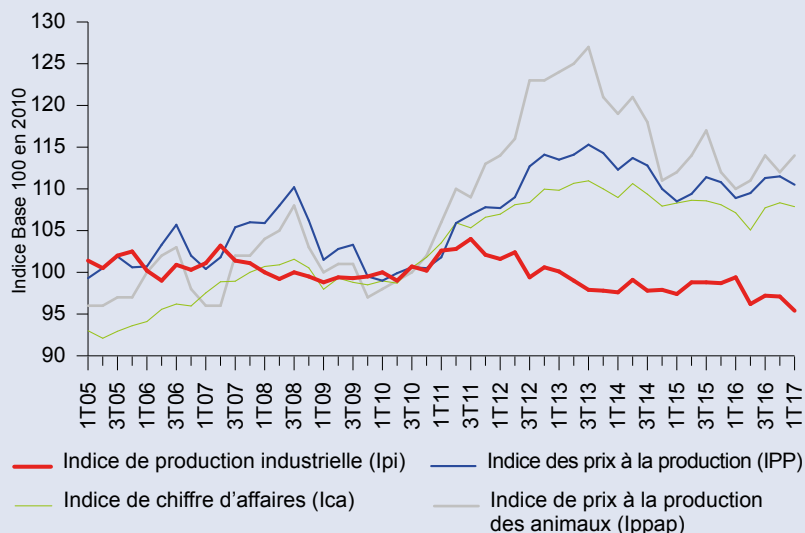
## Viandes : au 1<sup>er</sup> trimestre 2017, la production a poursuivi son recul et le déficit commercial s'est amélioré sur un an

La production de viande en volume, qui représente 30 % de la production des industries alimentaires, s'est repliée au 1<sup>er</sup> trimestre 2017 (- 1,7 % par rapport au trimestre précédent), prolongeant la tendance à la baisse amorcée au milieu des années 2000. Sur un an, le recul est encore plus marqué (- 2,1 %) malgré un jour ouvrable supplémentaire au 1<sup>er</sup> trimestre 2017. La production a été pénalisée par la baisse de toutes les fabrications, en particulier de viandes de boucherie et produits d'abattage (- 2,5 %) et de produits à base de viandes (- 2,6 %), en lien avec le recul de la demande (en volume). Les fabrications ont ainsi atteint leur plus bas niveau depuis début 2014. Du côté des échanges, le déficit structurel des viande et produits à base de viande s'est réduit de 2,3 % sur un an en valeur, grâce à une hausse des exportations supérieure à celle des importations. Les prix à la production sont, de leur côté, restés quasiment stables sur les trois premiers mois de l'année, tout en progressant sur un an (+ 1,4 %) dans un contexte

de hausse des cours des gros bovins et des porcs. Soutenu par les prix, le chiffre d'affaires du secteur a augmenté

(+ 0,9 % sur un an), rompant ainsi avec la tendance baissière observée depuis le 3<sup>e</sup> trimestre 2014.

**Graphique 11**  
Au 1<sup>er</sup> trimestre 2017, le repli de la production de viandes s'est poursuivi



Sources : Insee, Agreste - Indice brut pour les prix (IPP et Ippap) et indice CVS-CJO pour l'Ipi et l'Ica

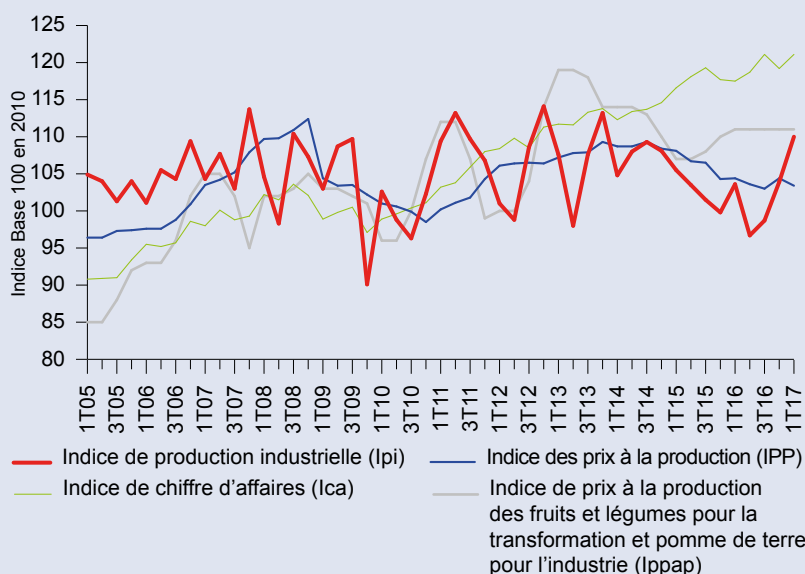
## Fruits et légumes : au 1<sup>er</sup> trimestre 2017, le chiffre d'affaires a atteint un niveau record en lien avec la forte progression de la production

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2017, la croissance de la production en volume de produits à base de fruits et légumes s'est poursuivie pour le troisième trimestre consécutif (+ 5,9 % par rapport au trimestre précédent), après une période de baisse quasiment continue entre le 3<sup>e</sup> trimestre 2014 et le 2<sup>e</sup> trimestre 2016. Sur un an, la production a également fortement progressé (+ 9 %), principalement sous l'effet de la hausse des fabrications de produits à base de légumes, en raison notamment de la surproduction de chou-fleur en début d'année qui a conduit à orienter une partie de la récolte vers la surgélation. À l'inverse, sous l'effet d'une hausse des importations trois fois supérieure, en valeur, à celle des exportations, le déficit commercial s'est fortement creusé (+ 8,8 % sur un an). Dans le prolongement de la baisse amorcée au 3<sup>e</sup> trimestre 2015, les prix à la production ont reculé. Sur un an, les prix ont également diminué (- 1 %) après une brève stabilisation le trimestre précédent, en lien notamment avec la baisse sensible des cours

du chou-fleur (- 45,5 % entre les 1<sup>ers</sup> trimestres 2016 et 2017). Soutenu par la bonne tenue de la production, le chiffre d'affaires du secteur s'est

accru sur un an (+ 3,4 %), prolongeant la tendance haussière entamée au 2<sup>e</sup> trimestre 2010.

**Graphique 12**  
Au 1<sup>er</sup> trimestre 2017, le chiffre d'affaires des produits à base de fruits et légumes a atteint un niveau record



Sources : Insee, Agreste - Indice brut pour les prix (IPP et Ippap) et indice CVS-CJO pour l'Ipi et l'Ica



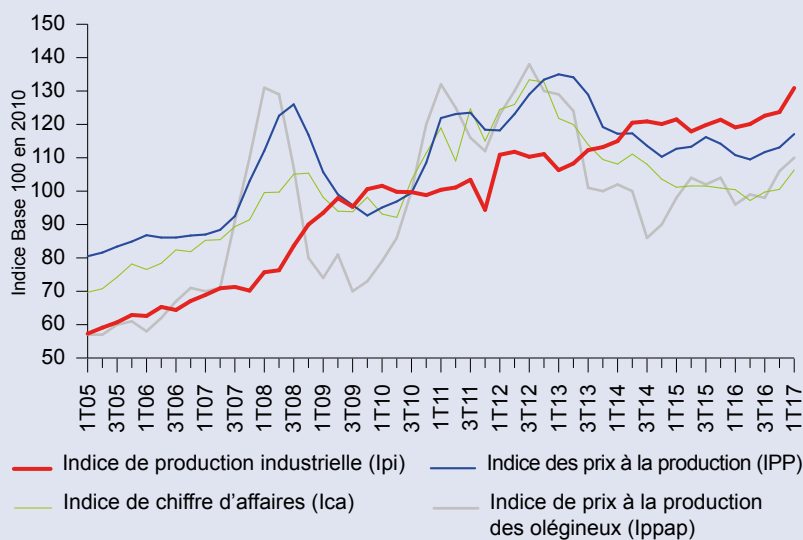
## Corps gras : au 1<sup>er</sup> trimestre 2017, le déficit commercial s'est de nouveau détérioré sur un an malgré le dynamisme de la production

En augmentation régulière depuis début 2015, la production en volume d'huiles et graisses végétales et animales s'est fortement accrue au 1<sup>er</sup> trimestre 2017 (+ 5,8 % par rapport au trimestre précédent et + 10,2 % sur un an), atteignant un niveau record. Sur un an, elle a été tirée par la progression de l'ensemble des fabrications, à l'exception des margarines, en lien avec la hausse des disponibilités mondiales de graines oléagineuses sur la campagne 2016/2017. Structurellement déficitaire, le solde commercial s'est à nouveau détérioré sur un an (+ 7,4 % en valeur) après quatre trimestres d'amélioration, sous l'effet conjoint de la baisse des exportations (- 4,6 %), principalement vers les pays tiers, et de la hausse des importations (+ 3,1 %), essentiellement depuis l'Union européenne. Enfin, les prix à la production ont confirmé la croissance retrouvée en deuxième partie de l'année 2016 et se sont, pour la première fois depuis début 2016, accrus sur un an (+ 5,7 %).

Sous l'effet de la double augmentation de la production et des prix, le chiffre d'affaires du secteur a sensiblement progressé (+ 8,4 % sur un an).

Graphique 13

**Au 1<sup>er</sup> trimestre 2017, la production d'huiles et graisses végétales et animales a fortement augmenté**



Sources : Insee, Agreste - Indice brut pour les prix (IPP et Ippap) et indice CVS-CJO pour l'Ipi et l'Ica

## Travail des grains et produits amyliés : au 1<sup>er</sup> trimestre 2017, les prix à la production ont poursuivi leur repli sur un an

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2017, les fabrications de produits issus du travail des grains et produits amyliés ont reculé en volume, après deux trimestres de hausse modérée (- 1,3 % par rapport au trimestre précédent). Sur un an, elles sont en légère diminution (- 0,4 %), soutenues par la production de farines (+ 5 %) mais pénalisées par la contraction des fabrications de produits amyliés (- 6 %). Après deux trimestres de repli, les

exportations ont progressé sur un an au 1<sup>er</sup> trimestre 2017 (+ 2,3 % en valeur), grâce à la hausse de la demande étrangère en produits issus du travail des grains. Les importations se sont également accrues (+ 5 % sur un an) pour le septième trimestre consécutif, conduisant à une nouvelle baisse de l'excédent commercial (- 2,3 %). Ce dernier a ainsi atteint son plus bas niveau depuis 2010 pour la période. Les prix à la production sont, quant

à eux, restés stables par rapport au trimestre précédent mais sont toujours en baisse sur un an (- 1,2 %) dans la continuité de celle observée sur un an depuis fin 2014. Malgré le repli conjoint de la production et des prix, le chiffre d'affaires du secteur a légèrement augmenté (+ 0,4 % sur un an) (cf. encadré Sources, définitions et méthode - point 3).

## Industrie laitière : au 1<sup>er</sup> trimestre 2017, l'excédent commercial s'est réduit, atteignant son plus bas niveau pour un 1<sup>er</sup> trimestre depuis 2010

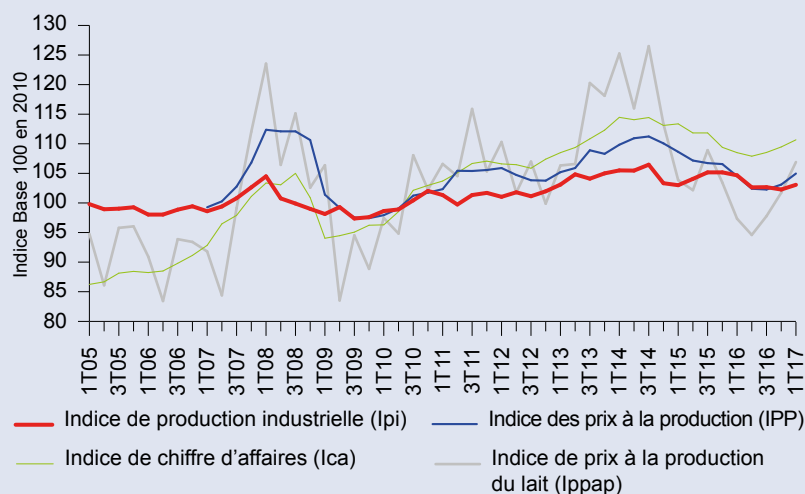
Au 1<sup>er</sup> trimestre 2017, pour la première fois depuis fin 2015 et en lien avec la hausse de la collecte laitière en début d'année, la production de produits laitiers a progressé en volume par rapport au trimestre précédent (+ 0,8 %). Malgré ce redressement timide, les fabrications demeurent inférieures au niveau élevé atteint à cette période en 2016. À l'exception des laits secs et des glaces et sorbets, toutes les fabrications sont concernées par ce repli, et en particulier celles de beurre (- 6,7 % sur un an). L'excédent commercial s'est également fortement contracté en valeur (- 9 % sur un an), passant de 803 millions d'euros au 1<sup>er</sup> trimestre 2016 à 731 millions d'euros au 1<sup>er</sup> trimestre 2017, soit son plus bas niveau depuis 2010 pour un 1<sup>er</sup> trimestre. Cette dégradation résulte d'une hausse des importations trois fois plus élevée que celle des exportations. Ces dernières ont été pénalisées par la conjonction de plusieurs facteurs : nouvelle prolongation de l'embargo russe, baisse de la demande algérienne en poudres de lait et fromages et recul de la collecte laitière en lien avec la mise en place de réductions volontaires de la production d'octobre 2016 à janvier 2017, des stocks de fourrages

2016 limités et de qualité insuffisante, et une sécheresse précoce à la fin de l'hiver 2016 et au début du printemps 2017 défavorable à la bonne pousse de l'herbe en début d'année. Les importations ont quant à elles progressé depuis l'Union européenne sous l'effet de la hausse des achats de beurre, de fromages et de produits frais (yaourts, desserts lactés frais, etc.), en lien avec

le manque de disponibilités intérieures. Dans un contexte de renchérissement des cours du lait depuis l'été 2016, les prix à la production des produits laitiers se sont, de leur côté, légèrement accrus (+ 1,8 % par rapport au 4<sup>e</sup> trimestre 2016 et + 0,4 sur un an), conduisant à une hausse du chiffre d'affaires (respectivement + 1,1 % et + 2,4 %).

Graphique 14

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2017, le redressement des prix à la production des produits laitiers s'est confirmé



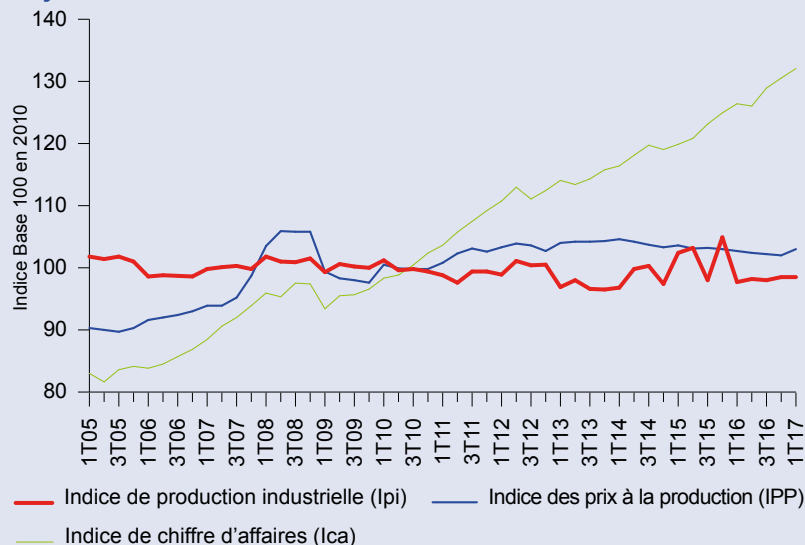
Sources : Insee, Agreste - Indice brut pour les prix (IPP et Ippap) et indice CVS-CJO pour l'Ipi et l'Ica

## Boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires : au 1<sup>er</sup> trimestre 2017, le chiffre d'affaires a atteint un niveau record

Depuis le 2<sup>e</sup> trimestre 2016, la production est restée plutôt stable. Sur un an, en revanche, la production a progressé au 1<sup>er</sup> trimestre 2017 (+ 1,8 %), sous l'effet de la hausse des fabrications de biscuits, biscottes, pâtisseries de conservation. Structurellement déficitaire, le solde commercial s'est fortement creusé en valeur au 1<sup>er</sup> trimestre 2017 (+ 21 % sur un an) sans atteindre, néanmoins, le point bas du 1<sup>er</sup> trimestre 2015. Cette dégradation résulte de la hausse plus importante des importations que des exportations, notamment de biscuits, biscottes, pâtisseries de conservation. En rupture avec la diminution amorcée au 2<sup>e</sup> trimestre 2014, les prix à la production ont augmenté par rapport au trimestre précédent mais sont restés stables sur un an après plusieurs trimestres de baisse. Soutenue par la hausse de la production, la croissance du chiffre d'affaires du secteur s'est poursuivie (+ 3,4 % sur un an).

Graphique 15

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2017, le chiffre d'affaires des produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires a poursuivi sa trajectoire ascendante



Sources : Insee, Agreste - Indice brut pour les prix (IPP et Ippap) et indice CVS-CJO pour l'Ipi et l'Ica

## Autres produits alimentaires : au 1<sup>er</sup> trimestre 2017, le solde commercial est redevenu excédentaire

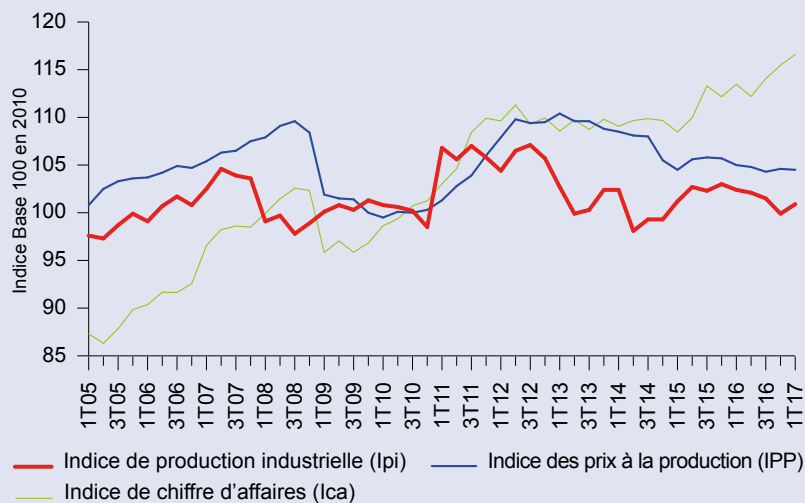
Après quatre trimestres de repli, la production s'est redressée par rapport au trimestre précédent (+ 1 %), l'augmentation des fabrications d'aliments adaptés à l'enfant et diététiques et des autres produits non classés ailleurs (soupe, ovoproduits, levures, extraits et jus de viandes et de poissons, etc.) ayant contrebalancé le repli des autres fabrications. Sur un an, la production a également légèrement augmenté (+ 1 %) grâce au dynamisme des fabrications de plats préparés et d'aliments adaptés à l'enfant et diététiques (respectivement + 11,9 % et + 8,8 %). Soutenues par l'augmentation de la demande extérieure, tant européenne que de la part des pays tiers, les exportations se sont fortement accrues sur un an (+ 11,7 % en valeur), conduisant à une nette amélioration du solde commercial. De - 1,7 million d'euros au 1<sup>er</sup> trimestre 2016, ce dernier est redevenu positif au 1<sup>er</sup> trimestre 2017 (+ 70 millions d'euros) malgré la hausse des importations (+ 8 %). Les prix à la production se sont, quant à eux,

stabilisés par rapport au trimestre précédent, mais ont légèrement reculé sur un an (- 0,5 %), sous l'effet du recul des prix à la production des plats préparés et des autres aliments non

classés ailleurs. Le chiffre d'affaires du secteur a de son côté poursuivi sa progression sur un an, en partie grâce à la hausse de la production.

Graphique 16

**Au 1<sup>er</sup> trimestre 2017, la production des « autres produits alimentaires » s'est redressée**



Sources : Insee, Agreste - Indice brut pour les prix (IPP et Ippap) et indice CVS-CJO pour l'Ipi et l'Ica

## Alimentation animale : au 1<sup>er</sup> trimestre 2017, les prix à la production ont de nouveau diminué

Favorisée par la reprise de la collecte de lait depuis le début de l'année ainsi que par la faiblesse des stocks de fourrage liée à la mauvaise récolte de l'été 2016, la production d'aliments pour animaux a très légèrement augmenté entre le 4<sup>e</sup> trimestre 2016 et le 1<sup>er</sup> trimestre 2017 (+ 0,3 %). Elle demeure néanmoins à un niveau peu élevé. Sur un an, la hausse de la production a été un peu plus soutenue (+ 1 %), plusieurs facteurs ayant favorisé au 1<sup>er</sup> trimestre 2016

l'utilisation d'aliments fabriqués à la ferme au détriment des aliments composés industriels (persistance de stocks issus de la bonne récolte fourragère de l'été 2015, climat propice à la pousse de l'herbe, baisse des cours du blé et des tourteaux de soja). Grâce à une hausse des exportations, tant vers l'Union européenne que vers les pays tiers, supérieure à celle des importations, l'excédent commercial s'est amélioré sur un an pour la première fois depuis le

3<sup>e</sup> trimestre 2015 (+ 3,6 % en valeur). Dans le prolongement de la baisse entamée au 2<sup>e</sup> trimestre 2013, les prix à la production se sont légèrement contractés par rapport au trimestre précédent. Sur un an, ils ont également diminué (- 2,8 %), toujours en lien avec la baisse des cours des céréales, tandis que le chiffre d'affaires, soutenu par la hausse de la production, a augmenté (+ 2,1 %) pour la première fois depuis fin 2015.

## Boissons : au 1<sup>er</sup> trimestre 2017, la production s'est stabilisée à un niveau élevé tandis que le chiffre d'affaires a poursuivi sa progression

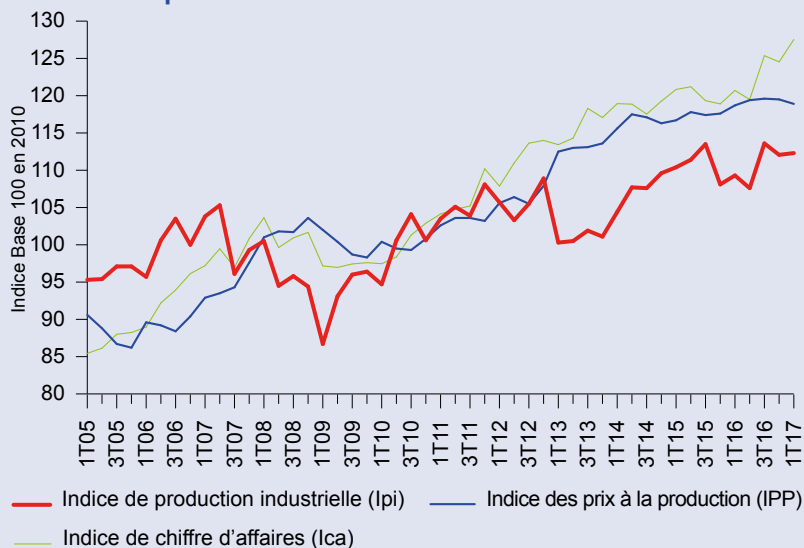
Au 1<sup>er</sup> trimestre 2017, la production de boissons a marqué le pas par rapport à la tendance haussière amorcée au 2<sup>e</sup> trimestre 2009 se stabilisant toutefois à un niveau élevé. En revanche, sur un an, la production a fortement augmenté (+ 5,8 %), dynamisée par la hausse de l'ensemble des fabrications, et en particulier par celles de boissons rafraîchissantes non alcoolisées, de bière et de boissons alcooliques distillées. Une météo douce et des températures supérieures en février et mars 2017 à celles de l'année dernière, couplées à la hausse de la demande étrangère, ont contribué à cette progression. Principalement tirées par la hausse de la demande des pays tiers (États-Unis, Chine et Singapour notamment), les exportations, en particulier de vins et de Champagne et mousseux, ont fortement augmenté sur un an (+ 10,6 % en valeur) alors que les importations progressaient plus modestement (+ 3,5 %), essentiellement en raison des achats de bière à l'Union européenne. En conséquence, l'excédent commercial s'est amélioré (+ 12,8 % en valeur), dépassant les

2,7 milliards d'euros, soit un niveau record pour un 1<sup>er</sup> trimestre. La croissance sur un an du chiffre d'affaires du secteur s'est quant à elle accélérée (+ 6,8 %) sous l'effet uniquement de

la hausse de la production, les prix à la production s'étant stabilisés sur un an, en rupture avec les hausses successives observées depuis fin 2015.

### Graphique 17

**Au 1<sup>er</sup> trimestre 2017, le chiffre d'affaires des boissons a atteint un nouveau pic**



Sources : Insee, Agreste - Indice brut pour les prix (IPP et Ippap) et indice CVS-CJO pour l'Ipi et l'Ica

## Sources, définitions et méthodes

- Les données conjoncturelles des industries agroalimentaires (IAA) sont présentées selon la nomenclature d'activité productive Naf rév. 2 entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2008. Les IAA regroupent les industries alimentaires (division 10) et les fabrications de boissons y compris de vins (division 11), mais n'incluent pas la fabrication de produits à base de tabac (division 12) :

<http://www.insee.fr/fr/methodes/default.asp?page=nomenclatures/cpf2008/cpf2008.htm>

- Les IAA sont intégrées à l'ensemble « Industrie manufacturière » (section C de la nomenclature) qui regroupe toutes les industries manufacturières, à l'exclusion de l'énergie et de la construction.

- Les différents indicateurs des IAA utilisés ont pour base 100 l'année 2010. Ils ont des couvertures différentes (champ, branche ou secteur) et ne sont, de ce fait, pas toujours immédiatement comparables.

L'indicateur de chiffre d'affaires (Ica) et l'emploi salarié sont des indicateurs sectoriels alors que les autres indicateurs – Indice de production industrielle (Ipi), indice de prix à la production (IPP), données sur le commerce extérieur – sont des indicateurs de branche.

Alors que la branche regroupe des unités de production homogènes, les secteurs d'activité regroupent des entreprises de fabrication, de commerce ou de service qui ont la même activité principale mais qui peuvent avoir des productions ou services secondaires relevant d'autres items de la nomenclature d'activité. Compte tenu des champs respectifs des différents indicateurs, le chiffre d'affaires total d'une entreprise sera affecté à un seul poste de la nomenclature d'activité (l'activité principale) alors que sa production sera, le cas échéant, ventilée dans différents postes de la nomenclature.

### ■ Enquête mensuelle de conjoncture dans l'industrie :

Le département de la conjoncture de l'Insee effectue une enquête mensuelle auprès des entreprises du secteur concurrentiel sur la situation et les perspectives d'activité dans l'industrie. Le champ de l'industrie retenu recouvre les secteurs de l'industrie manufacturière dont les fabrications de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac. Toutes les questions sont qualitatives et trimodales. Les résultats sont présentés sous la forme de soldes d'opinion, différence entre le pourcentage de réponses « en hausse » ou « supérieurs à la normale » et le pourcentage de réponses « en baisse » ou « inférieurs à la normale ». Cette présentation permet d'améliorer la lisibilité sans perte d'information notable.

[http://www.insee.fr/fr/indicateurs/ind11/Emi\\_m2015.pdf](http://www.insee.fr/fr/indicateurs/ind11/Emi_m2015.pdf)

- Les données concernant les entreprises agroalimentaires au sens large, industries agroalimentaires, commerce de gros de produits agroalimentaires, artisanat commercial de charcuterie et de boulangerie-pâtisserie sont obtenues à partir d'Esane (Elaboration des Statistiques Annuelles d'Entreprise) :

<http://agreste.agriculture.gouv.fr/enquetes/entreprises-agroalimentaires/esane-entreprises-agroalimentaires/>

- Les séries retenues pour l'Ipi couvrent partiellement certains domaines :

- l'Ipi de l'industrie laitière couvre également les glaces et sorbets.
- l'Ipi de l'industrie des boissons ne comprend pas les vins.

- Les comparaisons sont effectuées, sauf précision contraire, en glissement annuel, c'est-à-dire par rapport à la même période de l'année précédente.



## Pour en savoir plus

- dans « Données en ligne - Conjoncture agricole - IAA » pour les séries chiffrées
- dans la rubrique « Conjoncture - IAA » pour les publications Agreste Conjoncture

### Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- Le tableau de bord mensuel des IAA qui retrace le climat conjoncturel des IAA, au travers de différents indicateurs et des chiffres du commerce extérieur

### Les Synthèses conjoncturelles IAA :

- « En 2016, la production en volume des IAA a diminué après deux années de faible hausse », Synthèses n° 2017/304, mai 2017
- « Au 3<sup>e</sup> trimestre 2016, malgré un rebond, le niveau de la production des IAA reste inférieur à celui de 2015 tandis que l'emploi progresse légèrement sur un an », Synthèses n° 2017/298, janvier 2017
- « Au 2<sup>e</sup> trimestre 2016, la production des IAA a reculé sur un an », Synthèses n° 2016/296, octobre 2016
- « Au 1<sup>er</sup> trimestre 2016, la production en volume des IAA a très légèrement progressé par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2015 », Synthèses n° 2016/292, juillet 2016

### Les primeurs IAA :

- « Dépenses des industries agroalimentaires pour protéger l'environnement - La prévention et la lutte contre le réchauffement climatique progressent en 2014 », Agreste primeur n° 339, octobre 2016
- « Productions commercialisées des industries agroalimentaires - Forte hausse des ventes de boissons, baisse des ventes de produits alimentaires en 2015 », Agreste primeur n° 338, septembre 2016

### Autre publication sur ce thème publiée par la DGPE :

- « Le panorama des industries agroalimentaires 2016 » disponible en ligne à l'adresse suivante : <http://agriculture.gouv.fr/le-panorama-des-iaa>

# ORGANISMES

**Agreste** : données collectées et diffusées par le SSP  
**AGPB** : Association générale des producteurs de blé et autres céréales  
**AGPM** : Association générale des producteurs de maïs  
**Arvalis** : Institut du végétal  
**ASTREDHOR** : Association nationale des structures d'expérimentation et de démonstration en horticulture  
**BNIC** : Bureau national interprofessionnel du cognac  
**CGB** : Confédération générale des planteurs de betteraves  
**CIC** : Conseil international des céréales  
**Cidéf** : Comité interprofessionnel de la dinde  
**Cifog** : Comité interprofessionnel des palmipèdes à foie gras  
**Cip** : Comité interprofessionnel de la pintade  
**CNCA** : Caisse nationale de crédit agricole  
**Cniel-Iri** : Comité national interprofessionnel de l'économie laitière - Information resources Inc.  
**CNIPT** : Comité interprofessionnel de la pomme de terre  
**CNPO** : Comité national pour la promotion de l'œuf  
**Coceral** : Comité du commerce des céréales, aliments du bétail, oléagineux, huile d'olive, huiles et graisses et agrofournitures de l'Union européenne  
**Coop de France**  
**CTIFL** : Centre technique interprofessionnel des fruits et des légumes  
**DGAL** : Direction générale de l'alimentation  
**DGI** : Direction générale des impôts  
**DGCCRF** : Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes  
**DGDDI** : Direction générale des douanes et droits indirects  
**DGPAAT** : Direction générale des politiques agricoles, agroalimentaires et des territoires  
**DSV** : Direction des services vétérinaires  
**Eurostat** : office statistique des communautés européennes  
**FranceAgriMer** : office national unique des produits de l'agriculture et de la mer depuis le 1<sup>er</sup> avril 2009  
**FAO** : Food and agriculture organisation  
**FOP** : Fédération française des producteurs d'oléagineux et de protéagineux  
**GIPT** : Groupement interprofessionnel pour la valorisation de la pomme de terre  
**GNIS** : Groupement national interprofessionnel des semences et plants  
**Inra** : Institut national de la recherche agronomique  
**Insee** : Institut national de la statistique et des études économiques  
**Itavi** : Institut technique de l'aviculture  
**Matif** : Marché à terme international de France  
**NEPG** : North-Western European Potato Growers (groupement des producteurs de pommes de terre du Nord-Ouest européen)  
**OCM** : Organisation commune des marchés  
**Oilworld** : independant forecasting service for oilseeds, oils and meals  
**OIS** : Organisation mondiale du sucre  
**OIV** : Organisation internationale de la vigne et du vin  
**OP** : Organisme de producteurs  
**RNM** : Réseau des nouvelles des marchés  
**SSP** : Service de la statistique et de la prospective  
**Snia** : Syndicat national des industriels de la nutrition animale  
**SNFS** : Société nationale des fabricants de sucre  
**StatCan** : Statistique Canada  
**Synalaf** : Syndicat national des labels avicoles de France  
**UE** : Union européenne (à 27 à partir de 2007)  
**Unctad** : United nations conference on trade and development (Conférence des Nations-Unies sur le commerce et le développement)  
**Unifa** : Union des industries de la fertilisation  
**Unip** : Union nationale interprofessionnelle de plantes riches en protéines  
**USDA** : United States department of agriculture (homologue américain du Ministère de l'agriculture et de la pêche)  
**WASDE** : Word agricultural supplies and demand estimates

# ABRÉVIATIONS

**AB** : agriculture biologique  
**AOC** : appellation d'origine contrôlée  
**AOP** : appellation d'origine protégée  
**ACE** : aides aux cultures énergétiques  
**BDNI** : base de données nationales d'identification  
**BTP** : bâtiment et travaux publics  
**Caf** : coût, assurance, fret  
**Cib** : consommation indigène brute  
**Cic** : consommation indigène corrigée  
**CJO** : corrigé des jours ouvrables  
**CPA** : classification de produits associés aux activités  
**CPF** : classification de produits française  
**CVJA** : corrigé des variations journalières d'abattages  
**CVS** : corrigé des variations saisonnières  
**Fab** : franco à bord  
**FCO** : fièvre catarrhale ovine  
**Fob** : free on board  
**Ica** : Indice de chiffre d'affaires  
**IGP** : indication géographique protégée  
**IAA** : industries agroalimentaires  
**ICA** : indice de chiffre d'affaires  
**lpa** : indice de prix de l'alimentation animale  
**lpampa** : indice des prix d'achat des moyens de production agricole  
**IPC** : indice des prix à la consommation  
**ipi** : indice des prix industriels  
**IPP** : indice de production industrielle  
**lppap** : indice des prix des produits agricoles à la production  
**IPVI** : indice des prix de vente industriels  
**Isop** : informations et suivi objectif des prairies  
**Min** : marchés d'intérêt national  
**mm3, mm12** : moyenne mobile sur 3 mois, moyenne mobile sur 12 mois  
**Naf** : nomenclature d'activités française  
**NC** : nomenclature combinée  
**Otex** : orientation technico-économique des exploitations  
**Pac** : poulet prêt à cuire  
**Pib** : production indigène brute  
**Pic** : production indigène contrôlée  
**ProdCom** : production communautaire  
**Rica** : réseau d'information comptable agricole  
**SAA** : statistique agricole annuelle  
**Sap** : statistique annuelle provisoire  
**Smic** : salaire minimum interprofessionnel de croissance  
**SRW** : soft red winter  
**tec** : tonne-équivalent-carcasse  
**teoc** : tonne-équivalent-œuf-coquille  
**TIPP** : taxe intérieure sur les produits pétroliers  
**TNO** : tendance nationale officieuse  
**VAIG** : vins avec indication géographique  
**VCC** : vins de consommation courante  
**VDQS** : vins délimités de qualité supérieure  
**VQPRD** : vins de qualité produits dans des régions délimitées  
**VSM** : viande séparée mécaniquement

### Pour en savoir plus

- Le site Agreste de la statistique agricole : [www.agreste.agriculture.gouv.fr](http://www.agreste.agriculture.gouv.fr)

Les publications Agreste Conjoncture sont consultables dans la rubrique *Conjoncture*.

Les séries conjoncturelles sont disponibles dans l'espace *Données en ligne*.

- Le site de FranceAgriMer - Réseau des nouvelles des marchés : [www.rnm.franceagrimer.fr/](http://www.rnm.franceagrimer.fr/)

Des séries de prix sont disponibles sur le site du RNM.

- Le Centre d'information et de documentation Agreste (CDIA) : [agreste-info@agriculture.gouv.fr](mailto:agreste-info@agriculture.gouv.fr)



## Agreste : la statistique agricole

**Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation**  
**SERVICE DE LA STATISTIQUE ET DE LA PROSPECTIVE**  
3 rue Barbet de Jouy - 75349 PARIS 07 SP  
Site internet : [www.agreste.agriculture.gouv.fr](http://www.agreste.agriculture.gouv.fr)

Directrice de la publication : Béatrice Sédillot  
Rédactrice en chef : Annie Delort  
Composition : SSP  
Dépot légal : À parution  
© Agreste 2017

**Cette publication est disponible à parution sur le site Internet de la statistique agricole**  
[www.agreste.agriculture.gouv.fr](http://www.agreste.agriculture.gouv.fr)





# Références des synthèses

## Synthèses

Les cours des céréales en France résistent lors de la campagne 2016/2017 malgré l'abondance mondiale

*Grandes cultures*

5 O. Satger

En 2016/17, des récoltes de légumes d'hiver en recul, notamment sous l'effet de la météo, mais bénéficiant pour la plupart d'un redressement des prix

*Légumes*

11 S. Bernadet

En 2016, la crise du lait pèse sur le marché de la viande bovine tandis que celui des broutards se remet peu à peu de la FCO

*Bovins*

19 M.-A. Lapuyade

En 2016, sur fond de crise aviaire, la production française de foie gras recule de 28 %

*Aviculture*

27 C. Pendariès

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2017, la production en volume des IAA a confirmé le timide redressement amorcé au 3<sup>e</sup> trimestre 2016

*IAA*

33 M. Kuhn-Le Braz

## Organismes et abréviations

47

## Pour en savoir plus

49

## Liste des Infos rapides parues

Abricot n° 4/4, août 2017

Animaux de boucherie - Bovins, n° 7/11, août 2017

Animaux de boucherie - Ovins, n° 7/11, août 2017

Animaux de boucherie - Porcins, n° 7/11, septembre 2017

Aviculture, n° 8/10, septembre 2017

Cerise n° 3/3, juillet 2017

Climatologie n° 8/12, août 2017

Commerce extérieur agroalimentaire n° 8/12, août 2017

Concombre n° 2/4, juillet 2017

Coûts de production n° 8/10, septembre 2017

Fraise n° 3/3, juillet 2017

Grandes cultures et fourrages n° 6/10, août 2017

Lait n° 7/11, juillet 2017

Melon n° 1/2, juillet 2017

Pêche n° 4/5, août 2017

Poire n° 1/4, juillet 2017

Pomme n° 3/6, août 2017

Prairie n° 5/7, août 2017

Prix agricoles et alimentaires n° 8/10, août 2017

Stocks Pommes-Poires n° 6/6, août 2017

Tomate n° 2/4, juillet 2017

Viticulture n° 2/4, août 2017

L. Bernadette, V. Bouchard-Aerts

M.A. Lapuyade

M.A. Lapuyade

C. Pendariès

C. Pendariès

L. Bernadette, V. Bouchard-Aerts

M. Le Turdu

T. Champagnol

S. Bernadet

M. Kuhn-le-Braz, A. Lavergne

S. Bernadet

O. Satger

S. Cazeneuve

S. Bernadet

L. Bernadette, V. Bouchard-Aerts

L. Bernadette, V. Bouchard-Aerts

L. Bernadette, V. Bouchard-Aerts

L. Grassard

A. Delort

L. Bernadette, V. Bouchard-Aerts

S. Bernadet

L. Bernadette, V. Bouchard-Aerts

Les Infos rapides sont disponibles dans « Conjoncture » sur [www.agreste.agriculture.gouv.fr](http://www.agreste.agriculture.gouv.fr)

Les principales séries mensuelles sont présentes dans Le Bulletin, et les données détaillées dans les Données en ligne du site Agreste.

Numéro 3 - septembre 2017

# Agreste : la statistique agricole

*Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation*  
*Secrétariat Général*  
**SERVICE DE LA STATISTIQUE ET DE LA PROSPECTIVE**  
*Site Internet : [www.agreste.agriculture.gouv.fr](http://www.agreste.agriculture.gouv.fr)*

---

Prix : 7,00 €